

DEBATS

LES ... S IDÉES EN RÉPONSE !

BILLET

31/Atlas, l'énigme venue de l'espace

ISRAËL ET WASHINGTON : L'ILLUSION DU CONTRÔLE, LA RÉALITÉ DES RAPPORTS DE FORCE

Un récit trompeur : l'AIPAC comme « maître du jeu »

EXPERTS INVITÉS

Où sont les 600 000 emplois ?

CHRONIQUEURS

Les milliardaires, aujourd'hui au pouvoir, demain au prétoire

QUARTIER LIBRE

La Dette américaine : Vers une "Crise Cardiaque" ou une simple crise de confiance ?

”

Israël n'est plus une évidence dans les capitales occidentales.

”

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

L'ODJ STREAM LIVE 00:29:48

L'ODJ R212 WEB RADIO

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

04

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

08

**EXPERTS
INVITÉS**

42

**QUARTIER
LIBRE**

48

ROOM

56

BILLET

66

IDÉBATS

LODJ



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
B
SEP | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSaid - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



ISRAËL ET WASHINGTON : L'ILLUSION DU CONTRÔLE, LA RÉALITÉ DES RAPPORTS DE FORCE

L'équilibre diplomatique autour du conflit israélo-palestinien est en train de basculer.

l'espace de quelques jours, l'Australie, le Canada et le Royaume-Uni ont officiellement reconnu l'État de Palestine, brisant un tabou longtemps verrouillé par l'alignement occidental sur Washington. La France, de son côté, s'apprête à porter ce geste à l'ONU dès cette semaine. Ces prises de position successives ne sont pas de simples signaux symboliques : elles marquent un tournant stratégique majeur, révélant une fracture croissante entre les États-Unis et plusieurs de leurs alliés les plus proches. Derrière cette dynamique, c'est la place réelle d'Israël dans l'architecture mondiale, et la nature du soutien américain, qui se trouvent interrogées.

Un récit trompeur : l'AIPAC comme « maître du jeu »

Dans l'imaginaire collectif, surtout en Europe et au Moyen-Orient, l'AIPAC incarne une sorte de marionnette invisible qui tirerait les ficelles de la politique étrangère américaine. Ses dîners fastueux, son influence sur les campagnes électorales, ses relais dans les médias donnent le sentiment d'un pouvoir quasi absolu. Pourtant, réduire l'engagement américain vis-à-vis d'Israël à un simple produit du lobbying relève d'un raccourci commode.

La réalité est plus dense, faite d'histoires entremêlées : celle d'un allié militaire installé au cœur d'une région instable, celle d'un outil diplomatique au service de l'hégémonie américaine, mais aussi celle d'une convergence idéologique et électorale qui transcende les partis aux États-Unis. L'AIPAC n'est pas une baguette magique ; il est un accélérateur, parfois un amplificateur, mais il ne détermine pas à lui seul l'architecture stratégique.

Israël, laboratoire et avant-poste de puissance

La valeur d'Israël pour Washington s'explique d'abord par sa position et ses capacités. Installé au bord de la Méditerranée orientale, à quelques heures de vol du Golfe, de l'Iran et de l'Afrique du Nord, l'État hébreu est une base avancée idéale. Ses forces armées coopèrent étroitement avec le Pentagone, ses entreprises d'armement servent de champ d'expérimentation pour de nouvelles technologies, ses services de renseignement alimentent le réseau mondial américain.

Autrement dit, Israël est plus qu'un allié : il est un laboratoire stratégique. La supériorité militaire qu'il entretient dans la région profite autant à ses propres intérêts qu'à ceux de Washington, qui y trouve un relais permanent de projection de puissance.

Les dynamiques intérieures américaines

À cette dimension s'ajoute une couche intérieure déterminante. Le soutien à Israël s'inscrit dans le jeu électoral :

Les évangéliques voient en Israël l'accomplissement d'une promesse biblique et pèsent lourd dans le Parti républicain.

Une partie du Parti démocrate continue de défendre l'image d'Israël comme « seule démocratie » du Moyen-Orient, symbole d'un monde à défendre contre l'autoritarisme.

Enfin, les communautés juives américaines, très diverses politiquement, constituent une force civique et électorale qui renforce l'attention portée à ce dossier. Ainsi, le soutien américain ne relève pas seulement de la géopolitique froide mais d'un consensus narratif qui structure le paysage politique depuis plus de cinquante ans.

Les fractures avec les alliés occidentaux

La reconnaissance progressive de la Palestine par des pays comme la France, l'Espagne, l'Irlande, l'Australie ou plus



récemment le Royaume-Uni introduit une variable nouvelle. Ce n'est pas seulement une déclaration symbolique : c'est un geste de rupture vis-à-vis de la ligne américaine. Comme dans le cas ukrainien, où Washington pousse à l'affrontement prolongé et où l'Europe cherche à desserrer l'étau, le Moyen-Orient devient un autre théâtre de frictions transatlantiques.

Ces divergences révèlent une chose : Israël n'est plus une évidence dans les capitales occidentales. Les calculs énergétiques, les pressions migratoires, la nécessité de conserver un dialogue avec le monde arabe redessinent les priorités. Dans ce contexte, le soutien aveugle américain apparaît de plus en plus isolé.

L'hypothèse d'un rôle révisable : Israël, un levier plus qu'un pilier

Et si l'on inversait la perspective ? Plutôt que de voir Israël comme la pierre angulaire immuable de la stratégie américaine, envisageons-le comme un levier stratégique ajustable.

L'alliance est utile, mais elle pourrait, à terme, être relativisée si le coût d'opportunité devient trop élevé pour Washington.

Car chaque outil de puissance a sa durée de pertinence. Israël a été indispensable pour contenir le nationalisme arabe dans les années 1960-70, puis pour contrer l'Iran postrévolutionnaire. Mais le monde d'aujourd'hui ne se structure plus prioritairement autour du Moyen-Orient : il se polarise sur l'Asie-Pacifique.

La véritable bataille de demain se joue en mer de Chine, autour de Taïwan, du contrôle des câbles sous-marins et des routes énergétiques. Washington le sait : c'est là que se décidera son statut de superpuissance face à Pékin. Comparée à ce défi colossal, la centralité d'Israël apparaît moins vitale.

Certes, le Moyen-Orient reste une zone sensible. Mais à l'heure où les États-Unis investissent massivement dans des alliances comme le Quad (États-Unis, Inde, Japon, Australie), dans l'AUKUS (États-Unis, Royaume-Uni, Australie) ou dans de nouveaux partenariats en Asie du Sud-Est, Israël ne peut être que localement décisif, pas globalement central.



Les coûts croissants du soutien inconditionnel

Le maintien d'un appui aveugle à Israël a un prix. Trois coûts majeurs émergent :

Diplomatique : il alimente la défiance du Sud global, où Washington est accusé d'appliquer un double standard entre Gaza et l'Ukraine.

Moral et narratif : l'image d'Israël bascule d'un petit État assiégé vers celle d'une puissance occupante, ce qui mine la crédibilité américaine sur la scène internationale.

Stratégique : focaliser l'attention et les ressources sur Israël détourne de l'Indo-Pacifique, où l'enjeu est existentiel pour l'hégémonie américaine.

Ces coûts ne rendent pas l'alliance obsolète, mais ils pourraient pousser Washington à la redimensionner.

La possibilité d'une normalisation contrainte

Une piste alternative est celle d'une « normalisation forcée ». Les accords d'Abraham ont montré qu'une intégration partielle d'Israël au monde arabe était possible. Si demain l'Arabie Saoudite – clef de voûte régionale – exige une reconnaissance minimale de la Palestine en échange d'un alignement stratégique contre la Chine, Washington pourrait pousser Tel-Aviv à faire des concessions.

Dans ce scénario, Israël cesserait d'être un allié intouchable pour devenir une pièce ajustée à un puzzle régional plus vaste, où les monarchies du Golfe compteraient davantage.

L'opinion publique américaine comme facteur disruptif

Un autre élément déterminant est interne : la bascule générationnelle. Les sondages montrent que les jeunes Américains, y compris au sein du Parti démocrate, sont de plus en plus critiques vis-à-vis de la politique israélienne. Les mobilisations étudiantes, les débats sur l'« apartheid » israélien, les prises de position de minorités latinos, afro-américaines et musulmanes annoncent une mutation.

Si cette tendance s'ancre, l'équation électorale change. Le soutien à Israël pourrait devenir polarisant et non plus consensuel. L'AIPAC perdrait alors une part de sa puissance d'influence, et Washington verrait dans Israël un atout électoral moins sûr qu'auparavant.

Un futur possible : Israël, maillon plutôt que pivot

Dans l'horizon alternatif, Israël ne disparaît pas de l'équation. Il garde des atouts solides :

- une supériorité militaire et technologique régionale,
- une expertise clé dans le domaine du renseignement et de la cybersécurité,
- une alliance militaire durable avec le Pentagone.

Mais ce statut se relativiserait. Israël ne serait plus l'alpha et l'oméga de la politique américaine au Moyen-Orient, mais un maillon important dans une chaîne plus large, où d'autres acteurs – Inde, Japon, Arabie Saoudite – compteraient davantage pour l'ordre mondial de demain.

Du mythe du contrôle à la recomposition des priorités

L'idée que l'AIPAC dirige la politique américaine est une fable commode qui masque la vraie complexité des rapports de force. L'alliance entre Washington et Tel-Aviv repose sur une pluralité de facteurs : militaires, idéologiques, électoraux et diplomatiques. Mais cette alliance n'est pas gravée dans le marbre.

Les pressions du Sud global, les fractures avec les Européens, la montée en puissance de la Chine et la mutation de l'opinion américaine dessinent un futur où Israël pourrait être moins central. Il resterait un partenaire utile, mais son rôle de pivot pourrait s'effriter au profit d'un rééquilibrage stratégique global.

La véritable question n'est donc pas de savoir si l'AIPAC contrôle Washington, mais de mesurer combien de temps Israël conservera encore cette place de pierre angulaire. L'alternative est claire : d'allié inconditionnel, il pourrait devenir un levier parmi d'autres dans un ordre mondial en recomposition.



Rédigé par

Adnane Benchakroun

LODj

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



LES MILLIARDAIRES, AUJOURD'HUI AU POUVOIR, DEMAIN AU PRÉTOIRE

Depuis que, internet et réseaux sociaux aidant, les élections sont devenues affaire de riches, ils sont de plus en plus de milliardaires à être subjugués, attirés, intéressés, happés par le pouvoir. Le problème est que la nature de la politique n'a pas changé : il s'agit globalement de régler et solutionner les problèmes d'une nation, d'une société, d'une économie. Pour cela, les grands hommes d'Etat étaient des idéologues, des penseurs, des orateurs.

Aujourd'hui, conquérir le pouvoir pour ces milliardaires consiste à bien investir, mais leur nature autocratique ne changeant pas, ils finissent tôt ou tard à mêler affaires privées et intérêts personnels, et peu ou prou à affronter la justice.

Le problème en effet est que les milliardaires, capitaines d'industrie, tycoons ou vulgaires nababs sont rarement des démocrates ; ils ne le sont pour ainsi dire jamais.

La raison est simple : ils ont fait leurs armes dans l'entreprise, qui est tout sauf une démocratie ; et pour cause, le capital est impérieux et son détenteur impérial. Les milliardaires sont donc habitués à être obéis, strictement, scrupuleusement par leurs gardes rapprochées, leurs armées de courtisans, leurs cohortes de collaborateurs, leurs légions d'affidés. Ils savent déjouer la loi, contourner les règles... sauf que le faire dans le privé peut être légal, avec la cohorte de conseillers juridiques et fiscaux dont ils s'entourent, mais que dans le public, jouer et se jouer des lois et de l'éthique relève du pénal.

Quand un financier, un industriel recherche le pouvoir et fait tout pour y accéder, c'est généralement le fruit d'une puissance contrariée et d'un ego démesuré.

Ces gens décident de tout, font tout, investissent et s'investissent en tout, mais ils se retrouvent un jour ou l'autre bloqués, freinés, ou même ralentis par des réglementations ou, pire, par des réglementateurs. Il faut donc qu'ils se placent au-dessus d'eux et, pour cela, une seule solution : s'investir dans les élections et y investir autant qu'il faut. Jadis, cela était impossible, car la politique était affaire d'idéologues, de leaders, de visionnaires, tous orateurs charismatiques ; aujourd'hui, la révolution numérique a induit la révolution démocratique,



Par **Aziz Boucetta**

ouvrant grand ses portes et encore plus grand ses bras à de nouvelles créatures politiques, les ultrariches.

Résultat : Des milliardaires devenant chefs d'Etat ou de gouvernement et qui, pour conquérir ces positions, doivent se montrer intraitables, adogmatiques et caustiques.

Et après ? et bien après, ils le restent. Et ils agissent tous de la même manière, en l'occurrence en donnant des ordres et en étant obéis. Cela les mène souvent à se jouer des lois ou à les déjouer et cela les conduit, aussi, invariablement, devant la justice. Florilège.

1/ Donald Trump. A tout seigneur, tout honneur... Celui qui est aujourd'hui chef de la première puissance mondiale, qui agit comme un Boss, accumule, enchaîne, multiplie et collectionne les procès en tous genres et pour toutes sortes d'affaires. Le fisc s'intéresse à lui pour non déclaration des revenus réels, le ministère public s'occupe de son cas pour faux témoignages et subornation de témoins,

le parquet fédéral se préoccupe de ses manœuvres électorales.

Il a failli aller en prison pour non observation des lois et des règles, mais il est protégé par ses médias amis, ou les siens (Truth Social), et aussi aujourd'hui par une majorité parlementaire fidèle, loyale, inconditionnelle.

2/ Silvio Berlusconi. Il fut l'un des premiers milliardaires à « acheter » le pouvoir.

Il s'est appuyé sur son empire médiatique, et sur le foot, mais il a été poursuivi pour toutes sortes d'affaires, dissimulation fiscale, mœurs débridées, avec mineures à la manœuvre, conflits d'intérêts, faux en écritures, subornation de témoins. Il a été condamné à une peine de quatre ans de prison, commuée en travaux d'intérêt général. Il a été défendu par son groupe de médias et ses majorités successives.

3/ Thaksin Shinawatra. Premier ministre de Thaïlande à l'aube de ce siècle, il a été convaincu de plusieurs affaires de corruption, d'abus de pouvoir et de conflits d'intérêt quand il était aux affaires et qu'il faisait ses petites affaires. Renversé par la troupe en 2006, il s'est enfui et a vécu en exil. Il a été défendu par son groupe de télécommunications qui avait une influence directe sur les médias.

4/ Cyril Ramaphosa. Le chef de l'Etat sud-africain, milliardaire lui aussi, est entouré de soupçons de corruption et de conflits d'intérêt, et l'affaire Phala Phala lui colle à la peau, pour soupçons d'obstruction à la justice. Lui n'a pas été protégé par des médias qui lui appartiendraient ou par des sociétés qu'il contrôlerait et qui influenceraient les médias, mais il a été défendu par sa très forte majorité parlementaire qui a bloqué toutes les enquêtes pouvant le menacer.

5/ Rafic Hariri. Il fut premier ministre du Liban, et milliardaire, avant d'être assassiné et remplacé par son fils Saad. Aucune affaire en justice enregistrée contre eux, mais bien des soupçons de corruption, de prises et de conflits d'intérêt. Les deux n'ont jamais été inquiétés par la justice, mais il est bien connu que les luttes de factions,

le Hezbollah et l'extrême balkanisation communautaire et confessionnelle du Liban empêchent une justice active.

6/ Petro Porochenko. Milliardaire ukrainien, il a été président de son pays de 2014 à 2019, et après son départ, il a été poursuivi pour une quinzaine de chefs d'inculpation, allant de l'évasion fiscale au conflit d'intérêt, en passant par la corruption et le blanchiment d'argent. Lui, il n'a dû son salut qu'à la guerre déclenchée en février 2022, mais les accusations sont toujours là.

7/ Sebastián Piñera. Chef de l'Etat chilien à deux reprises (2010-2014 et 2018-2022), il a été cité dans plusieurs affaires de conflits d'intérêts. Protégé par ses nombreux intérêts dans les médias publics ou privés, il a affronté une procédure de destitution, laquelle n'a pas abouti, faute de majorité qualifiée, les sénateurs de son camp, la pression médiatique et les réseaux d'affaires ayant pesé de tout leur poids pour, plaident-ils, « éviter une crise institutionnelle ». Etc, etc... Qu'on soit milliardaire ou adossé à des nantis, on ne respecte pas beaucoup la justice.

Et les mêmes causes, c'est bien connu, engendrent les mêmes effets et les mêmes comportements de ces personnes, avec arrogance, suffisance, esprit de domination et politique d'ostracisation des faibles. Quid de notre chef du gouvernement, de son gros groupe parlementaire, de certains de ses ministres et de ses médias ? On n'a jamais autant parlé au Maroc de conflits d'intérêt, d'enrichissement illicite, d'avancée de la corruption que depuis ces quatre dernières années.

Dans le monde entier, dont le Maroc, les riches en politique ont les mêmes agissements. Dans le monde entier, et même au Maroc, les juges auront-ils la même implication ? L'avenir crachera le morceau.



ONU-SAHARA MAROCAIN: A PETITS PAS...

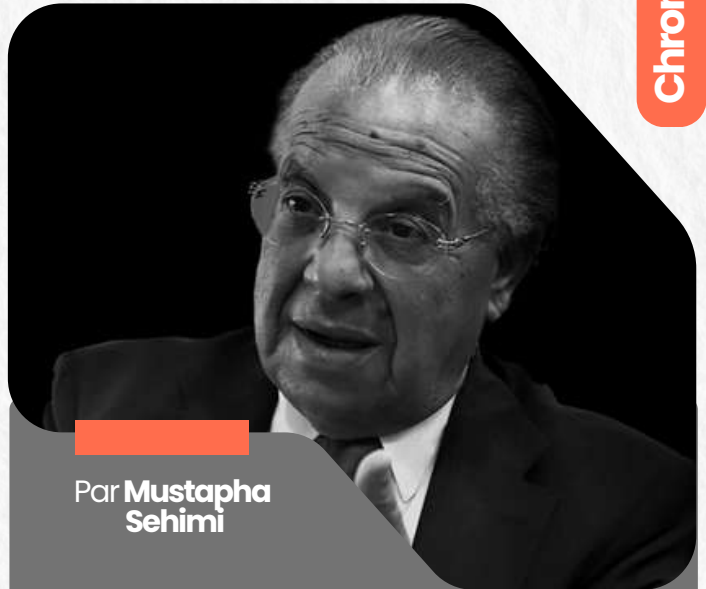
Pas besoin d'être grand clerc: la question nationale se pose en des termes nouveaux et sans doute décisifs devant le Conseil de sécurité le mois prochain. Une maturation qui va porter ses fruits. Mustapha Sehimi explique pourquoi.

A n'en pas douter, un regard rétrospectif sur la question nationale depuis un an atteste de ce fait: celui de grandes avancées. Quels paramètres cumulatifs ont poussé dans ce sens? Assurément le retour du président Trump à la Maison Blanche pour un second mandat. Le 10 décembre 2020, au terme du premier, il avait pris une décision historique : celle la reconnaissance de la marocanité des provinces sahariennes récupérées et de l'exclusivité du plan marocain dans la recherche d'un règlement politique négocié.

Dans cette optique, il a confié à l'un de ses conseillers, Massad Balous, pour l'Afrique du Nord le dossier du Sahara marocain. Cet officiel s'est rendu à la fin du mois de juillet dernier en Tunisie, en Libye et en Algérie. Il a réaffirmé à cette occasion ce qu'il avait déjà déclaré en avril que les États-Unis soutiennent le plan d'autonomie marocain comme "seule solution sérieuse et réaliste". Il a également mis l'accent sur le renforcement et l'élargissement de la présence américaine dans la région tant en termes commerciaux et économiques que sécuritaires et géostratégiques.

L'Algérie "partie prenante"

Parallèlement, pourrait-on dire, l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura, a repris du service en renouant des contacts, en particulier le 16 septembre courant, en se rendant à Alger. Il ne parle plus de "partition" comme il avait l'avait fait à la mi-octobre 2024 devant le Conseil de sécurité - une incongruité et une faute majeure dans son mandat de facilitateur. Recadré depuis, il s'est vu signifier le 5 septembre par le Secrétaire d'État américain, Marco Rubio, la feuille de route de l'administration Trump.



Par **Mustapha Sehimi**

C'est précisément sur cette base-là que cet émissaire onusien a déclaré à un think tank italien, à la veille de sa visite à Alger que le pays voisin était "une partie prenante" et un acteur central dans le dossier du Sahara; et que le mouvement séparatiste se voyait qualifié de "groupe", comme pour souligner la relativisation de son statut.

Cet agenda est intéressant à rappeler. Ainsi le même vendredi 5 septembre, voilà le "Polisario" qui publie un communiqué de son secrétariat général affirmant son "engagement à œuvrer pour parvenir à une solution politique, pacifique et mutuellement acceptable" –une nouvelle formulation qui a eu l'imprimatur d'Alger.

Une révision déchirante par rapport à des revendications récurrentes depuis un demi-siècle sur l'organisation d'un référendum d'autodétermination" et "l'indépendance du Sahara occidental". Pas de référendum donc: le Conseil de sécurité n'y fait plus référence depuis plus de deux décennies...

Ce qui paraît désormais à l'ordre du jour a trait à un certain nombre d'éléments. Le premier a trait à la réarticulation de la Minurso, créée en avril 1991 (résolution 690 du Conseil de sécurité) dont le mandat sera limité au suivi et au respect du cessez-le-feu. Or le mouvement séparatiste a déclaré le 20 novembre 2020 qu'il allait reprendre "la lutte armée légitime" après l'opération de normalisation du passage frontalier de Gueguerat par les FAR, avec l'accord des Nations Unies.

De plus, il rejette la formule des tables rondes réunissant les quatre parties (Maroc, Algérie, Mauritanie, "Polisario") tenues en Suisse en décembre 2018 et mars 2019. De quoi discréditer totalement sa rhétorique rituelle aux Nations Unies alors qu'il rejette en même temps le processus décidé par le Conseil de sécurité. Comment peut-il condamner toutes les résolutions de cette haute instance onusienne et réclamer l'application d'une solution consacrée par celle-ci ?

Réarticulation de la Minurso

Réarticulation de la Minurso mais aussi une nouvelle piste sans doute ouverte. L'administration Trump s'est mobilisée pour pousser Alger à se rallier à



une nouvelle approche non seulement de la question nationale mais également de la situation régionale. Dans ce registre, de quoi s'agit-il ?

D'œuvrer à une normalisation des relations maroco-algériennes; de désamorcer le conflit qui oblitère lourdement les intérêts de Washington dans la région tant stratégiques (Sahel,...) qu'économiques (immenses réserves d'hydrocarbures dans le Sahara oriental, facilitation des compagnies américaines dans leur exploitation favorisée par la nouvelle législation algérienne du passage de 51/49 à 20/80). Une capitulation énergétique...

Autre aspect: l'actualisation du projet d'autonomie d'avril 2007. Il définit des principes qui sont appelés à se traduire par des déclinaisons institutionnelles plus précises. Les États-Unis y font d'ailleurs référence en parlant d'une "autonomie véritable". Le Maroc est ouvert à cet égard mais il y avait un pré requis: celui de l'adhésion d'Alger et du "Polisario" au plan d'autonomie. Sur cette base-là, Rabat fait montre de sa disposition en la matière mais dans le strict cadre de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.

LA RUÉE VERS L'IA : UNE BULLE DONT LE KRACH EST INÉVITABLE

Portée par des promesses grandiloquentes et une frénésie d'investissements colossaux, l'intelligence artificielle s'impose comme la nouvelle ruée vers l'or du 21ème siècle. Mais derrière l'euphorie des marchés et l'imaginaire d'un futur sans travail se profilent des limites technologiques, énergétiques et économiques majeures. Comme le rappellent les leçons de l'histoire, toute fièvre spéculative connaît son revers: le krach de l'IA apparaît moins comme une hypothèse que comme une étape inévitable — et peut-être nécessaire — vers une adoption plus réaliste et durable.

L'ivresse des promesses

La frénésie est vertigineuse: la fièvre de l'IA a saisi aussi bien les grands que les moins grands de ce monde. L'IA est perçue tour à tour comme le monstre de demain, le sauveur de l'économie et la solution à tous nos maux en tant qu'êtres humains. Il suffirait, croit-on, de la développer et de laisser les machines travailler, tandis que nous jouirions d'un Elysium platonicien où nous lirions la poésie et la philosophie en toute légèreté, jouerions aux échecs et savourerions les plaisirs de la vie, sans souci du travail ni de la production. L'IA ferait tout pour nous.

Certes, c'est une exagération. Mais le rêve est bien là: pas toujours formulé aussi crûment, mais présent, perceptible. On le sent, on le voit: la fièvre a dépassé toutes les limites.

Une démesure économique

The Economist parle d'une estimation de 3.000 milliards de dollars investis dans l'IA d'ici 2028 ("The \$3trn bet on AI", 13 septembre 2025). Le chiffre n'est pas seulement colossal: il est proprement extravagant. Il équivaut à un peu plus que le PIB nominal de l'Afrique tout entière. Rien que ça!

Mais l'intelligence artificielle généralisée, sur laquelle reposent ces investissements, n'est pas pour demain. La réalité économique et politique des différents pays finira par rattraper l'euphorie. Et lorsque la réalité rattrape les fièvres des marchés de capitaux, les descentes aux enfers ne sont jamais à exclure.

Le même journal britannique évoque un investissement de 400 milliards de dollars en 2025 par les seules grandes entreprises américaines. Si cette course effrénée se poursuit,



Par **Lahcen Haddad**

les 3.000 milliards seront vite dépassés. Les pays du Nord comme du Sud ouvrent des centres de données ici et là, comme des champignons, sans se soucier de leur utilité réelle, dans un monde qui pourrait bientôt compter plus de centres que de besoins en stockage et traitement de données. Des centres énergivores, coûteux, parfois superflus. Les gouvernements, eux, sont prêts à subventionner l'électricité pour attirer ces investisseurs et distribuent des incitations à tort et à travers afin de séduire les nouveaux prophètes de l'IA.

Les leçons de l'histoire

Le boom ferroviaire des années 1860 en Angleterre, le krach des dotcom en 2000 ou encore la crise des subprimes en 2008 racontent la même histoire: la même fièvre, le même aveuglement, les mêmes certitudes, les mêmes erreurs, les mêmes rêves. À ceci près qu'aujourd'hui, la certitude est devenue presque sacrée: l'IA transformera la productivité, l'économie, les modèles d'affaires et jusqu'à

l'ordre mondial. L'IA est présentée comme la réponse à tous les maux de notre modèle économique imparfait — trop imparfait.

Les limites technologiques et scientifiques

Mais bien que l'IA fasse des avancées colossales, sa généralisation n'est pas pour demain. Malgré les progrès rapides, les obstacles scientifiques et technologiques demeurent, et ils ne sont pas des moindres. L'alignement de l'IA est un problème d'ordre technologique, éthique et politique.

La question est de savoir si elle sera cohérente avec ce que nous voulons qu'elle fasse. C'est un pari colossal qui n'est pas gagné d'avance. Des chercheurs comme Stuart Russell, Nick Bostrom ou Yoshua Bengio insistent: l'alignement est le défi existentiel de l'IA

.Une voracité énergétique inquiétante

L'IA est aussi un grand consommateur d'énergie: les centres de données pourraient doubler leur consommation d'ici 2030. Les multiples processeurs tournent sans arrêt et sont énergivores; en plus, des milliards de litres d'eau sont nécessaires pour les besoins de refroidissement. La pression sur les ressources sera catastrophique. Une IA verte reste un slogan difficile à réaliser dans l'immédiat.

Le maillon fragile des puces

La promesse de l'IA repose sur un maillon fragile: les puces. Les modèles géants ont besoin de processeurs spécialisés, fournis à plus de 80% par NVIDIA, une entreprise américaine dont certaines puces se vendent jusqu'à 40.000 dollars pièce. Entraîner un modèle comme GPT demande des dizaines de milliers de ces puces: seuls les géants de la tech et quelques États peuvent suivre. Le problème: NVIDIA en conçoit et en vend la grande majorité, mais n'en fabrique pas. La production est concentrée à Taïwan (TSMC) et en Corée du Sud (Samsung), exposant le secteur aux tensions géopolitiques.

Les États-Unis restent donc vulnérables, malgré la domination de NVIDIA. À cela s'ajoute une autre limite: on arrive au bout de ce que le silicium peut offrir (la miniaturisation a atteint ses limites),

et les technologies de remplacement (optique, quantique, neuromorphique) ne sont pas encore prêtes. Résultat: des coûts exorbitants, des blocages dans l'approvisionnement et le risque d'infrastructures inutilisées si l'IA généralisée tarde à se concrétiser.

Un modèle économique intenable

Le modèle économique actuel de l'IA est insoutenable. Des sommes colossales sont investies, tandis que les usages disponibles sont proposés à des prix trop bas. Le retour sur investissement ne sera au rendez-vous que si l'IA se généralise dans des domaines clés: santé, éducation, industrie, transports, gestion urbaine et, plus largement, dans l'économie tout entière. Cette généralisation arrivera sans doute un jour, mais pas immédiatement.

Les modèles de langage utilisés par l'IA sont encore loin d'être parfaits: ils hallucinent parfois (en produisant des réponses fausses), consomment énormément d'énergie et ne sont pas toujours pratiques malgré leur puissance.

Pour toutes ces raisons, l'enthousiasme boursier actuel repose sur des gains anticipés qui ne se concrétiseront qu'après une phase d'ajustements... dans laquelle beaucoup laisseront des plumes.

Le krach inévitable et ses vagues

C'est pourquoi je crois que le krach de l'IA est inévitable. L'engouement pour l'investissement dans l'IA atteindra sa saturation bien avant 2028. Les limites évoquées plus haut, ajoutées aux considérations géopolitiques, pèseront lourdement sur le scénario optimiste d'une adoption généralisée, sans heurts ni dégâts.

Mais ce krach se fera par étapes. Ceux qui financent leurs investissements par la dette souffriront les premiers (Meta, par exemple, mentionné dans The Economist). Ensuite viendront ceux qui ont consenti des sommes colossales sans retour sur investissement, pressés par des actionnaires qui, aujourd'hui, se frottent les mains mais regretteront bientôt leur euphorie. Enfin, même les géants disposant de liquidités finiront par revoir leurs ambitions à la baisse. Ils formeront la troisième vague



Une fois que les petites et moyennes entreprises paniqueront, le krach prendra toute son ampleur. Sera-t-il aussi séismique que celui de 2008 ou de 2002? Difficile à dire. Le marché est aujourd'hui plus robuste.

Comme le note The Economist: «Plus la vague d'investissements s'étend, plus les structures de financement pourraient devenir risquées, et plus les entreprises endettées pourraient être entraînées.»

Autrement dit, plus l'engouement s'intensifie, plus les outils de financement deviennent complexes, donc risqués, et plus les entreprises endettées se retrouvent piégées dans une logique de coût irrécupérable (sunk cost). La descente ne tardera pas.

Une correction nécessaire

Mais ce qui caractérisera ce krach, c'est qu'il sera à la fois inévitable et nécessaire. Après lui, l'IA se généralisera progressivement, de manière plus réaliste et moins spéculative. Les infrastructures surinvesties finiront par fonctionner, mais dans un horizon plus long et avec des ambitions plus mesurées. La douleur financière sera le prix de cet apprentissage collectif.

Un krach pour mieux renaître

La généralisation de l'IA ne se fera pas selon les folies des annonces grandiloquentes, mais par un processus laborieux et pragmatique. La bulle actuelle nous ramènera sur terre, nous obligeant à regarder la réalité en face.

Dans le monde du capital, les chutes sont souvent nécessaires pour permettre de nouveaux départs plus sains. L'histoire économique du capitalisme est jalonnée de krachs, de corrections et de reconstructions. L'IA n'échappera pas à cette logique historique.





UNE PRÉSENCE FORTE SUR LES RESEAUX SOCIAUX



167,2K
FOLLOWERS



412K
FOLLOWERS



1,2M
FOLLOWERS



138K
FOLLOWERS

QUI DIT MIEUX ?

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS



IL Y A BULLE ET BULLE : POURQUOI L'IA N'EST PAS UNE SIMPLE FIÈVRE SPÉCULATIVE

Article pour réagir amicalement au débat lancé par mon ami Ssi Lahcen Haddad dans son article "La ruée vers l'IA : une bulle dont le krach est inévitable."

Une bulle annoncée ?

Depuis plusieurs mois, la critique revient en boucle : l'intelligence artificielle serait la nouvelle ruée vers l'or, vouée à connaître le même destin que la bulle Internet des années 2000 ou la crise des subprimes de 2008. Dans cette perspective, l'euphorie actuelle ne serait qu'un prélude au krach, fatal, inévitable, presque nécessaire. Les chiffres colossaux d'investissements, les promesses exagérées et les limites énergétiques ou technologiques alimenteraient l'idée que la vague IA s'écrasera tôt ou tard sur le rivage des réalités.

Mais raisonner uniquement en termes de bulle financière, c'est oublier l'essentiel : l'IA n'est pas un produit spéculatif comme les dotcom d'hier. C'est une infrastructure civilisationnelle en construction, appelée à remodeler durablement l'économie mondiale. Si correction il y a, elle sera partielle, pas existentielle. L'IA survivra, se consolidera, et continuera à transformer nos vies, parce qu'elle repose sur deux piliers technologiques inédits : les data centers quantiques et l'énergie nucléaire de nouvelle génération.

Des promesses déjà incarnées

Il est vrai que l'enthousiasme autour d'un « Elysium numérique » où les machines travailleraient pour nous pendant que nous lirions de la poésie relève de l'utopie. Pourtant, réduire l'IA à ce rêve naïf serait passer à côté de ses usages déjà tangibles : diagnostic médical assisté, optimisation logistique, détection de fraude bancaire, traduction simultanée, conception industrielle accélérée. Là où la bulle Internet reposait sur des sites sans modèle économique, l'IA est déjà un outil opérationnel qui améliore la productivité dans des secteurs clés.

L'investissement massif : démesure ou repositionnement stratégique ?

3.000 milliards de dollars investis d'ici 2028, selon The Economist : le chiffre impressionne, mais faut-il vraiment le qualifier d'extravagant ? Ces montants sont comparables aux investissements mondiaux



Par **Adnane Benchakroun**

dans la transition énergétique, dans l'armement ou dans la conquête spatiale. En réalité, l'IA est devenue une priorité géopolitique : États-Unis, Chine, Europe, Japon, Inde, chacun sait que la maîtrise des infrastructures cognitives sera déterminante dans la hiérarchie des puissances du XXI^e siècle.

Parler de démesure économique, c'est ignorer que ces investissements construisent un socle durable. Même s'ils ne sont pas immédiatement rentables, les centres de données, les puces et les talents formés aujourd'hui deviendront les rails sur lesquels circulera l'économie mondiale de demain.

Les leçons de l'histoire : utiles, mais pas déterminantes

Oui, les krachs passés ont suivi le même scénario : euphorie, aveuglement, excès, puis effondrement. Mais dans chaque cas, la technologie concernée a survécu et s'est enracinée : le chemin de fer a fini par structurer les échanges mondiaux ; Internet est devenu l'ossature de la mondialisation numérique. Ce que l'on appelle une bulle n'est pas une fin, mais une phase d'accélération.

Les fibres optiques surfinancées à la fin des années 1990 n'ont pas été gaspillées : elles sont devenues la colonne vertébrale du cloud et du streaming dix ans plus tard. De la même manière, les data centers et les réseaux de calcul financés aujourd'hui préparent le terrain pour la prochaine révolution : le quantique.

Le changement d'échelle : les data centers quantiques

L'argument du coût exorbitant des puces et de la dépendance à NVIDIA est valable à court terme.

Mais à long terme, la véritable bascule viendra des data centers hybrides quantiques : des architectures où processeurs classiques et calculateurs quantiques collaborent pour résoudre des problèmes hors de portée des machines actuelles.

Médecine : simuler les interactions moléculaires pour accélérer la découverte de médicaments.

Énergie : optimiser en temps réel des réseaux électriques mondiaux intégrant massivement les renouvelables.

Transport et logistique : planifier instantanément des milliers de trajets pour réduire les coûts et l'empreinte carbone.

Climat : modéliser avec une précision inédite les dynamiques atmosphériques et marines afin d'anticiper les catastrophes.

L'argument du « maillon fragile » ne résiste pas à cette perspective. Même si le silicium touche ses limites, la photonique, les puces neuromorphiques et le quantique ouvrent un horizon d'évolutions radicales.

Le besoin d'énergie quasi illimitée

L'objection énergétique est sérieuse : les IA actuelles consomment des quantités astronomiques d'électricité et d'eau pour refroidir leurs processeurs. Mais là encore, une transformation est en cours. La nouvelle génération de centrales nucléaires va profondément modifier l'équation.

Les SMR (Small Modular Reactors) : des réacteurs modulaires fabriqués en série, plus sûrs et moins coûteux, capables d'alimenter directement des data centers régionaux. Rolls-Royce au Royaume-Uni, NuScale aux États-Unis ou Rosatom en Russie avancent vite, avec des mises en service commerciales attendues avant 2035.

La fusion nucléaire : véritable Graal énergétique, déjà expérimentée par ITER en France, SPARC au MIT ou Helion aux États-Unis. Une fois maîtrisée, elle offrira une énergie quasi illimitée, sans déchets lourds, à coût marginal réduit.

Imagine un campus quantique alimenté par une centrale à fusion : la barrière du coût de calcul disparaît, ouvrant la voie à une explosion d'usages scientifiques, industriels et médicaux.

Pourquoi parler de « krach » est réducteur

Bien sûr, toutes les entreprises ne survivront pas. Certaines startups surfinancées ou acteurs endettés subiront des faillites, comme Meta si ses paris démesurés ne trouvent pas leur public. Mais ce sera une correction sectorielle, pas un effondrement global.

Les États eux-mêmes financent l'IA pour des raisons de souveraineté : il n'est pas question de laisser tomber une technologie qui conditionnera la sécurité nationale, la santé publique et la compétitivité économique. Autrement dit, même une bulle éclatée ne ferait pas reculer l'investissement structurel.

Une infrastructure civilisationnelle

C'est là l'essentiel : l'IA ne doit pas être lue uniquement comme une innovation de marché. Elle constitue désormais une infrastructure civilisationnelle :

Comme l'électricité hier, elle rend possibles des usages innombrables.

Comme Internet, elle tisse un système nerveux mondial.

Comme le nucléaire, elle ouvre une perspective de puissance illimitée.

Penser l'IA en termes de bulle, c'est réduire une révolution civilisationnelle à une courbe boursière.

L'enjeu réel n'est pas de savoir si une correction aura lieu, mais quelle IA nous voulons bâtir, avec quelles valeurs, quels usages et quelle gouvernance.

Demain, pas une bulle mais une dilatation

L'histoire retiendra peut-être qu'il y a eu une bulle de l'IA, comme il y a eu une bulle ferroviaire ou Internet. Mais à l'instar de ces précédents, cette phase aura surtout servi à construire, trop vite et trop cher, des infrastructures qui deviendront ensuite indispensables.

Le vrai tournant ne sera pas la chute des valorisations, mais l'arrivée de data centers quantiques et d'une énergie quasi illimitée. Alors, loin d'être reléguée, l'intelligence artificielle deviendra ce qu'elle est déjà en germe : une colonne vertébrale de la civilisation du XXI^e siècle.



ÉDUCATION AU MAROC : RESTAURER LA CONFIANCE DANS L'ÉCOLE PUBLIQUE

Le débat sur l'éducation au Maroc reste marqué par une dualité : l'école publique, qui accueille près de 86 % des élèves, et l'école privée, dont le poids reste limité (14 %), mais dont l'influence est croissante, notamment dans l'accès aux filières d'excellence.

Si l'État a accordé des avantages fiscaux et réglementaires au secteur privé, son impact demeure réduit et concentré dans les grandes villes. L'enseignement public reste donc le socle du système éducatif national, malgré des défis persistants : classes surchargées, déficit d'infrastructures, inégalités territoriales et abandon scolaire.

Conscient de ces limites, le Maroc a lancé une série de réformes ambitieuses :

- La Feuille de route 2022-2026, qui vise à renforcer les apprentissages de base, développer la citoyenneté et réduire d'un tiers le décrochage scolaire.
 - Le programme des Écoles pionnières, qui modernise la pédagogie et valorise les enseignants.
 - Des investissements massifs, représentant plus de 5 % du PIB, pour généraliser le préscolaire, digitaliser l'enseignement et améliorer l'accès en milieu rural.
 - Enfin, le Pacte ESRI 2030, qui réforme l'enseignement supérieur, adapte les formations au marché de l'emploi et valorise les diplômés du privé.
- Mais au-delà des infrastructures et des réformes institutionnelles, c'est une révolution culturelle et pédagogique qui s'impose. L'école marocaine doit :

Intégrer la culture entrepreneuriale à tous les niveaux :

- Développer l'esprit d'initiative, encourager l'innovation et initier les jeunes à la gestion de projet, à la finance et au digital.
- Orienter les élèves vers les filières les plus porteuses d'emplois : santé, ingénierie, énergies renouvelables, agriculture moderne, numérique et intelligence artificielle. Cela suppose de renforcer l'orientation scolaire et universitaire, et de créer des passerelles réelles avec le monde de l'entreprise.



Par **Abdelghani El Arrasse**

Recommandations pratiques

1. Consolider la qualité de l'école publique
 - Réduire la surcharge des classes en recrutant et en formant davantage d'enseignants.
 - Accélérer la rénovation des infrastructures, surtout en zones rurales.
 - Généraliser l'accès au préscolaire de qualité pour tous les enfants.



ABDELGHANI EL ARRASSE

ÉDUCATION AU MAROC : RESTAURER LA CONFIANCE DANS L'ÉCOLE ...



2. Renforcer la culture entrepreneuriale

- Introduire des modules d'éducation financière et entrepreneuriale dès le collège.
- Créer des clubs d'innovation et de leadership dans les établissements scolaires et universitaires.
- Encourager les projets pratiques (mini-entreprises, hackathons, concours d'innovation).

3. Aligner la formation sur le marché de l'emploi

- Mettre en place une orientation scolaire et professionnelle active dès le secondaire.
- Développer des filières adaptées aux secteurs porteurs :
 - Santé et biotechnologie
 - Ingénierie et industrie
 - Numérique, IA et cybersécurité
 - Énergies renouvelables et environnement
 - Agriculture moderne et agrobusiness
- Renforcer les partenariats entre universités, écoles et entreprises pour assurer des stages et de véritables passerelles vers l'emploi.

4. Valoriser les enseignants et la pédagogie

- Généraliser la formation continue obligatoire et certifiée.
- Instaurer un système d'évaluation et de motivation basé sur la performance.
- Donner plus d'autonomie pédagogique aux établissements pilotes.

5. Exploiter le numérique comme levier de démocratisation

- Développer des plateformes d'apprentissage en ligne accessibles partout au Maroc.
- Doter chaque établissement d'outils digitaux et de bibliothèques virtuelles.
- Former élèves et enseignants à l'utilisation des nouvelles technologies.

En conclusion : l'enjeu est clair :

Redonner confiance aux familles dans l'école publique, non seulement comme vecteur d'égalité des chances, mais aussi comme incubateur de talents, de compétences et de futurs entrepreneurs. Le privé peut jouer son rôle de complément, mais la véritable locomotive de l'éducation au Maroc reste et doit rester l'école publique.



QUAND ALGER VEND SA CHIMIE À TEL-AVIV ET SON ÂME AU POLISARIO

Sous le burnous des grands principes, on trouve souvent une caisse enregistreuse... Le régime militaire algérien s'indigne bruyamment contre la normalisation... mais normalise en douce, factures à l'appui... Pendant qu'il dilapide des milliards pour entretenir le mirage du Polisario, il encaisse des millions grâce à ses exportations vers Israël... Résultat : une diplomatie schizophrène où l'on achète des illusions et où l'on vend sa crédibilité au kilo de produits chimiques...

Il y a des clowns de cirque et puis il y a les clowns d'État... Abdelmadjid Tebboune, lui, joue les deux rôles à la fois : trapéziste de la contradiction et prestidigitateur du double discours...

Un jour, il tonne : « Nous avons gaspillé des fortunes colossales, des milliards de dollars pour la cause du Sahara marocain ! »... comme si l'argent perdu allait ressusciter sous forme de palmiers en plastique plantés dans les camps de Tindouf... Le lendemain, il signe discrètement des chèques pour acheter des chefs d'État africains, espérant troquer des consuls contre des consciences...

Le problème, c'est que le chéquier magique de Tebboune n'a plus de pouvoir... Dernier épisode : il invite le président tchadien Déby à la Foire commerciale intra-africaine d'Alger, sort la valise, déroule les promesses, et reçoit en retour... un refus catégorique... Pire : le Tchad ouvre un consulat à Dakhla, dans le Sahara marocain... Autrement dit : merci pour l'invitation, mais gardez vos billets, on préfère la réalité...

C'est un coup de massue diplomatique... Le régime militaire, habitué à distribuer des valises d'euros comme on jette des cacahuètes aux singes, découvre que l'Afrique a changé... les États veulent des routes, des ports, des partenariats... pas des slogans recyclés et des billets tachés d'hypocrisie...

Mais l'ironie suprême n'est pas là... Pendant que Tebboune et son orchestre accusent le Maroc de « trahison » pour sa normalisation avec Israël, les chiffres de l'ONU dévoilent l'acrobatie algérienne : en 2024, Israël a importé 32,29 millions de dollars de produits algériens, surtout des produits chimiques et de l'hydrogène...



Par **Mohammed Yassir Mouline**

En clair : Alger vend du carburant à l'ennemi qu'il prétend combattre... Le Polisario dort sur des slogans, Tel-Aviv dort sur des contrats...

Un petit bijou comptable vient même ajouter du sel au couscous : 1.000 dollars de "marchandises non spécifiées"... Peut-être des tapis de prière made in Tindouf ? Ou des boîtes de kleenex pour essuyer les larmes de Chaengriha quand il voit la courbe montante des exportations algériennes vers Israël...



Depuis des années, les généraux font la leçon au monde arabe : « Honte à ceux qui normalisent avec l'entité sioniste ! »... Mais voilà que les chiffres de l'ONU, plus têtus qu'un démenti de la presse officielle, viennent révéler l'autre visage du régime : derrière les envolées pro-palestiniennes et les slogans martiaux, Alger vend en douce ses petits barils de chimie à Tel-Aviv...

Pendant ce temps-là, Tebboune et son orchestre militaire continuent d'accuser le Maroc de « trahison » pour avoir osé normaliser ses relations au grand jour... La différence ? Rabat assume, Alger camoufle. Le Maroc cuisine ses tajines au soleil, l'Algérie mijote ses contrats au clair-obscur... D'ailleurs, ce commerce n'a rien d'un accident... Les données COMTRADE montrent que ça dure depuis 2017 : 9,7 millions en 2020, 14,9 millions en 2021, 21 millions en 2022... Une belle courbe ascendante, digne d'un plan quinquennal pour la duplicité... Pendant que la télévision algérienne éructait contre la « normalisation honteuse » de ses voisins, les cargaisons d'hydrogène traversaient, elles, la Méditerranée en silence...

Comble du gag : le MIT classe désormais l'Algérie quatrième pays arabe exportateur vers Israël, derrière les Émirats, la Jordanie et l'Égypte... Voilà donc Alger promue au club des « normalisateurs »... mais sans carte de membre officielle, histoire de sauver les apparences...

Le paradoxe est donc complet :

À l'extérieur, Alger se pose en porte-voix de la Palestine et en procureur du Maroc...

À l'intérieur, Alger fait tourner les usines pour alimenter l'économie israélienne...

En Afrique, Alger dilapide des milliards pour un Polisario de plus en plus isolé...

Des milliards jetés par la fenêtre au sud, des millions encaissés en douce à l'est... L'argent du peuple algérien joue les équilibristes, mais le peuple, lui, n'a ni pain ni lait...

« La Palestine, qu'elle ait tort ou raison... mais que nos affaires passent d'abord ! »

Et pendant que le peuple se nourrit de rhétorique creuse, les généraux, eux, se nourrissent en dollars... Quand Tebboune jure qu'il défend la dignité, il défend surtout la dignité... de ses contradictions...

L'Algérie militaire ressemble à ces prestidigitateurs ratés des mariages populaires : elle sort un foulard vert-blanc-rouge de son chapeau, mais dans la poche, on trouve toujours un reçu de virement... Et le Maroc dans tout ça ? Lui, il avance, bâtit, attire des investisseurs, multiplie les consulats, et regarde ce cirque avec le sourire du chat qui a déjà mangé la souris...

Alors, à quand un nouveau slogan sur les murs d'Alger ?



EN ATTENDANT LE GRAND RESET ...

L'affaire de l'Hôpital Hassan II à Agadir est grave à plus d'un titre. Huit femmes enceintes y sont mortes, en une semaine, ce qui a poussé la population de la ville à faire le siège de l'établissement, protestant contre les très mauvaises conditions de soins qui y sont prodigués depuis plusieurs années.

Les forces de l'ordre sont intervenues et de terribles images de matraquages ont montré un visage peu reluisant de notre pays, reprises dans tous les médias internationaux. Une honte innommable dans un hôpital situé dans une grande ville, dont le maire, n'est autre que le chef du gouvernement Aziz Akhennouch...

Le Ministre de la santé, s'est rendu en urgence sur place.

D'ailleurs personne ne connaît le nom ce ministre nouvellement nommé. Apparemment il officiait jusqu'à sa nomination, comme haut cadre dans l'entreprise de maquillage de la femme du chef du gouvernement, ce qui est aux yeux de celui-ci assez suffisant pour le nommé à un poste aussi sensible au Maroc : la gestion du secteur stratégique de la santé.

Toujours est-il que ce ministre a réalisé des miracles en très peu de temps, ce que n'ont pas fait ses prédécesseurs, El Ouardi et Ait Taleb, dont les négligences actuelles, qui sont graves, doivent leur être imputées et non pas au nouveau ministre, novice en la matière, et nouvellement arrivé...

- **Premier miracle** : après plus d'une semaine de protestations, a enfin daigné venir remettre de l'ordre dans ledit hôpital, mettant fin aux contrats les sociétés de gardiennage et nettoyage et licenciant qu'une tapée de responsables locaux de la santé dont le directeur de l'établissement (qui n'existait tout bonnement pas, vu que le poste était vacant depuis un moment), la directrice régionale de la santé, etc...

- **Second miracle** : un second scanner flambant neuf a été acheté pour remplacer l'ancien défectueux depuis plusieurs mois et livré, Ô miracle !!, le jour de la visite du ministre à l'hôpital d'agadi...

Troisième Miracle : les médicaments et les consommables, jadis introuvables à l'hôpital, sont de nouveau en abondance à la pharmacie et le service de biologie s'est aussi remis à travailler après une activité en berne...

- **Quatrième miracle** : l'absentéisme des cadres de santé qui était de notoriété à l'hôpital, va dorénavant disparaître, selon les dires du ministre, et les fautifs poursuivis en conseil de discipline...



Par **Rachid Boufous**

-**Cinquième Miracle** : des commissions nombreuses et centrales, veilleront à tout remettre en ordre dans l'hôpital d'ici la fin septembre...

Sixième miracle : une enveloppe de 20 milliards de centimes est allouée à la rénovation et à l'agrandissement de l'hôpital...

Cela prouve que les miracles auraient pu être de simples mesures activées en temps normal et non suite à une véritable jacquerie populaire...!!!

Pourquoi en est-on arrivé là ? Personne ne sait. Qui va rendre la vie à huit femmes enceintes mortes par trop de négligences ? Personne ne sait. Qui sera poursuivi pour ces négligences ? Personne ne sait.

Quand on ferme les yeux sur les « ménages » faits par les médecins fonctionnaires dans le privé, délaissant les hôpitaux publics, où ils sont censés travailler, quand on ferme les yeux sur la corruption du petit personnel médical dans les hôpitaux, quand on ferme les yeux sur les gabegies et le non entretien du matériel médical, quand on ferme les yeux sur les conditions de travail infernales et peu rémunérées des médecins dans les hôpitaux, quand on ferme les yeux sur les conditions honteuses de promotion, d'internat et de résidanat à l'hôpital, quand on ferme les yeux sur les conditions d'hygiène lamentables dans les hôpitaux, quand on ferme les yeux sur tant de carences, de faiblesses, de laisser-aller, de prévarications et de corruptions, les citoyens marocains ne veulent plus aller à l'hôpital, synonyme de mort certaine par négligence...

Ce qui s'est passé à Agadir, se passe tous les jours dans tous les hôpitaux publics des villes du Maroc, sans exception.

On ne parle même pas des hôpitaux de zones rurales ou dans les dispensaires publics.

On ne s'étonne plus que les jeunes médecins, ne veuillent plus travailler au Maroc et fuient vers les pays européens, où ils font le bonheur des services d'urgences et pallient aux déserts médicaux. Mais au moins dans ces pays, ils auront du matériel pour travailler, un statut respectable, des conditions de vies meilleures et des couvertures sociales qui en valent la peine.

Leur pays d'origine ne sait pas les retenir, leur octroyant des salaires de misère pour plusieurs années d'études et de services, préférant investir dans de grandes structures hospitalières, sans trop s'occuper du facteur humain, des conditions de travail, de la juste rémunération des acteurs médicaux.

Même si nous construisons le plus beau des hôpitaux au monde, la corruption et la gabegie finiront par le rattraper.

C'est un mindset général à changer...

L'échec de la gestion du domaine de la santé, renvoie à l'échec de tous les gouvernements marocains depuis la libéralisation du secteur, il y'a une quarantaine d'années avec l'instauration du fameux TPA ou « temps plein aménagé » et la prolifération des cliniques, qui ont puisé dans le personnel médical du public, pour faire tourner leur commerce.

Aujourd'hui, Aziz Akhennouch est mis devant ses responsabilités en tant que chef du gouvernement et de maire de la ville d'Agadir.

Que va-t-il faire, lui qui pérorait il y'a quelques jours à la télévision, que tout allait bien et que tous les secteurs, y compris celui de la santé, se portaient comme un charme ? Il va certainement faire le dos rond et attendre que la tempête passe.

La responsabilité de l'état du secteur de la santé est imputable aux deux ex-ministres-médecins qui ont occupé ce poste depuis 2011 : El Ouardi et Ait Taleb ainsi que leurs prédécesseurs ainsi qu'aux chefs du gouvernement du PJD Venkirane et Othmani lui-même médecin.

Mais pour tous ces politiciens, il n'y aura pas non plus de reddition des comptes sur une gestion calamiteuse du secteur de la santé, qui nous a fait atteindre la situation dramatique actuelle.

Mais comme personne ne semble être ni responsable ni coupable, de tant de négligences, dans tous les secteurs en défaillance au Maroc, il est plus qu'urgent d'opérer un « GRAND RESET » et remettre à zéro tous les paramètres de gouvernance.

Et s'il faut mettre la démocratie actuelle en veilleuse, le temps d'arranger les choses, il ne faut pas hésiter à le faire. La constitution le permet.

En 1965, l'état d'exception avait été instauré durant 5 années, car le pays face aux problèmes politiques et de compétence, devenait ingouvernable. Cela a permis de lancer de grands projets structurants notamment en matière d'irrigation, de réforme agraire, de santé publique, d'industrie et d'économie. Les hôpitaux publics d'avant l'instauration du TPA étaient excellents et je le souviens encore de l'hôpital Avicennes, à la fin des années 70, où je fus admis durant de longs mois, comme un grand hôpital performant à tous les niveaux...

On ne peut plus continuer ainsi avec une classe politique incapable de gouverner, car manquant de réelle compétence, de vision claire et surtout, de volonté ferme et irrévocable de réformer le pays en profondeur. Autant opter pour un grand reset ...



MONDIAL 2030 : LE MAROC DOIT AUSSI JOUER (DANS ET HORS LES STADES) LA CARTE DE SES CULTURES (3/3)

Les stades résonneront de la clameur des foules et les caméras saisiront, pour une superproduction suivie en mondovision, l'image d'un pays ouvert et hospitalier. Mais l'image du Maroc ne se jouera pas seulement sur nos vertes pelouses. Elle se déclinera dans les noms de nos rues, elle s'affiche déjà sur les plaques de nos monuments, se déroule dans nos expositions et concerts, se vit dans nos théâtres, se transmet dans nos traditions.

Dans la deuxième partie de cette série de chroniques partie du Bassin des anguilles de Chella pour associer culture et Coupe du Monde 2030, le secrétaire perpétuel de l'Académie du Royaume a plaidé pour un audit éditorial national de la signalétique patrimoniale afin de garantir des textes précis, sourcés et respectueux des normes de l'ICOMOS et de l'UNESCO, avant l'afflux de visiteurs attendu avec la Coupe du monde 2030.

Dans cette troisième partie Abdeljlil Lahjomri plaide pour que le Maroc ne limite pas son ambition à l'organisation sportive, mais qu'il transforme cet événement, à l'instar de ce que d'autres pays ont fait, en une véritable épopée culturelle.

Signalétique, patrimoine, festivals, fans zones et mise en lumière des figures sportives et historiques : l'enjeu est de faire du Maroc marocain, africain et universel un livre ouvert où chaque rue, chaque monument et chaque spectacle raconteront une histoire, offrant aux visiteurs une immersion totale dans l'âme du pays.

Le Maroc accueillera bientôt le monde.

Les stades résonneront de la clameur des foules et les caméras saisiront, pour une superproduction suivie en mondovision, l'image d'un pays ouvert et hospitalier. Mais l'image du Maroc ne se jouera pas seulement sur nos vertes pelouses. Elle se déclinera dans les noms de nos rues, elle s'affiche déjà sur les plaques de nos monuments (à Chella comme exemple avec les erreurs que l'on sait), se déroule dans nos expositions et concerts, se vit dans nos théâtres, se transmet dans nos traditions, se savoure dans nos saveurs culinaires, resplendit également dans nos littératures écrites et orales. Dans notre histoire et aussi dans notre incomparable géographie.



Par **Abdeljlil Lahjomri**

C'est ce qui ressort de l'extraordinaire cartographie du sensible et de l'impérissable publication qu'un collège pluridisciplinaire de scientifiques et d'érudits, a publié récemment : intitulé « La Nouvelle Géographie du Maroc ». Je cite cet ouvrage, car la lecture précèdera le voyage de nos visiteurs, de nos hôtes et parmi eux, nombre de nos compatriotes vivant dans la diaspora et qui saisiront la fête du sport pour revoir la patrie ancestrale. J'insiste un peu sur la lecture, car le Maroc de 2030 sera autant lu que vécu, autant vu, apprécié et applaudi, qu'il saura conter et se raconter.

Pour y parvenir, nous devons, sans revêtir l'habit des cassandres, alerter sur ce qui est urgent à identifier pour faire d'une pierre deux coups en 2030 : un rendez-vous sportif et une épopée culturelle. Sommes-nous assez mobilisés pour relever ce défi et le réussir ?



La signalétique, miroir de la culture
La signalétique, à la fois mobilier urbain et dispositif informatif pour le public, en résonance avec notre esthétique et notre inscription culturelle, n'est pas un détail décoratif. Bien au contraire. Elle renseigne sur deux éléments : la psychologie collective et l'état de notre industrie culturelle. Une plaque mal rédigée ou une traduction approximative peuvent donner une impression d'amateurisme, de légèreté, là où la rigueur exige une signalétique claire, élégante, précise et multilingue, traduisant ainsi la préservation de l'Histoire et témoignant de l'état des coordinations internes et, surtout, des aptitudes à guider le visiteur.

Le Marocain est certes accueillant. Il est toujours disposé à renseigner le voyageur ou le citoyen cherchant son chemin, surpris et déboussolé par le rythme effréné des modifications urbaines dans nos cités en chantier. Nos concitoyens sont polyglottes. C'est heureux. Mais le rédactionnel public est irremplaçable. Me vient à l'esprit une confiance du roi des Bamoum (Cameroun) lors de sa visite à Rabat en 2023. Il me confia que son grand-père l'inventif monarque a « inventé une langue qui ne parle pas ». Cette langue qui ne parle pas, ce sont les signes et caractères qui semblent en effet muets, mais qui sont prolixes, derrière leur immobilité.

Une signalétique bien faite est donc en elle-même un message percutant : celui d'un pays qui soigne son histoire et sait la transmettre lorsqu'il est de faire appel à l'onomastique ou à l'événementiel. Les noms sont chargés d'histoire et la signalétique est aussi le signe du respect que nous devons à ceux qui sont partis,

Le Maroc doit inventer son épopée culturelle

Elle aurait question pour horizon la poétique de la diversité où les cultures marocaines, ouvriront aussi les portes aux rapprochements intra-africains. Nous avons en partage les joyaux de la calligraphie et de l'écriture arabe, du tifinagh. Cette mobilisation de nos savoirs ne doit pas oublier nos cultures orales.

Un tel projet aura pour fil conducteur l'Afrique des convergences et non celle des contingences. Il faudra, pour la Coupe du monde 2030, prévoir des fans zones, regroupant des spectateurs où les matchs seront diffusés. Il conviendrait aussi que nos quartiers populaires soient connectés à la fête culturelle à travers une caravane festivalière durant ce Mondial. Ce sera la tâche à assigner au Festival des cultures du Maroc et d'Afrique. Le Mondial se déroulant au Maroc se déroulera aussi en conséquence en Afrique.

Le sport attire et fait vibrer ; la culture, elle, séduit et se fixe dans la mémoire.

La France l'a compris avec ses Olympiades culturelles qui ont accompagné les Jeux olympiques de 2024. La Chine, en 2008 et 2010, a présenté au monde son opéra, ses traditions et son art contemporain. Le Brésil, en 2014 et 2016, a associé football et samba, matchs et festivals, créant une expérience inoubliable. L'Afrique du Sud, en 2010, a profité de la Coupe du Monde pour mettre en lumière l'histoire de l'apartheid, les vuvuzuela, sa musique et ses lieux de mémoire.

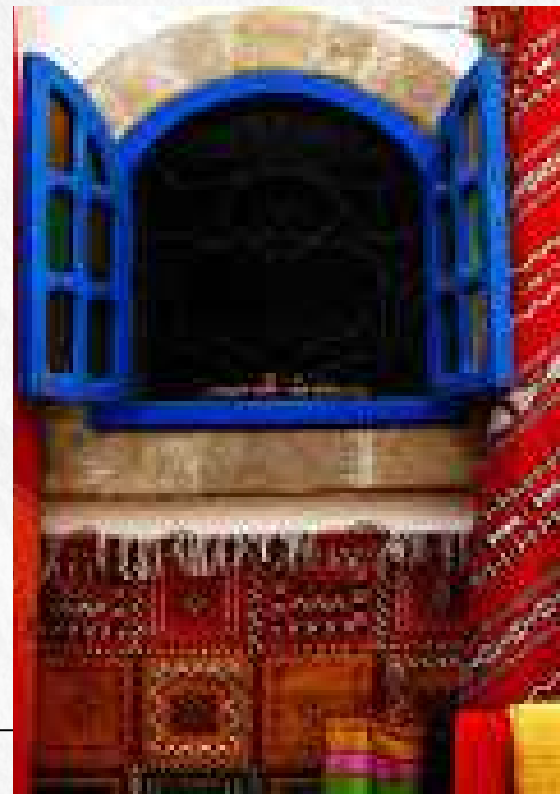
Dans tous ces cas, le sport a fait l'événement, mais la culture lui a donné de la splendeur. En 2030, le Maroc, demi-finaliste de la dernière Coupe du monde au Qatar doit viser plus haut,

avec tout le respect que nous avons pour nos deux autres nations amies et partenaires, l'Espagne et le Portugal, chaque nation évoluera avec la victoire finale pour but suprême.

Tel est aussi le challenge interne qui s'exprime derrière l'idée de la glorieuse incertitude du sport. L'horizon sportif est donc clair. Il reste toutefois l'autre versant du défi et qui exalte nos trésors culturels. En 2030, le Maroc doit aussi jouer (dans et hors les stades), la cartes de ses cultures.

On pourrait donc imaginer une conception typiquement marocaine dont les missions seraient :

- Valorisation de la diversité linguistique et calligraphique (tifinagh, arabe, amazigh,).
- Mise en avant des cultures orales avec un projet comme « La route des conteurs ».
- Fans zones et caravanes culturelles reliant villes, campagnes et quartiers populaires.



- Création d'un grand Festival des cultures du Maroc et d'Afrique.

Ces initiatives donneraient au Mondial une dimension citoyenne et artistique, avec concerts, spectacles vivants, concours scolaires et universitaires.

La montée en puissance d'un festival des cultures

En inventant sa propre formule, le Maroc mettra en place un programme progressif, sorte de prélude à l'événement mondial de 2030. Il pourrait démarrer en mode mineur en 2027 et culminerait en 2030.

Ce festival des cultures serait porteur d'une grande respiration citoyenne et créative. Elle mettrait en scène toutes les facettes de notre génie culturel aux mille et une séduisantes formes : des nuits inspirantes célébreront le patrimoine dans les médinas, sur les remparts et dans les sites de haute mémoire de Tanger aux confins de Dakhla, dans les gares et aéroports, les musées, les institutions culturelles, dans des festivals de musique andalouse, sacrée, amazighe et melhoun.

Des spectacles vivants retraceront aussi nos grandes épopées historiques comme le voyage de Ibn Battuta à Tombouctou avant son périple en Asie. A cela s'ajouteraient des projets citoyens, scolaires et universitaires pour impliquer la jeunesse à travers des concours d'écriture, d'éloquence, de récitations, d'improvisation théâtrale, de rédactions de chroniques sportives et culturelles.

Une impressionnante célébration culturelle, parallèle à l'ouverture sportive en 2030, aura pour objet de montrer au monde l'arc-en-ciel des cultures marocaines.

L'investissement financier sera modeste comparé aux coûts exorbitants des infrastructures sportives, mais son impact émotionnel éducatif sera immense.

Il prolongera l'expérience des visiteurs au-delà du match, renforcera la fierté nationale, impliquera les artistes et la société civile, séduira le monde par un récit de civilisation d'un peuple sachant donner et sachant recevoir, dans le sens précisément de l'hospitalité et de la fraternité. Il donnera au Maroc une image complète et tout aussi concrète : un pays du rayonnement sportif par ses acteurs et de la magnificence culturelle par ses racines et sa créativité.

Un rappel : 2030, c'est déjà demain !

Il nous reste peu de temps, en réalité, pour revoir nos plaques de rue et ne pas désespérer les anguilles de Chella. Il nous reste peu de temps pour harmoniser nos rues, « dazibao » urbains, pour emprunter au chinois les murs et dispositifs communicationnels sur lesquels l'affichage public informe et guide le visiteur. Cinq ans, c'est néanmoins suffisant pour corriger notre approche de l'information publique, nos brochures et nos affiches.



Cinq ans, c'est un délai raisonnable pour relever un challenge lancé aux Marocains par le monde pour bâtir un paysage festif conforme aux plus hautes traditions et aux ambitions légitimes ! Cinq ans sont à portée de plume, de main et d'imagination, à portée de notre savoir-faire et de nos capacités à innover pour transformer ce rendez-vous sportif en une mémorable odyssée culturelle.

Inventer une Coupe du monde culturelle

Le sport subjugue et fait vibrer ; la culture est quant à elle une puissante racine qui ne s'épanouit que dans l'offre d'exaltation et d'enchantement. Les exemples mondiaux sont là qui le prouvent :

- France 2024: Olympiades culturelles aux côtés des Jeux Olympiques.
- Chine 2008-2010 : valorisation des arts traditionnels et contemporains.
- Brésil 2014-2016 : football et samba en symbiose.
- Afrique du Sud 2010 : vuvuzelas, mémoire de l'apartheid et musique.

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

**QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS**

En 2030, le Maroc doit viser plus haut, fort de son parcours historique jusqu'en demi-finale au Qatar. Mais le football seul ne suffira pas : il faudra aussi magnifier les trésors culturels et archéologiques. Au-delà des stades et des festivals, le Maroc de 2030 pourra aussi mettre en lumière son patrimoine archéologique exceptionnel, témoin de la profondeur historique du Royaume.

Le site antique de Volubilis, inscrit lui aussi au patrimoine mondial de l'UNESCO, constitue l'un des ensembles archéologiques romains les mieux conservés d'Afrique du Nord. Ses mosaïques, ses basiliques et ses arcs triomphaux racontent l'histoire millénaire d'un Maroc au carrefour des civilisations.

Mais ce patrimoine ne se limite pas au nord.

Dans le Sahara marocain, des trésors archéologiques d'une valeur inestimable enrichissent la mémoire nationale. À Smara, haut lieu spirituel et culturel, admirablement décrit par J.M.G. Le Clézio, se trouvent des vestiges de bibliothèques anciennes et de cités fortifiées certifiant de la richesse du savoir saharien. À Laâyoune, l'archéologie présente des traces préhistoriques et des vestiges liés aux routes caravanières qui reliaient le Maroc à l'Afrique subsaharienne. Enfin, à Dakhla, les fouilles révèlent des sites rupestres et des témoignages uniques d'échanges humains et commerciaux dans cette admirable région.

Mettre en avant ces joyaux, c'est sûrement marteler des évidences, mais il est temps de le faire, car le Maroc est à la fois une terre d'histoire, de culture et de sport. Le Mondial 2030 représente une opportunité unique de faire découvrir au monde ses mémoires enfouies.

Gloires et légendes du sport marocain en haut de l'affiche

Le Mondial 2030 sera également l'occasion de rendre hommage aux figures sportives qui ont marqué l'histoire du Maroc, qui sont entrées dans le panthéon universel par leurs performances et qui incarnent notre mémoire collective :

- Abdeslam Radi : premier médaillé olympique marocain (Rome 1960)
- Mustapha Hadji : Ballon d'or africain 1998, symbole du football marocain des années 1990.
- Ahmed Faras : Ballon d'or africain 1975 et capitaine de la génération dorée des années 1970.
- Badou Zaki : gardien légendaire, finaliste de la CAN 2004 et icône du football marocain.
- Mohamed Timoumi : Ballon d'or africain 1985, artisan de l'épopée mondiale de 1986.
- Larbi Ben Barek : surnommé « La Perle noire », pionnier du football marocain et mondial, idole de Pelé, légende de l'OM et de l'Atlético Madrid.
- Abdelkrim Merry Krimau : attaquant emblématique des Lions de l'Atlas dans les années 1970-80, buteur décisif à la Coupe du Monde 1986.

Mohamed Bouderbala : capitaine charismatique de l'équipe nationale, héros de Mexico 1986 et figure du football marocain des années 1980.

Ces champions, par leurs exploits, ont inscrit le Maroc sur la carte du sport mondial. Ils méritent, en 2030, une célébration qui associe mémoire, gratitude et inspiration pour les nouvelles générations. Ils sont aussi dans l'acception du terme selon Pierre Nora des lieux de mémoire.

Le Maroc accueillera le monde. De gigantesques efforts sont à l'œuvre.

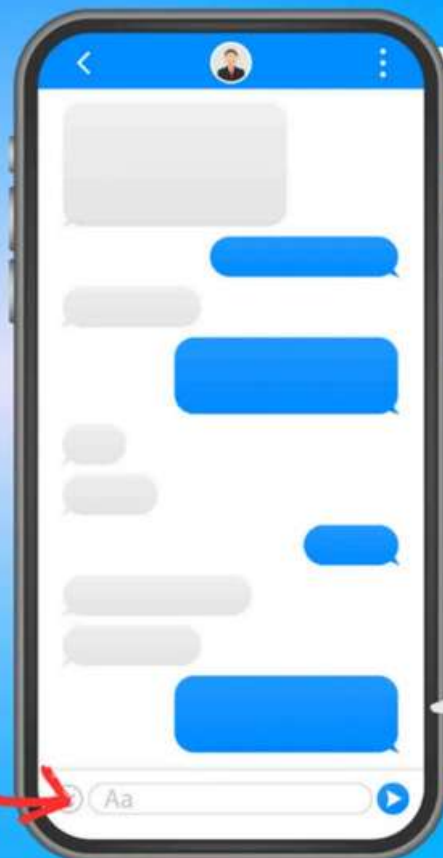
C'est certain. Une autre évidence paraît somnolente : nos légendes sportives mériteraient aussi, durant ce rendez-vous, une reconnaissance à la hauteur de leurs exploits et des souvenirs impérissables qu'ils ont laissés dans les stades et dans les esprits.

Il s'agit surtout de faire en sorte que le monde reçoive dignement le Maroc et nous y parviendrons en mobilisant la prodigieuse diversité de nos cultures, de nos acquis, par la qualité et l'excellence de nos programmes. Pour le Mondial 2030, le Maroc possède de belles cartes et doit aussi jouer (dans et hors les stades) l'inestimable carte de ses atouts culturels.



L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



**PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.**



SCAN ME



POUR UN DÉBAT À LA HAUTEUR DES ATTENTES

Dans une démocratie vivante, le débat n'est pas un luxe : il est une nécessité. Mais il n'a de sens que lorsqu'il s'élève au niveau des enjeux réels, lorsqu'il éclaire et oriente les choix collectifs au lieu de se perdre dans la polémique ou la dévalorisation des acteurs. Or, le Maroc, en ce moment charnière de son développement, a besoin d'un débat public exigeant, rigoureux et respectueux, centré sur les grandes thématiques qui interpellent directement les citoyens : l'emploi, l'éducation, la santé, l'équité territoriale, la soutenabilité des finances publiques.

Ce débat doit surtout renouer avec un fil conducteur trop souvent négligé : le lien organique entre budget, exécution et gouvernance.

Un budget n'est pas un simple document comptable. Il est l'expression chiffrée d'un projet de société, d'une vision stratégique pour l'avenir. Mais sans une exécution rigoureuse, sans un suivi transparent et sans une gouvernance responsable, le budget reste lettre morte, incapable de transformer les ressources mobilisées en résultats tangibles. Le citoyen, lui, ne juge pas sur des chiffres, mais sur la qualité d'une école, l'efficacité d'un hôpital, la fluidité d'un service public, la confiance dans l'institution.

C'est pourquoi la question centrale qui devrait guider le débat national est celle-ci : comment replacer la confiance et la responsabilité publique au cœur de nos politiques ?

La confiance, car elle est le ciment du pacte social : sans elle, les réformes sont perçues comme imposées d'en haut et peinent à produire leurs effets. La responsabilité, car elle est le gage que chaque dirham investi dans le budget sera traduit en actions vérifiables et en bénéfices concrets pour la collectivité.



Par **Said Tamsamani**

Plaider pour un débat de haute tenue, ce n'est pas un vœu pieux. C'est une urgence politique.

Dans une société de plus en plus informée et connectée, les citoyens exigent des réponses crédibles et des résultats mesurables, non des querelles stériles ou des règlements de comptes personnels. Les formations politiques, les institutions et les acteurs de la société civile ont une responsabilité historique : hisser le niveau de la discussion publique pour qu'elle devienne un levier de progrès, et non un théâtre d'affrontements improductifs.

Le Maroc ne peut se permettre le luxe de la bassesse dans ses débats.

Les défis qui nous attendent — transformation économique, justice sociale, adaptation climatique, équilibre territorial — appellent une parole politique qui éclaire, qui responsabilise, qui rassemble. Plus qu'un exercice rhétorique, c'est un impératif de gouvernance. Et c'est aussi, au fond, le seul moyen de redonner à la chose publique sa dignité, et aux citoyens, la confiance sans laquelle aucun projet national ne peut réussir.

QUEL FUTUR POUR L'INFLUENCE ?

Entre IA générative, avatars virtuels et clones numériques

Dans l'écosystème contemporain des réseaux sociaux, l'influence digitale demeure principalement ancrée autour d'une figure centrale : l'humain authentique, incarné par des créateurs de contenu dont la légitimité se mesure en millions d'abonnés et en collaborations commerciales stratégiques.

Cependant, cette réalité subit actuellement une transformation structurelle profonde. L'émergence accélérée de l'intelligence artificielle générative, des avatars virtuels et des technologies de clonage numérique redessine progressivement les contours d'un futur où les frontières entre réalité et artificialité s'estompent inexorablement.

Pour le Maroc, où l'écosystème de l'influence connaît une expansion remarquable et une maturation progressive, cette révolution technologique génère simultanément des opportunités inédites et des vulnérabilités stratégiques considérables. Au-delà d'une simple évolution technique, cette mutation interroge les fondements essentiels de l'économie de l'influence : mécanismes de crédibilité, construction de la confiance, préservation de la souveraineté numérique nationale.

Cette analyse examine les dynamiques technologiques émergentes, leurs répercussions spécifiques sur le marché marocain et les implications géopolitiques de cette transformation silencieuse mais déterminante.

L'émergence des technologies disruptives de l'influence L'intelligence artificielle générative représente aujourd'hui une révolution dans la production de contenu sur mesure. Les modèles algorithmiques avancés permettent désormais de générer textes, images, vidéos et compositions musicales avec des coûts marginaux tendant vers zéro. Là où une campagne marketing traditionnelle nécessitait une équipe créative multidisciplinaire, un investissement financier conséquent et plusieurs cycles de production, l'IA autorise la génération continue de contenus diversifiés : publications Instagram optimisées algorithmiquement, vidéos TikTok scénarisées dynamiquement, scripts YouTube élaborés automatiquement.



Par **Hicham EL AADNANI**

Pour les annonceurs, cette transformation présente des avantages stratégiques évidents : réduction drastique des coûts opérationnels, vélocité d'exécution remarquable, capacité de test et d'adaptation en temps réel des messages commerciaux. Néanmoins, pour les influenceurs humains, cette automatisation constitue une concurrence directe et potentiellement déstabilisante. La question économique devient centrale : pourquoi investir plusieurs milliers de dirhams dans une collaboration avec une créatrice marocaine quand des systèmes d'IA peuvent produire cinquante variations créatives du même concept en quelques minutes ?

Les avatars virtuels introduisent une dimension supplémentaire : l'influence sans incarnation physique humaine. L'exemple paradigmatique de Lil Miquela, personnage virtuel californien suivi par plus de 2,5 millions d'utilisateurs sur Instagram, illustre cette tendance disruptive.



Ce personnage fictif, entièrement généré algorithmiquement, est perçu et traité comme une célébrité authentique par son audience. Ces avatars peuvent être contrôlés par des agences créatives, des marques commerciales ou même par des algorithmes évolutifs autonomes.

Leur proposition de valeur stratégique est considérable : ils ne subissent pas le vieillissement, ne commettent pas d'erreurs de communication publique, n'exigent pas de rémunérations exponentielles. Ils incarnent une version "optimisée" de l'influence, parfaitement calibrée pour séduire des segments d'audience spécifiques.

Au Maroc, où la jeunesse constitue la majorité démographique des utilisateurs de TikTok et Instagram, l'émergence d'avatars virtuels localisés culturellement semble inéluctable. Ces figures pourraient véhiculer des messages commerciaux mais également politiques, complexifiant davantage la distinction entre communication légitime et manipulation informationnelle.

La révolution la plus préoccupante réside dans le développement des clones numériques et des technologies deepfake. Il devient techniquement possible de reproduire avec une fidélité saisissante la voix, les expressions faciales et les gestes d'un influenceur réel pour lui faire exprimer des opinions qu'il n'a jamais formulées. Si ces techniques ouvrent des perspectives créatives fascinantes – campagnes multilingues, contenus hyperpersonnalisés – elles constituent simultanément des armes redoutables de désinformation. Un deepfake d'une influenceuse marocaine exprimant un soutien politique pourrait, en quelques heures, déclencher des dynamiques médiatiques incontrôlables.

Implications transformationnelles pour l'écosystème marocain

L'intelligence artificielle peut paradoxalement devenir un levier de démocratisation et d'internationalisation pour les créateurs marocains. Là où les contraintes budgétaires limitaient traditionnellement les possibilités créatives, elle permet désormais de produire des contenus de qualité internationale, accessibles en plusieurs langues, avec une esthétique professionnelle remarquable. Des micro-influenceurs locaux pourraient ainsi accéder à une visibilité régionale, voire mondiale, sans infrastructure technique lourde.

L'adoption rapide des outils numériques par la jeunesse marocaine crée un terrain particulièrement fertile pour ces innovations. L'IA peut permettre au Maroc de réduire significativement l'écart technologique avec les grandes puissances créatives mondiales, transformant une contrainte géographique en opportunité stratégique.

Cependant, cette démocratisation technologique génère des effets pervers considérables. En rendant la production de contenu quasi gratuite, l'IA risque de dévaloriser structurellement le travail humain.

Les influenceurs marocains, déjà confrontés à une concurrence interne intense, pourraient voir leurs revenus s'effondrer si les annonceurs privilégient massivement les solutions automatisées. Cette dynamique pourrait accentuer la précarité d'un secteur encore largement informel, où les revenus demeurent rarement déclarés et la protection sociale inexistante.



Le Maroc ne peut s'isoler des grandes confrontations géopolitiques qui se déploient sur le terrain informationnel. Dans un contexte de tensions régionales persistantes, la prolifération de clones numériques et de deepfakes pourrait transformer les influenceurs en cibles ou en vecteurs involontaires de campagnes de désinformation sophistiquées. L'opinion publique marocaine, particulièrement jeune et hyperconnectée, devient ainsi une cible potentielle pour des narratifs exogènes visant à influencer ses perceptions politiques, sociales ou culturelles.

Enjeux géostratégiques : vers une souveraineté numérique nationale

La question fondamentale demeure : qui contrôle les technologies de demain ? Actuellement, les principales plateformes d'IA générative appartiennent à des acteurs géopolitiques étrangers - américains comme OpenAI et Google, chinois comme Baidu et Tencent, ou sud-coréens. Le Maroc risque une dépendance structurelle vis-à-vis de technologies conçues, développées et hébergées à l'étranger, intégrant potentiellement des biais culturels et susceptibles d'instrumentalisation géopolitique. Sans stratégie proactive, cette dépendance pourrait se traduire par une perte de contrôle sur l'écosystème informationnel national.

Pour éviter ces dérives, un cadre marocain de régulation des contenus générés par IA devient impératif. Ce dispositif devrait inclure la transparence obligatoire des partenariats entre marques et influenceurs/avatars, l'obligation d'identification des contenus produits par IA, et une veille stratégique pour détecter les tentatives de manipulation politique. Un tel encadrement renforcerait la confiance publique et protégerait les créateurs marocains contre les abus potentiels.



Plutôt que de subir cette révolution numérique, le Maroc peut l'anticiper stratégiquement en encourageant la création d'avatars virtuels porteurs de culture locale, en développant une industrie de l'influence augmentée par l'IA capable de concurrencer internationalement, et en formant les influenceurs existants à intégrer l'IA dans leur stratégie créative.

L'avenir de l'influence transcende désormais la dimension purement humaine. Entre IA générative, avatars virtuels et clones numériques, nous entrons dans une ère où l'influence devient un champ de bataille technologique et informationnel complexe. Pour le Maroc, l'enjeu stratégique est double : éviter la précarisation et la manipulation tout en saisissant les opportunités offertes par ces innovations pour affirmer un soft power digital souverain. À l'horizon 2030, l'influence marocaine pourrait se décliner selon deux modalités : des avatars virtuels aux couleurs culturelles locales, et des influenceurs humains capables d'exploiter les technologies sans perdre leur authenticité. L'équilibre entre utopie créative et dystopie manipulateur dépendra des choix stratégiques que le Royaume effectuera dès aujourd'hui.

VERS UNE SOLUTION NUMÉRIQUE SOUVERAINE AU MAROC : MYTHE OU HORIZON STRATÉGIQUE?

La cybersécurité est devenue un enjeu vital pour les États, les entreprises et les citoyens. Les attaques par rançongiciels, les compromissions de chaînes d'approvisionnement ou encore le vol massif de données montrent à quel point notre dépendance aux technologies numériques nous expose à des risques systémiques. Dans ce contexte, une question revient avec insistance : le Maroc pourrait-il bâtir une solution numérique souveraine, intégralement maîtrisée, depuis le matériel jusqu'aux logiciels.

L'aspiration à la souveraineté numérique

Le Maroc a déjà franchi des étapes importantes :

- Infrastructure : projets de data centers souverains alimentés en énergies renouvelables, renforçant la localisation des données sensibles.
- Identité numérique nationale : généralisation de la CNle et des services associés (« Mon Identité Numérique »), pierre angulaire de l'authentification en ligne.
- Écosystème local : initiatives de systèmes d'exploitation « made in Morocco », places de marché cloud souveraines et renforcement de la DGSSI et du maCERT.

Ces démarches visent à réduire la dépendance aux fournisseurs étrangers et à mieux protéger les données stratégiques. L'idée d'un environnement numérique souverain, accessible en arabe et en amazigh, correspond à une double exigence : la sécurité et l'inclusion.

Souverain ne veut pas dire invulnérable

Une telle solution end-to-end réduirait certains risques, notamment :

- La dépendance technologique, en gardant la maîtrise des codes sources et des architectures.
- Le contrôle juridique, grâce à l'hébergement local et à la protection des données dans le cadre marocain.
- L'appropriation citoyenne, par des interfaces en langues nationales qui réduisent les erreurs humaines.

Mais il serait illusoire de croire qu'un système « 100 % marocain » deviendrait automatiquement invulnérable.



Par **Dr Az-Eddine Bennani**

Toute pile logicielle et matérielle peut comporter des vulnérabilités, des bugs ou des failles non détectées. De plus, la menace ne vient pas seulement du code : elle se cache dans la chaîne d'approvisionnement, l'ingénierie sociale, le manque de formation des utilisateurs et les attaques zero-day.



Les conditions d'une vraie résilience

Pour que la souveraineté numérique marocaine devienne une réalité opérationnelle et non un simple slogan, il faut une approche systémique, combinant :

- Maîtrise de la chaîne d'approvisionnement : inventaire détaillé des composants (SBOM), audits indépendants et sécurisation du cycle de vie logiciel.
- Sécurité matérielle : intégration de « roots of trust », démarrage sécurisé (Secure Boot) et contrôle des firmwares.
- Défense en profondeur : patch management rigoureux, segmentation des réseaux, sauvegardes immuables et tests de reprise réguliers.
- Surveillance continue : centres de sécurité opérationnels (SOC) régionaux connectés au maCERT pour une détection 24/7.
- Appropriation citoyenne : interfaces en arabe et amazigh, campagnes de sensibilisation multilingues et formation adaptée aux réalités locales.
- Recherche et innovation : encourager les universités et startups marocaines à développer des briques critiques (SGBD, middleware, protocoles sécurisés).

Un horizon stratégique, pas un mythe

Le Maroc dispose déjà de compétences, d'institutions et d'initiatives prometteuses. Mais une « solution souveraine intégrale » reste un horizon stratégique plus qu'une réalité immédiate. La véritable souveraineté ne se réduit pas à fabriquer chaque composant localement ; elle consiste à bâtir un écosystème résilient, capable d'anticiper, de détecter et de répondre aux attaques, tout en favorisant l'inclusion numérique et linguistique.

L'enjeu est clair : dans un monde où « tout le monde est potentiellement la cible des cybercriminels », comme le rappelle Jean-Yves Marion, la souveraineté numérique marocaine doit s'enraciner dans une vision systémique — mêlant technologie, gouvernance, culture et éducation. C'est à cette condition que le Royaume pourra conjuguer sécurité, autonomie et confiance, et tracer sa propre voie à l'ère de l'intelligence artificielle et du numérique globalisé.



L'HÉRITAGE DU POPULISME ARABE DES ANNÉES 60

Le monde arabe est pollué par le populisme des années 60. La démagogie, qui va avec, portée par le discours nassérien sur le plan politico-militaire et, par Boumediene, le président algérien, pour son pendant économique, a toujours une clientèle fidèle. Les slogans creux, qui accompagnent ses discours, n'ont pas peur de la défaite et de l'humiliation, bien au contraire.

La défaite, chez eux souffre d'un déni, quasi psychiatrique et, n'est jamais reconnue comme un échec. Elle est souvent niée malgré son évidence. Sadate, qui a succédé à Nasser et qui, aurait pu remporter la guerre d'octobre 1973, si ce n'est l'intervention massive de l'aviation américaine, n'a pas réussi à effacer des mémoires les discours triomphants de son illustre prédécesseur. Il était pourtant à l'origine, en 1967, de la plus douloureuse défaite militaire de l'histoire des arabes. Sadate a acté sa défaite injuste en a tiré les conséquences, et a changé de stratégie. On ne lui a jamais pardonné.

Ce n'est pas le sujet de cette chronique, ce rappel est juste destiné à planter les éléments d'une réflexion autour des aberrations du populisme arabe. Sur le plan économique le cas de l'Algérie est intéressant. Ce pays a abrité la 4e édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine, l'ITAF 2025 du 4 au 10 septembre 2025.

La réflexion qui en découle va nous conduire inmanquablement à la comparaison avec le Maroc et les critiques que suscitent l'organisation de la Coupe du Monde 2030 en partenariat avec l'Espagne et le Portugal.

Selon plusieurs observateurs l'organisation de l'ITAF était aux meilleurs standards internationaux, le gouvernement a mis les moyens en faisant appel aux plus grandes agences d'événementiels et en capitalisant sur l'expérience algérienne ; l'Algérie a, à son actif une grande expérience dans l'organisation des événements internationaux. C'est aussi des résultats spectaculaires, 48,3 milliards de dollars de contrat signés, selon la presse algérienne dont 11 milliards pour la seule Algérie soit 23% du total.



Par
**Bargach
Larbi**

Ces chiffres sont bien entendus une compilation d'intention d'investissements, on ne négocie pas un tel niveau de marchés sans négociations préalables, sans verrouillage de contrat et sans validation des Conseils d'Administrations. Ce qui compte c'est l'effet d'annonce. Ce ne sera pas la seule, le Président Tebboune a lancé lors de la cérémonie de clôture : la « plateforme Algérie », un ensemble de projets d'infrastructures gigantesques destinés à améliorer l'accès au continent : routes transsahariennes, chemins de fer, ports dédiés au commerce interafricain, déploiement de nombreuses lignes pour Air Algérie, soutiens aux économies de la sous-région et affirmation du leadership du sous-sols le plus riche du sud de la méditerranée, avec la Libye et le Nigéria.

Cette ouverture économique est à priori prometteuse et tranche avec celle en place depuis les années 60 et son épisode mafieux des années Bouteflika. Elle encourage les exportations, priorité déclarée de l'ère Tebboune, et vise à attirer les investissements étrangers grâce à la mise en place d'un code des investissements séduisant.

Sur le contenu des projets, force est de constater qu'il y a beaucoup de similitudes avec les projets lancés au Maroc depuis l'intronisation de Mohammed VI. En vrac on peut rappeler : le Port Tanger Med, les projets Nador et Dakhla, le désenclavement du Sahel, le déploiement de la RAM en Afrique, l'ouverture massive de filiales bancaires etc.

Mais ce n'est qu'une illusion. Les projets prévus par Alger ne bénéficient pas des mêmes ingrédients. L'ouverture de lignes aériennes vers l'Afrique a été préparé et correctement étudié par le Maroc, elle est improvisée en Algérie. Le Hub de Casablanca a une logique économique. Casablanca est située dans des routes aériennes fréquentées et définies par des points de cheminement déjà opérationnels. Il faudra construire des relais (tour de contrôles) pour Alger ou Tamanrasset envisagé comme Hub dans certaines études. Le Hub de Casablanca bénéficie déjà d'une clientèle touristique et, ou corporate inexistante en Algérie.

Le tourisme n'est pas une priorité, « il nécessite des courbettes que les algériens ne sont pas sûrs de pouvoir accepter », selon le Président Tebboune. Cette ouverture vers l'Afrique s'est accompagnée de celle du ciel marocain à la concurrence et aux compagnies low-cost. Ces compagnies ont challengé la RAM sur les coûts d'exploitations et sur la qualité des prestations. Cette concurrence est inenvisageable en Algérie. Pour le pouvoir en place, bloqué idéologiquement, c'est une question de souveraineté nationale. Idem pour les filiales bancaires.

Le système bancaire marocain, privé en quasi-totalité, a développé un savoir-faire dans le domaine du migrant banking. Il dispose d'un réseau européen, avec une expérience de soixante ans dans les transferts d'épargne et la gestion des comptes à distance. Ce positionnement lui a permis de supplanter les banques françaises en Afrique. Ces dernières avaient pour objectif l'accompagnement des multinationales françaises, alors que les banques marocaines avaient pour but la promotion de l'économie locale. Une différence de taille.

En revanche les banques commerciales algériennes, dont le capital est dominé par les entreprises étatiques, leur business se limite à soutenir les politiques publiques du pays. Leur développement vers l'étranger ne pourra qu'être symbolique. Elles souffrent par ailleurs d'un handicap systémique.

Pendant longtemps l'état taxait les transferts des immigrés algériens. Cela s'est traduit par le développement, non souhaité mais réel, d'un marché parallèle des devises dans le pays. En ce qui concerne les ports, le Maroc a pris une sérieuse avance et s'est inscrit comme Hub du commerce méditerranéen encore une fois en ouvrant son économie. Pour développer le commerce avec la Mauritanie Alger a lancé en grande pompe une ligne Oran Nouakchott. Sans études de marchés, elle a fermé après deux voyages.



Une économie, trop longtemps protégée pour des questions de paix sociale, est fragile, c'est le cas des entreprises algériennes et marocaines, et c'est valable pour tous les secteurs. On se souvient, pour ceux qui ont une expérience du secteur bancaire marocain, des conséquences de la décision de Bank Al Maghrib de désencadrer les crédits. Le taux de contentieux a explosé atteignant des niveaux records mettant en péril l'avenir les banques.

Certaines ont fait faillites ou ont été rachetées. Les ajustements, la capacité de résilience qu'impose la concurrence et de nouveaux modes de gouvernance ont rétabli une situation largement compromise. Les taux du contentieux et du risque, imposés par la convention de Bale IV (réajustement de Bale III), sont aujourd'hui aux meilleurs standards internationaux.

Cette souffrance initiale avant un retour à la normale est valable pour tous les secteurs soumis à la concurrence, qu'elle soit nationale ou internationale.

À Alger, lors du premier mandat Tebboune des tentatives de libéralisation avaient été engagées par le premier ministre Aissam Benabderrahmane. Elles ont échoué avant d'être remise à l'ordre du jour en ce début de mois de septembre. L'ITAF 2025 était censé être le prélude à une nouvelle lecture de la politique économique algérienne a révélé, au contraire, la réalité de la philosophie encore dominante au sein du pouvoir. Une philosophie dominée à la fois par la primauté de la politique et par la démagogie et la frilosité.

Un détail n'a pas manqué d'attirer l'attention des observateurs. Celui du stand réservé au Polisario et aux cérémonies de signature de contrats fictifs qu'il a abrité. C'est ridicule !

Depuis que le Maroc a pris le contrôle de Guergharate il n'y a plus aucune présence du Polisario dans la zone sous contrôle de la MINURSO et le PIB de la « RASD » est de zéro dollars depuis 50 ans. Toutes les dépenses du Polisario sont assurées par le gouvernement algérien et par les ONG pour le programme alimentaire.

Ce n'est pas le plus important, on peut considérer que ce sont de vieux réflexes et qu'Alger, malgré la bonne volonté de ses technocrates, n'arrive pas à s'en débarrasser. C'est sur le registre des réformes structurelles, visant à libéraliser l'économie, que rien n'a changé malgré les discours et les promesses. Les réflexes protectionnistes, qui ont tant pénalisé l'économie algérienne, ont rapidement repris le dessus.

« Chassez le naturel il revient au galop » dit l'adage. En effet une vidéo mettant en scène le Président Tebboune, en visite des stands de l'ITAF, fait le buzz sur les Réseaux Sociaux. Une exposante, spécialisée dans la production de produits pour nourrissons, assure le président qu'elle a la possibilité de couvrir l'ensemble du marché national en quelques mois.

La réponse du Président, qui veut avant tout promouvoir l'import-export, est aussi spontanée qu'inattendue. Au lieu de l'encourager à produire de la qualité aux meilleurs tarifs, pour pouvoir exporter, il s'est engagé à interdire l'importation de produits concurrents dans les deux mois suivant la vérification de son offre. C'est exactement le contraire qu'il fallait dire.

C'est choquant pour ceux qui y ont cru au changement. Ils savent que l'on ne peut pas :

- Exporter sans importer.
 - Importer sans soumettre les produits locaux à la concurrence par le prix et la qualité
 - Construire une économie compétitive avec une productivité optimale sans réformes des structures administratives.
 - Mettre en place une logistique ambitieuse sans avoir des produits compétitifs à commercialiser.
- Prétendre le contraire c'est faire preuve de populisme et de démagogie et dans le sujet qui nous concerne c'est limiter l'ITAF à un grand show publicitaire, ce qu'il était assurément si l'on se fie aux propos hors sol du Président.



DÉBATS

WWW.PRESSPLUS.MA

L'ACTUALITÉ AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX



www.pressplus.ma



SCAN ME!

LE BI-MENSUEL I-DÉBATS aborde une variété de sujets d'actualité, allant des tensions géopolitiques et diplomatiques décryptés par nos experts et chroniqueurs invités.

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

Au Maroc aussi la tentation populiste est grande et les résistances nombreuses. Dans toutes les prises de positions sur la question des chantiers de la Coupe du Monde les priorités sont redéfinies par les détracteurs.

On n'a pas besoin de stades disent-ils en chœurs, ni de TGV, ni d'aéroports, on veut des hôpitaux, des écoles et des salaires conséquents. Ils oublient de dire que jamais le Maroc n'a construit autant de cliniques dont la rentabilité sera assurée par l'adhésion massive à l'AMO, que jamais on a autant formé de médecins et d'infirmiers.



Que le renouvellement des élites, très lent on en convient, est devenu possible grâce à l'école de la performance. Le nombre de futurs polytechniciens marocains bat des records historiques. Le chantier de l'éducation, victime de plusieurs réformes populistes, et handicapé par un corps des enseignants absentéiste et syndiqué pour le pire, tarde à montrer sa révolution que l'on dit imminente.

Des écoles pilotes sont déjà opérationnelles pilotées par une nouvelle génération d'enseignants bien formés et mieux payés aussi. Le TGV, si décrié lors de son lancement, est devenu un mode de transport populaire, une quasi navette entre Kénitra et Tanger. Le nombre de lits d'hôtels explose dans presque toutes les villes et le tourisme, qui a vécu en juillet une petite crise de croissance, devient une activité prometteuse génératrice de devises et d'emplois stables.

Toutes ces avancées que chacun perçoit au quotidien n'empêche pas le dénigrement de ceux qui souhaitent la mise en place d'une société d'assistés. Les droits sociaux sont le résultat de devoirs sociaux et non l'inverse. Ce discours engageant va à l'encontre de certaines sphères de la société :

- Celles qui refusent de se remettre en question et qui n'assument pas leurs échecs qu'elles attribuent au système.
- Celles qui en profitent en accumulant des capitaux et un patrimoine illégitime.

C'est contre eux qu'il faut se battre en essayant de convaincre les premiers de changer de logiciel et en écartant définitivement les seconds.



@lodjmaroc

OÙ SONT LES 600 000 EMPLOIS ?

Le marché du travail est caractérisé par sa morosité et son caractère irrégulier. Le nombre d'emplois créés varie d'une année à une autre. En général, la création d'emplois diminue. Alors que par le passé, un point de croissance permettrait la création de plus de 30000 emplois, ce ratio a diminué de moitié au cours des dernières années en raison surtout de la nature des investissements réalisés qui sont hautement capitalistiques, de faible rentabilité et peu utilisateurs de main d'œuvre.

Dans ce contexte, le gouvernement s'est engagé dans sa déclaration au moment de son investiture à créer 1 million d'emplois au cours de la législature. Tout indique, au vu des chiffres disponibles que cet objectif demeurera un vœu pieux.

Les pertes d'emplois dépassent les créations.

Le chef du gouvernement lors de sa dernière intervention sur les deux chaînes publiques le 10 septembre dernier a déclaré que son gouvernement a créé jusqu'à présent 600 000 emplois. Ce chiffre nous paraît exagéré et non fondé. Qu'en est-il dans la réalité ? Rappelons les chiffres année par année. En 2022, on a enregistré une perte nette d'emplois de 24000, résultat de la création de 150000 postes en milieu urbain et une perte de 174 000 en milieu rural.

En 2023, la perte d'emplois a atteint 157000 emplois, en raison de la création de 41 000 emplois en milieu urbain et une perte de 198 000 en milieu rural. Ce n'est qu'à partir de 2024 que l'on a commencé à avoir une balance positive de 82 000 emplois nets : création de 162 000 emplois en milieu urbain et perte de 80000 en milieu rural. Sur les trois années, les pertes d'emplois, qui portent plus sur des emplois non rémunérés, dépassent les créations de près de 100 000 (soit exactement 99000 emplois)

Par ailleurs, les emplois créés sont en majorité des emplois précaires qui ont lieu essentiellement dans les services et dans le bâtiment. L'industrie, y compris l'artisanat, n'absorbe que quelques milliers.

Pour l'année en cours, seules les données du premier et deuxième trimestre sont disponibles.



Par
Najib Mikou

Bien qu'on dénote une amélioration sensible de création d'emplois, il faut attendre les résultats de l'année pour pouvoir comparer avec les années précédentes. Le Chef du Gouvernement table sur une création de 200000 emplois, on ne peut que l'espérer pour le bien du pays.

Près de la moitié des jeunes en chômage

Si les chiffres sont tels que nous les avons présentés en nous référant à la source, on voit mal par quelle magie le Chef du Gouvernement a sorti de sa poche le chiffre de 600 000 créations. Sauf s'il s'agit des créations brutes sans compter les disparitions. Si c'était effectivement le cas, le taux de chômage aurait baissé en conséquence.

Au contraire, celui-ci est allé crescendo : de 11,8% en 2022 à 13% en 2023 et 13,3% en 2024 avant de diminuer légèrement à 13,1% au premier trimestre 2025 et à 12,8% au deuxième trimestre de la même année. Sachant que le taux d'emploi et le taux d'activité sont extrêmement bas par rapport à la normale, surtout au niveau des femmes dont le taux d'activité n'est que de 19%. Un autre domaine dans lequel le gouvernement a échoué dans la mesure où il s'est engagé à porter ce taux à 30% à la fin de son mandat.

Bien sûr, le taux moyen du chômage varie en fonction du milieu de résidence, du sexe, de l'âge et du niveau de formation. En combinant ces critères, le taux de chômage avoisinerait les 50% pour la catégorie des jeunes 15- 24 ans. Au total, ce sont 1600000 personnes qui vivent les affres du chômage, pour la majorité des jeunes diplômés qui n'ont jamais eu la possibilité de mettre leur main à la pâte.

Quel gâchis !

Un coût social exorbitant

Par ailleurs, le gouvernement aurait dû prendre des mesures pour pallier à la perte des emplois dans l'agriculture en favorisant des activités génératrices de revenus et de richesse. Le monde rural ne doit pas rester prisonnier de l'agriculture, des caprices de la nature et des choix néo-libéraux. On le voit aujourd'hui, le coût social de ces choix est extrêmement exorbitant, non seulement pour les habitants des campagnes, mais également pour la nation dans son ensemble.

Le Gouvernement commence à peine à s'en ressaisir en inscrivant dans sa feuille de route sur l'emploi quelques mesures pour sauvegarder l'emploi en milieu rural. Mais il en faudra beaucoup plus : une véritable stratégie de développement rural couplée à une remise en cause de ce plan « green génération » (qui a succédé au plan Maroc vert) qui n'a fait qu'appauvrir et assoiffer la paysannerie pour enrichir une poignée de gros agriculteurs.

Le gouvernement aurait dû également donner plus d'importance à la PME qui constitue plus de 90% du tissu entrepreneurial. Elle est présente sur l'ensemble du territoire national et capable de créer plus d'emplois avec un minimum d'investissement. Avec le coût d'un emploi dans une grande entreprise qui se chiffre en millions de DH, la PME serait en mesure de créer plus d'une dizaine d'emplois ! Malheureusement, le gouvernement tarde à mettre en œuvre le décret relatif au dispositif d'aide à la TPME en application de la nouvelle charte d'investissement.

Ce sont là quelques questions qui auraient pu être posées au Chef du Gouvernement lors de son intervention sur les deux chaînes publiques financées par l'argent du contribuable qui a droit à une information objective, qui a droit à la vérité au lieu de lui raconter des bobards. On regrettera que les deux journalistes, par ailleurs sympathiques et compétents, n'ont pas été dans leur rôle pour pousser le Chef du gouvernement dans ses retranchements sur cette question de l'emploi comme sur d'autres.



LA MÉTHODE MUNDIAL : QUAND L'URGENCE FORGE L'EXCELLENCE

Le Maroc change. Des chantiers imposants s'y déploient et dessinent les contours d'une nation tournée vers l'avenir. Dans cinq ans, notre pays va coorganiser avec l'Espagne et le Portugal, la Coupe du Monde de football. Il devra donner à voir au monde le meilleur de lui-même. Il devra aussi faire de cette échéance un catalyseur et un levier pour se hisser, avec assurance, parmi les grandes nations émergentes.

Le « Mondial » permet en effet d'engager une méthode de l'action publique dont l'efficacité suppose qu'un certain nombre de conditions soit réuni.

La première, c'est l'ambition. La barre est en effet placée haut. Il ne faut pas avoir peur de faire grand malgré, il est bon de le souligner, des contraintes interne et externe importantes. Il s'agit d'écrire une belle histoire, celle d'un peuple fier, digne et uni, attaché à ses valeurs et disposé à porter une voix singulière dans ce monde instable. Ce cap de l'ambition doit donc être tenu car il est à la base du rayonnement géopolitique de notre pays.

La deuxième est de tenir le rythme. La difficulté du « Mondial » ne réside pas que dans l'ampleur du chantier, mais sur le fait que pas une heure de retard n'est possible. Le Maroc a rendez-vous avec le monde à date fixe. Le compte à rebours est implacable et nous devons être parfaitement clair sur nos temps de passage, en mettant en place une planification rigoureuse et une coordination optimale. Cela sera alors notre premier succès de ce « Mondial ».

La troisième a trait à la gouvernance. Celle-ci se doit d'être agile : dans un projet aussi important et de surcroît tenu par la dictature du temps, il est essentiel d'être en capacité d'arbitrer dans l'incertitude et d'inventer des solutions concrètes et adaptées. Il faut pour cela des structures de pilotage fortes, qui abattent les silos et introduisent de la transversalité. La Fondation Maroc 2030 devra jouer ce rôle au quotidien, en facilitant la coordination de toutes les parties prenantes pour faire de cette Coupe du Monde de football un immense succès collectif.

La quatrième condition est en relation avec le devoir de transparence. Des dizaines de milliards de dirhams sont en effet programmés d'ici 2030.



Par **Ikbâl Sayah**

Il s'agit d'un montant conséquent qui, incidemment, nous oblige à nous ériger à terme en nation sportive. C'est un acquis des plus précieux tant le sport peut contribuer à entretenir la flamme morale d'un pays, permettre à sa jeunesse défavorisée de s'épanouir et de s'intégrer, sans parler de son impact sur le développement durable.

Mais les projets qui seront initiés devront faire l'objet d'une gestion exemplaire et d'une évaluation rigoureuse. Le Parlement devra être en mesure d'en assurer le suivi pour garantir l'efficacité des actions menées, dans le cadre d'un débat exigeant.

Dans le même esprit, il conviendra de rendre régulièrement compte devant les médias sur l'avancée du projet, afin d'éliminer tout risque de polémiques stériles assises sur des préjugés ou des contre-vérités. Ce risque n'est pas à négliger et nous pousse à être vigilant tant l'enthousiasme populaire autour du « Mondial » est bien réelle. Elle serait le corollaire, comme l'analyse finement Anas Abdoun, d'un contrat psychologique implicite liant l'Etat et la population. Autrement dit, celle-ci accepte un « retard de gratification » dans l'espoir de pouvoir en bénéficier après 2030. Cette attitude consensuelle, plus alimentée par des valeurs aspirationnelles que rationnelles, ne pourra cependant pas être soutenue sur le moyen et long terme.

La cinquième condition est liée à l'adoption d'une approche responsable. Le « Mundial » de 2030 devra être aussi un modèle économique équilibré, doublé d'une vraie exigence sociale et environnementale. Des résultats devront être atteints en matière de renforcement de l'Etat social, d'insertion économique des femmes et des jeunes, de lutte contre le travail informel et d'accès des TPME aux marchés publics, quel que soit le domaine considéré. En matière environnementale aussi, tout devra être mis en œuvre pour réduire nettement l'empreinte carbone de l'évènement, soutenant ainsi le plan national de lutte contre le changement climatique.

Enfin, une Coupe du Monde réussie a un mérite inestimable : celui de toujours rappeler que c'est la recherche de l'excellence qui définit le mieux les grandes nations. Il s'agit là de la sixième et dernière condition. A l'avenir, cette quête de l'excellence devra constituer la matrice de toute notre économie, tant elle est source de création de richesse et porteuse de valeurs positives et inclusives.

Aujourd'hui, des administrations, des organismes et des entreprises nationales ont la possibilité de relever un grand défi et de donner la pleine mesure du talent de leurs membres. Ceux-ci doivent être remarquables d'engagement pour la réussite de ce rendez-vous planétaire. Ils sont le cœur battant de l'équipe « Maroc », celle de tous les Marocains, qui devra maintenir ce momentum jusqu'à de l'échéance de ce « Mundial » que nous voulons tous formidable.

A l'évidence, le « Mundial » impose un « métabolisme » accéléré. Il est à espérer que ce climat d'urgence créatrice puisse survivre au « Mundial » et permettre au Maroc de relever l'un de ses plus grands défis structurels. Il ne s'agit pas moins que d'éviter l'établissement d'une société à deux vitesses, avec des gagnants et des perdants qui finiraient par se regarder en chiens de faïence. Les chiffres récents publiés par le HCP sont sans équivoque à ce sujet et témoignent d'une cristallisation inquiétante des lignes de fractures sociales et territoriales dans notre pays en dépit de dépenses affectées au social qui ne cessent de croître. Cela appelle des actions de fond qui devront être conduites de façon systémique et dont le déploiement sur le terrain se fera en lien avec les collectivités territoriales.

A vrai dire, un Maroc des excellences existe bel et bien. Grâce aux orientations stratégiques qu'il s'est tracé, les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, des énergies renouvelables, de l'agroalimentaire et du tourisme affichent des performances remarquables, tant en termes d'investissements que de création d'emplois. Bien inséré dans les chaînes de valeur mondiales, les exportations industrielles, en particulier celles liées aux métiers mondiaux, dégagent de solides excédents. Néanmoins, ce renouveau industriel sans précédent demeure polarisé dans trois régions, ce qui pèse sur l'équité territoriale et freine l'émergence de systèmes de production locaux.

Ce Maroc des excellences est ouvert sur le monde. En effet, à la faveur des accords de libre-échange qu'il a contracté avec une multiplicité de partenaires, l'économie nationale est liée à plus de trois milliards de consommateurs. Son ouverture économique représente une formidable opportunité de partir à la conquête du monde, pour y exporter des produits à plus forte valeur ajoutée. Notre pays est déjà une terre accueillante pour les touristes et les investisseurs du monde entier, dès lors que l'accueil et la qualité des services publics sont au rendez-vous.

Mais la quête de l'excellence est plurielle : elle n'a pas de secteur réservé. Elle peut être partout, car elle est d'abord une attitude, une démarche productive, fondée sur la qualité des produits et des services. Elle repose sur divers facteurs, tels que les savoirs scientifiques, la créativité, l'excellence de la main-d'œuvre et des savoir-faire, le design, les marques et labels, le service et l'accueil, le respect des délais.

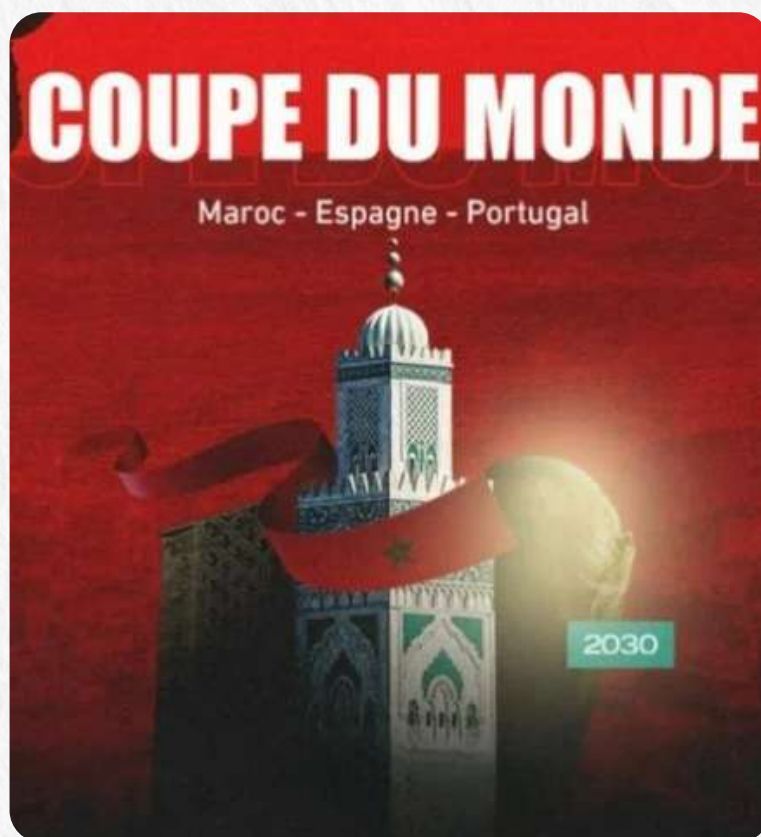
Ce Maroc de l'excellence est un Maroc inclusif, ouvert à tous, non réduit à la stupide opposition gagnant-perdant. Il se nourrit de tous les talents : celui des ingénieurs, des chercheurs, des enseignants, des techniciens, mais aussi des artisans, des commerçants, des agriculteurs.



L'excellence dans la production est une matrice qui peut rassembler tous les Marocains, autour de valeurs fortes comme le goût de l'effort et du travail bien fait. Elle peut redonner de la fierté, de la dignité, de l'ancrage local. Elle permet aussi de mettre fin à la tyrannie confondante de la réussite scolaire unique : il est en effet possible de s'accomplir en misant sur la qualité comme technicien, commerçant, artisan ou exploitant agricole dès lors que des moyens sont mobilisés.

Pour construire ce Maroc des excellences, le levier essentiel est celui de l'éducation. Nous ne pourrions opérer la montée en gamme de toutes nos productions sans opérer en parallèle celle de nos qualifications : pas de qualité des produits sans qualification des hommes, de tous les hommes. Alors, luttons davantage contre l'analphabétisme, l'illettrisme et le décrochage scolaire. Diversifions les voies de la réussite scolaire : incitons les jeunes à s'orienter certes vers des formations scientifiques, mais aussi vers les métiers de la créativité et du service. Faisons de la formation tout au long de la vie un droit effectif et non une promesse inachevée.

Affichons enfin une stratégie de gestion des talents. Si l'on veut intégrer l'économie du savoir, le Maroc doit viser sans complexe l'excellence en matière de capital humain et d'expertise. Cela implique de dupliquer le succès étourdissant du Lydex, qui arrive à placer des dizaines d'élèves généralement défavorisés dans les plus grandes écoles françaises, mais aussi d'attirer et de retenir nos talents installés à l'étranger. Le Maroc souffre en effet de l'exode massif de ses meilleures forces vives. Il s'agit-là d'un phénomène bien réel, mesurable, qui prive notre pays d'esprit d'entreprendre au moment même où il peine à dynamiser l'investissement privé.



Certes, il y a bien là un problème d'opportunité et de salaire : pour un premier emploi, la rémunération d'un jeune ingénieur en France peut aller du simple au quadruple par rapport au Maroc. Mais pour les plus brillants d'entre eux, c'est la possibilité d'être intégrés à des écosystèmes qui, de toutes les façons, procurent des niveaux de compréhension et d'expertise sectorielle plus importants.

Il est plus que temps de comprendre que le concept d'économie ouverte s'applique aussi aux talents. Sans eux, le risque est de voir notre pays pâtir d'un modèle d'économie « bas de gamme », ce qui accentuerait davantage la demande de social, affaiblirait l'économie et finirait par précariser notre corps social dans son entier.

Inverser la tendance est encore à notre portée, mais à condition de déployer des mesures fortes de compétitivité, comme par exemple, le renforcement du système universitaire marocain grâce à une sélection juste et assumée, la sanctuarisation des écosystèmes de R&D ou la constitution de mécanismes de financement long grâce à une épargne réinventée. Il n'est pas trop tard pour s'y atteler, mais nos institutions doivent agir avec clarté, coordination et sens de l'urgence. Il y va de notre souveraineté économique dans un contexte géopolitique tendu où le savoir s'impose désormais comme un levier de soft power redoutable.

Les métamorphoses authentiques survivent toujours à leurs prétextes. Faisons donc de cette méthode « Mondial » une vraie démonstration d'excellence que nous sommes appelés à porter en héritage pour réussir dans le vaste monde. Par sa capacité à mobiliser l'intelligence collective, elle devrait inspirer bien d'autres secteurs, à condition de transformer notre système d'éducation.

L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHAÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

LA DETTE AMÉRICAINE : VERS UNE "CRISE CARDIAQUE" OU UNE SIMPLE CRISE DE CONFIANCE ?

L'économie mondiale traverse une phase de grande incertitude. L'endettement croissant des États-Unis, combiné aux tensions géopolitiques et aux fractures sociales, fait peser un risque majeur sur la stabilité du système monétaire international.

C'est dans ce contexte que Ray Dalio, fondateur de Bridgewater Associates – le plus grand fonds d'investissement au monde – a récemment lancé un avertissement préoccupant :

une "crise cardiaque" de la dette américaine pourrait survenir dans un avenir proche.

Le Président de l'Institut International d'Études Géopolitiques (IIEG), Khaled Hamadé, et son équipe d'experts estiment que ces propos doivent être pris avec le plus grand sérieux, compte tenu de l'importance de Dalio en tant qu'analyste et de la portée mondiale des enjeux évoqués.

Mais au-delà de l'analogie médicale, quelle est la réalité de la situation ?

Ray Dalio : Une Voix d'autorité dans l'analyse des crises

Ray Dalio n'est pas un observateur ordinaire. Investisseur légendaire et fondateur de Bridgewater Associates en 1975, il a fait de son fonds le plus influent du monde avec des centaines de milliards de dollars sous gestion.

Auteur de plusieurs ouvrages majeurs, dont "Principles for Navigating Big Debt Crises", il est reconnu pour sa capacité à analyser les crises économiques et financières sur le temps long.

Ses avertissements sont d'autant plus écoutés qu'ils reposent sur une mise en perspective historique, identifiant les cycles de dettes et de crises récurrentes dans les économies dominantes.

L'économie mondiale traverse une phase de grande incertitude. L'endettement croissant des États-Unis, combiné aux tensions géopolitiques et aux fractures sociales, fait peser un risque majeur sur la stabilité du système monétaire international.

C'est dans ce contexte que Ray Dalio, fondateur de Bridgewater Associates – le plus grand fonds d'investissement au monde – a récemment lancé un avertissement préoccupant :



Par (IIEG)
sous la direction
de Khaled Hamadé

une "crise cardiaque" de la dette américaine pourrait survenir dans un avenir proche.

Le Président de l'Institut International d'Études Géopolitiques (IIEG), Khaled Hamadé, et son équipe d'experts estiment que ces propos doivent être pris avec le plus grand sérieux, compte tenu de l'importance de Dalio en tant qu'analyste et de la portée mondiale des enjeux évoqués.

Mais au-delà de l'analogie médicale, quelle est la réalité de la situation ?

Ray Dalio : Une Voix d'autorité dans l'analyse des crises

Ray Dalio n'est pas un observateur ordinaire. Investisseur légendaire et fondateur de Bridgewater Associates en 1975, il a fait de son fonds le plus influent du monde avec des centaines de milliards de dollars sous gestion.

Auteur de plusieurs ouvrages majeurs, dont "Principles for Navigating Big Debt Crises", il est reconnu pour sa capacité à analyser les crises économiques et financières sur le temps long.

Ses avertissements sont d'autant plus écoutés qu'ils reposent sur une mise en perspective historique, identifiant les cycles de dettes et de crises récurrentes dans les économies dominantes.

Le Vrai Risque : Une Crise de Confiance plutôt qu'une faillite.

Il est crucial de comprendre que le danger pour les États-Unis n'est pas une faillite au sens traditionnel.

En tant qu'émetteur de sa propre monnaie de réserve mondiale, le Trésor américain ne peut techniquement pas faire défaut.

En dernier recours, la Réserve Fédérale peut toujours créer de la monnaie pour acheter la dette.

Le véritable danger est une crise de confiance.

Ce scénario se matérialise lorsque les investisseurs, nationaux et étrangers, commencent à douter de la volonté ou de la capacité du gouvernement à maîtriser sa trajectoire budgétaire.

Ils exigent alors une prime de risque plus élevée pour détenir de la dette américaine, ce qui fait grimper les taux d'intérêt.

Ce phénomène peut devenir auto-réalisateur : la hausse des taux alourdit la charge de la dette, ce qui creuse le déficit et renforce la méfiance des investisseurs.

Les déclencheurs d'une telle crise pourraient être une inflation persistante, une instabilité politique majeure ou une dégradation de la note de crédit par les agences de notation.

Dalio estime qu'il y a plus de 50% de chances qu'un "traumatisme" financier survienne si rien n'est fait pour corriger la trajectoire actuelle.

Des tensions sociales comparables aux années 1930.

Dalio alerte également sur la fragilisation du tissu social et politique américain.

Les inégalités croissantes, la polarisation idéologique et la perte de confiance dans les institutions créent un climat instable.

Selon lui, la situation actuelle rappelle par certains aspects les années 1930-1940, marquées par des crises économiques profondes et la montée des tensions internationales.

Pour Khaled Hamadé et les experts de l'IIEG, cette combinaison d'endettement excessif et de fragilité sociale rend le système particulièrement vulnérable.

Les crises financières ne sont jamais isolées : elles interagissent avec les dynamiques sociales et géopolitiques, amplifiant leurs effets et pouvant entraîner des bouleversements bien au-delà du domaine économique.

Bitcoin et l'Or : des refuges face à la fragilité du dollar.

Face à ces menaces, Ray Dalio recommande la diversification des portefeuilles d'investissement. L'or, actif refuge par excellence, conserve son rôle et sa demande par les banques centrales des pays émergents reste forte.

Dalio recommande d'en détenir 10 à 15% dans un portefeuille diversifié.

Concernant Bitcoin, Dalio reconnaît son potentiel en tant qu'"or numérique".

Avec son offre limitée à 21 millions d'unités, Bitcoin se distingue des monnaies fiduciaires soumises aux politiques inflationnistes des banques centrales. Cette rareté, ajoutée à sa décentralisation et à sa résistance à la censure, lui confère un statut particulier.

Cependant, les experts de l'IIEG appellent à la prudence concernant Bitcoin. Sa volatilité extrême et sa corrélation croissante avec les actifs technologiques en période de stress financier réduisent ses bénéfices de diversification. De plus, l'adoption par les banques centrales est quasi nulle, en raison des incertitudes réglementaires et des défis de conservation.

Bitcoin doit être considéré comme un actif spéculatif à haut risque plutôt qu'une ancre de stabilité comparable à l'or.



Un Signal d'Alerte pour la communauté Internationale.

L'analyse de Ray Dalio prend une importance particulière car elle met en lumière un risque de crise systémique mondiale.

En tant que président de l'IIEG, Khaled Hamadé souligne, avec son équipe d'experts, que la "crise cardiaque" de la dette américaine n'est pas une simple hypothèse théorique : elle pourrait avoir des répercussions planétaires sur les marchés, les relations internationales et la stabilité des états.

Bien que le dollar conserve sa position dominante avec 58% des réserves de change mondiales, son déclin relatif est une tendance de fond.

La diversification vers l'or et, avec prudence, vers Bitcoin, doit être comprise comme un avertissement sur l'évolution des équilibres monétaires mondiaux.

Ce qu'il faudrait retenir est bien de remplacer l'analogie par l'analyse.

Les propos de Ray Dalio, replacés dans le contexte géopolitique et économique actuel, constituent un signal d'alarme majeur.

Ils révèlent une fragilité structurelle du système monétaire international, aggravée par des choix politiques et budgétaires qui accentuent les déséquilibres.

L'analogie de la "crise cardiaque", bien que percutante, doit être dépassée.

Le risque qui pèse sur la dette américaine n'est pas celui d'un défaut de paiement brutal, mais celui d'une lente érosion de la confiance, pouvant conduire à une crise de liquidité.

Les outils pour gérer la dette existent, mais la polarisation politique à Washington jette un doute sur la volonté de les utiliser de manière décisive.

Pour l'IIEG et son président Khaled Hamadé, ces avertissements doivent inciter les décideurs, investisseurs et institutions à anticiper une éventuelle crise systémique.

Le déclin du dollar sera probablement lent et ordonné, mais il incite à une diversification stratégique des actifs.



Dans ce paysage, l'or confirme son rôle d'ancrage, tandis que Bitcoin, malgré son potentiel disruptif, demeure une alternative volatile à manier avec la plus grande prudence. Car une chose est sûre : si les États-Unis venaient à subir cette "crise cardiaque" de la dette, les répercussions se feraient sentir sur l'ensemble de la planète.

LODJ

خليفة JEUNE



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

LA DÉCONNEXION ENTRE PARTIS ET JEUNESSE : UN RISQUE MAJEUR POUR L'AVENIR DU MAROC

Bien que les élections de 2026 se profilent à l'horizon et que les partis politiques se préparent déjà à la compétition, le contexte s'annonce particulièrement complexe. La raison est claire : près de 95 % des Marocains ont perdu toute confiance envers les formations politiques.

La raison est simple : une récente enquête du CMC a révélé que 94,8 % des Marocains n'ont plus confiance dans les formations politiques. C'est un constat implacable, une réalité que personne ne peut réfuter. Les citoyens en ont assez des promesses trahies, des impostures et de ces politiciens qui, une fois arrivés au pouvoir, tournent le dos à leurs électeurs.

Le jeu politicien, souvent mené avec des moyens d'une bassesse inouïe, finit par susciter le dégoût et les Marocains en sont pleinement conscients.

D'où ce climat généralisé de défiance. Les partis politiques d'aujourd'hui apparaissent comme des coquilles vides, sans idéologie ni principes. Pire encore, certains partis de droite tiennent un discours de gauche, tandis que d'autres, issus de la gauche, adoptent des positions de droite. Résultat : un amalgame qui brouille la scène politique et laisse les jeunes sans repères.

En ce qui concerne les maux qui rongent notre jeunesse, cette richesse immatérielle qui façonne le présent et porte l'avenir, d'autant plus le problème du chômage demeure le plus criant. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 36,7 % des jeunes de 15 à 24 ans sont sans emploi, et ce taux grimpe à 61,2 % chez les diplômés du supérieur. Voilà une réalité sociale amère, presque insoutenable.

Un vieux proverbe dit : « Un jeune oisif est une nation appauvrie. » Car un pays qui laisse sa jeunesse au chômage dilapide son capital le plus précieux. À quoi sert d'investir dans l'éducation si le marché du travail se trouve incapable d'absorber les jeunes diplômés ?



Par
**Marouane
bouchikhi**

Cette situation n'est pas qu'une statistique : c'est un fardeau collectif qui hypothèque l'avenir. Sans solutions plausibles, sans politiques actives de l'État pour créer de l'emploi, soutenir l'entrepreneuriat et encourager l'innovation, nous risquons de transformer l'or de notre jeunesse en poussière.

Car, ne l'oublions pas : « Une nation sans jeunesse est condamnée à disparaître ». La jeunesse n'est pas seulement l'avenir du Maroc, elle est son présent. Et si elle est reléguée au chômage, à la marginalisation et à la désillusion, c'est l'ensemble du pays qui en paiera le prix.

Ce n'est donc pas un hasard si une grande partie de notre jeunesse — 31,9 % de la population, soit 11,8 millions de personnes selon le dernier recensement du Haut-Commissariat au Plan — se détourne de la chose publique.

Les raisons sont multiples :

- des programmes politiques déconnectés des préoccupations réelles des jeunes ;
- l'absence de politiques publiques ambitieuses dans l'éducation, le sport, la culture, l'emploi ou l'associatif ;

- la balkanisation du champ politique, miné par la montée en puissance de leaders médiocres et sans scrupules
- La corruption et le clientélisme : la perception que certains politiciens utilisent la politique pour des intérêts personnels ou financiers.
- Le favoritisme et le népotisme qui ne font que décourager les jeunes se sentant exclus du jeu politique.
- Le manque de renouvellement des élites du coup on a les mêmes visages qui reviennent d'un mandat à l'autre, donnant l'impression d'une classe politique claustrée.
- Peu d'espace est laissé aux jeunes pour accéder à de vraies responsabilités.

La faiblesse de la culture politique :

L'éducation civique reste marginale dans le système scolaire, ce qui risque de produire des générations dépourvues des valeurs universelles de civisme, de citoyenneté et de respect. Cela montre que l'investissement dans le capital humain demeure un choix essentiel et prioritaire pour notre pays. À défaut, nous risquons de voir émerger des jeunes déboussolés, désorientés, sans repères ni valeurs, et happés par la délinquance et la débauche. Ce phénomène est déjà en expansion et, si nous ne l'endigons pas à temps, il sera trop tard : les conséquences pour notre société seraient alors particulièrement lourdes.



Les conséquences de ce fléau social sont de taille.

Le désintérêt croissant des jeunes Marocains pour la politique n'est pas un simple caprice générationnel. C'est un séisme silencieux qui fragilise peu à peu les fondations de notre démocratie. Car une jeunesse qui tourne le dos aux urnes, c'est une voix collective qui s'éteint, et comme dit l'adage : « Quand la voix des jeunes se tait, c'est l'écho des anciens qui gouverne. »

Cette absence massive se traduit par un affaiblissement de la légitimité des institutions élues. Les responsables politiques, déjà fragilisés par une crise de confiance, se retrouvent portés au pouvoir par une minorité qui ne reflète pas toute la société. Le champ politique, lui, se fige et se referme sur lui-même : ce sont toujours les mêmes visages, les mêmes discours, les mêmes logiques usées qui occupent le devant de la scène. Sans le souffle d'une jeunesse engagée, la politique devient une pièce de théâtre répétée à l'infini, où rien ne change sinon les décors.

Mais le désengagement des jeunes ne signifie pas qu'ils n'ont rien à dire. Bien au contraire : ils s'expriment ailleurs, autrement, parfois avec plus de force que dans les urnes. Les réseaux sociaux, les mouvements de boycott, la rue deviennent leurs tribunes. Lorsqu'on déserte la voie institutionnelle, on cherche des canaux parallèles. Cela crée une contestation diffuse, informelle, parfois imprévisible, qui échappe au contrôle des partis traditionnels.

Les conséquences économiques et sociales sont tout aussi graves. Une jeunesse désintéressée de la chose publique, c'est une énergie nationale gâchée. Au lieu de participer à l'élaboration des politiques, beaucoup finissent par rêver d'exil, s'enfermer dans l'informel ou sombrer dans la résignation. « Si les jeunes baissent les bras, le pays perd ses ailes », dit un proverbe africain. Or comment un pays pourrait-il avancer sans ses ailes ?

En désertant la politique, les jeunes laissent aussi la place au clientélisme et aux réseaux traditionnels. Plus ils s'écartent, plus prospèrent l'argent, les notables et les alliances de circonstance. Le cercle vicieux est clair : ceux qui pourraient régénérer la vie politique s'en détournent, et ceux qui s'y accrochent la rendent encore plus répulsive.

Au fond, ce désamour pour la politique n'est pas seulement un problème électoral : il porte en lui une fracture sociale. Car une jeunesse exclue du jeu démocratique, surtout dans un pays où 36,7 % des 15-24 ans et 61,2 % des diplômés du supérieur sont au chômage, n'est pas une jeunesse tranquille. C'est une génération qui vit avec l'amertume et la colère, et l'histoire nous enseigne que quand les jeunes perdent l'espoir, c'est toute la société qui perd sa paix.



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

L'edj
R212

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

LA DÉMOCRATIE MAROCAINE EN PROMO : UNE PUB, DEUX CLICS, TROIS ILLUSIONS !!

Autrefois, on barbouillait les affiches électorales au pinceau... Aujourd'hui, on barbouille les cerveaux à coups de pubs Facebook, de bannières Google et de spots radio achetés en lot... En conséquence la politique se confond avec un Black Friday permanent, où seuls les plus riches raflent l'espace publicitaire et la démocratie passe à la caisse...



Par **Mohammed Yassir Mouline**

Bienvenue dans le royaume féérique du marketing politique... Ici, les urnes sont en plastique, tandis que les publicités sont en béton armé... Bien que le Parti de l'Istiqlal s'insurge contre éventuel « monopole publicitaire » d'un seul parti, il réalise surtout que la politique se joue moins lors des meetings que dans les algorithmes de Facebook et des réseaux sociaux... On pensait de manière naïve que les élections pouvaient encore être remportées grâce à des programmes, des idées, et peut-être un soupçon de charisme... Mais hélas, elles se remportent désormais avec un chéquier et un compte Google Ads (1)... Au Maroc, la démocratie n'a plus besoin d'électeurs convaincus, il lui suffit de clics sponsorisés...

D'ailleurs, pendant les élections de 2021, certains sites web et radios privées avaient déjà refusé les pubs de l'Istiqlal : « Désolé, on bosse en exclusivité avec celui qui a tout payé »... Autrement dit : bienvenue dans le capitalisme politique pur et dur, où l'espace médiatique se vend au plus offrant... On n'est plus très loin du vote par carte bancaire !!!

Le bouquet final ? Un seul parti a payé Google pour diffuser ses slogans à tous les internautes marocains... Absolument tous... Si bien que les pubs électorales apparaissaient jusque sur « Des sites inappropriés »... !! Oui, oui, entre deux vidéos classées pour les adultes, un message bien propre sur l'avenir radieux de la nation... De quoi donner un sens très particulier à l'expression « campagne ciblée »... !!!

Et comme si ça ne suffisait pas, certains stratèges recourent à l'IA, aux faux comptes achetés à l'étranger, à la manipulation d'algorithmes... Autrefois, on achetait des voix avec des sacs de sucre... aujourd'hui, on achète des likes en dollars... La technologie avance, la combine reste...

Face à la montée en puissance de la propagande numérique, entre campagnes sponsorisées sur Google, faux comptes achetés à l'étranger et manipulations algorithmiques, le Parti de l'Istiqlal tire la sonnette d'alarme... Dans son mémorandum électoral, il réclame un encadrement strict des dépenses publicitaires et un code d'éthique clair pour sauver la concurrence politique d'un naufrage programmé...

Au moment où le Maroc s'apprête à ouvrir un nouveau cycle de réformes électorales, la question de la moralisation de la vie publique s'impose avec force... Le Parti de l'Istiqlal, dans son mémorandum électoral, ne mâche pas ses mots : il faut à la fois consolider la stabilité législative, élargir la représentation des femmes, des jeunes et de la diaspora marocaine, mais surtout couper court aux dérives liées à l'argent et à la publicité numérique...

Le débat autour de la réforme électorale au Maroc ne se limite plus aux chiffres de représentativité ni aux ajustements techniques de la carte électorale... Il s'élargit désormais à un terrain beaucoup plus sensible :

celui du rôle de l'argent, de la publicité numérique et de l'usage parfois dévoyé des nouvelles technologies dans la compétition politique... Dans ce contexte, la voix de l'Istiqlal s'élève, ferme et insistante, pour rappeler que la démocratie ne peut s'épanouir sur des fondations minées par la corruption et les monopoles...

Dans un entretien accordé à TelQuel Arabi, Abdeljabbar Rachidi, président du Conseil national du Parti de l'Istiqlal et secrétaire d'État chargé de l'Insertion sociale, a résumé sans détour la philosophie du parti : « il n'y a pas de place pour les corrompus dans la vie politique »... Derrière cette formule choc, c'est tout un mémorandum électoral qui se déploie, avec des propositions visant à moraliser la vie publique, stabiliser le cadre législatif et surtout réguler la place croissante de l'argent et de la publicité digitale dans la bataille électorale...

Car la publicité politique ne se limite plus aux affiches dans la rue ou aux encarts dans les journaux... Elle a envahi les écrans, les ondes, et surtout les réseaux sociaux... Or, comme le rappelle l'Istiqlal, cet espace n'est pas neutre : il est devenu le terrain privilégié des abus... Faux comptes achetés à l'étranger, manipulations d'algorithmes, recours à l'intelligence artificielle pour attaquer, dénigrer ou déformer : autant de pratiques qui détournent les règles du jeu démocratique et mettent en péril la confiance des électeurs...

À travers son mémorandum, le Parti de l'Istiqlal propose de mettre fin à cette anarchie numérique... Cela passe par un code d'éthique clair entre partis politiques, mais aussi par une régulation stricte des dépenses publicitaires en ligne, afin d'empêcher les plus riches de transformer leurs moyens financiers en domination électorale... Car l'enjeu n'est pas seulement économique : il est politique, et même éthique... Le pluralisme ne saurait survivre dans un espace médiatique monopolisé par un seul acteur capable d'acheter tout l'espace publicitaire, comme cela a été constaté lors des élections passées...

Plus encore, l'Istiqlal insiste sur la nécessité de préserver l'intégrité du jour du scrutin... À l'heure où un simple tweet peut influencer des milliers de votes, il plaide pour criminaliser la diffusion de messages électoraux ce jour-là, afin que les électeurs puissent exercer leur choix sans manipulation de dernière minute... Une revendication qui s'inscrit dans une démarche plus globale : faire des réseaux sociaux non pas un champ de manœuvres illégitimes, mais un espace de débat démocratique et loyal...

Ce combat, en apparence technique, touche en réalité au cœur de la démocratie marocaine... Car il ne s'agit pas seulement d'empêcher les excès de la publicité digitale : il s'agit de restaurer un équilibre entre les forces politiques, de garantir une concurrence équitable et d'éviter que l'argent n'achète la voix des citoyens par écrans interposés...

En défendant cette ligne, l'Istiqlal veut se positionner comme un acteur central des réformes à venir... Le parti se fait le porte-parole d'un pluralisme menacé et d'une démocratie fragilisée par la marchandisation de l'espace numérique... Mais derrière ces propositions, il y a aussi un message politique plus profond : la conviction que le Maroc ne peut construire sa modernité démocratique sans établir de garde-fous clairs face aux dérives de la technologie et aux appétits financiers...



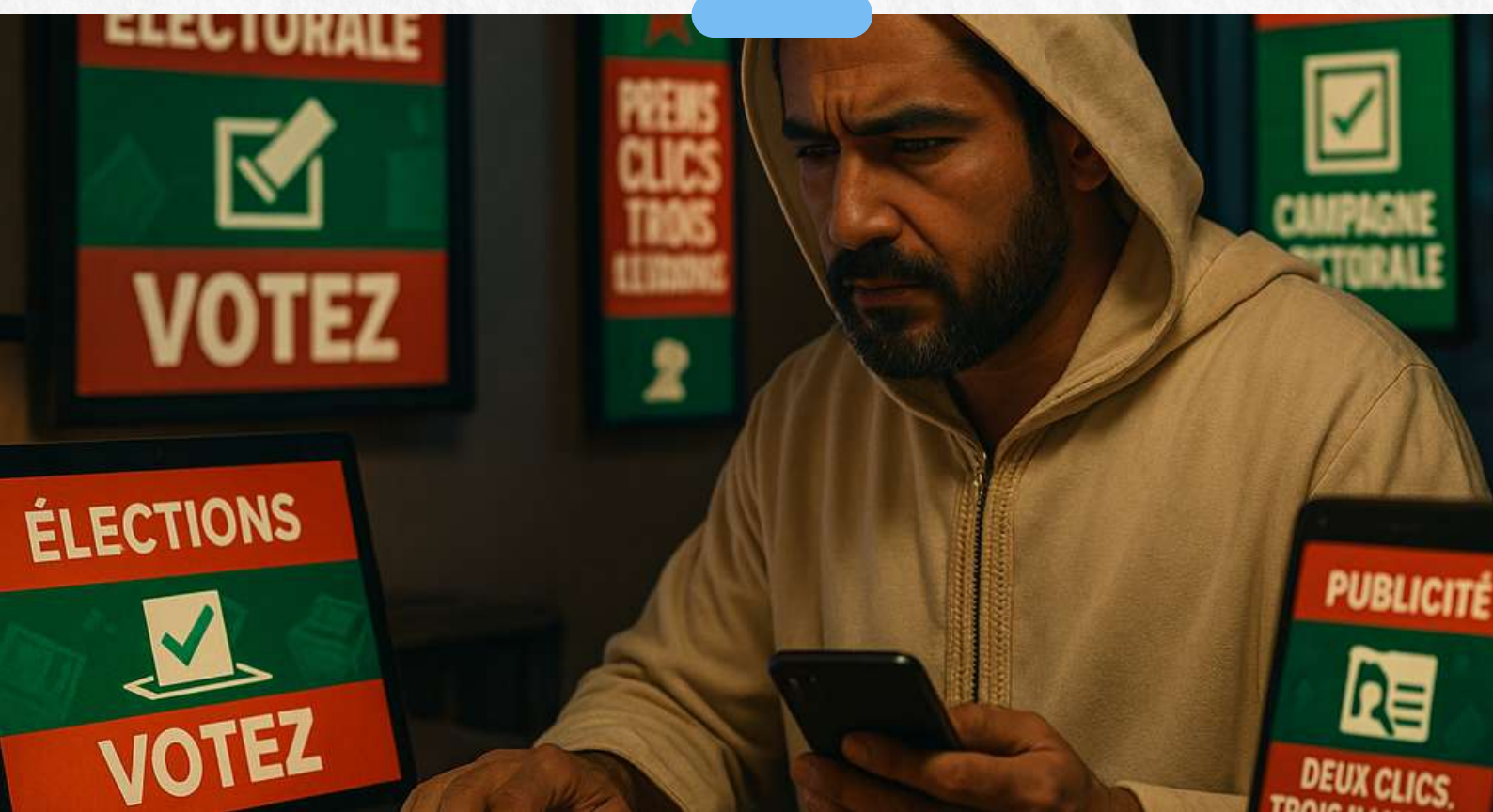
Dans une époque où l'intelligence artificielle peut créer des images, des discours ou des campagnes entières en quelques clics, la vigilance est plus que jamais nécessaire... L'Istiqlal, en lançant son appel à un code d'éthique et à un encadrement strict, pose une question essentielle : quelle démocratie voulons-nous léguer aux générations futures ? Une démocratie sous influence des algorithmes et des portefeuilles, ou une démocratie ancrée dans le débat d'idées et le respect des règles du jeu ?

En plaçant la barre aussi haut, le Parti de l'Istiqlal rappelle que la politique n'est pas qu'un combat d'images et de slogans, mais d'abord une affaire de responsabilité... Et que face aux corrompus, aux manipulateurs numériques et aux faiseurs d'opinions de l'ombre, il est urgent de tracer une ligne rouge : celle qui sépare la libre concurrence de la manipulation, l'éthique du chantage, la démocratie de sa caricature... En proposant un code d'éthique numérique, le parti met le doigt sur une question centrale : les règles du jeu démocratique doivent-elles être définies par la loi, ou abandonnées au marché publicitaire et aux algorithmes de la Silicon Valley (2)?

En attendant, les électeurs subissent... Bombardés de pubs comme des consommateurs lambda, ils finissent par voter pour le logo qu'ils ont le plus vu défiler sur leur écran... La politique devient ainsi une gigantesque opération marketing, où les idées s'effacent derrière la pub... !! Bref, dans ce supermarché électoral, la démocratie a été remplacée par une caisse automatique... Glissez un billet, choisissez un slogan, repartez avec un siège parlementaire... Promo valable jusqu'à épuisement des crédules...

(1)... Google Ads est une plateforme publicitaire en ligne proposée par Google, qui permet aux entreprises d'afficher des annonces sur le moteur de recherche, YouTube, Google Maps, et le réseau Display aux internautes ayant des recherches ou des comportements en lien avec leurs produits et services... Les annonces sont ciblées, et les annonceurs paient selon des modèles comme le coût par clic (CPC) ou le coût par mille impressions (CPM), contrôlant leur budget et mesurant l'impact de leurs campagnes.

(2) La Silicon Valley est bien plus qu'un hub technologique : c'est un laboratoire vivant où l'IA transforme en profondeur les industries et les usages ...





ويب راديو مغاربة العالم
WEB RADIO
DES MAROCAINS
DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

APPEL SOLENNEL À LA CRÉATION D'UN THINK TANK AFRICAIN AU MAROC DE LA SINGULARITÉ

**À l'attention de
Madame la
Ministre de la
Transition
numérique et de la
Réforme de
l'Administration**



Madame la Ministre,

L'humanité vit une accélération technologique sans précédent. L'intelligence artificielle, moteur de cette dynamique, bouleverse déjà la santé, l'agriculture, l'énergie, l'éducation et la gouvernance. Derrière ces mutations se profile un horizon redouté et espéré : la singularité technologique, ce moment où les machines dépasseront nos capacités humaines et transformeront irréversiblement nos sociétés.

Les grandes puissances s'y préparent. Les États-Unis mobilisent la Silicon Valley et ses récits techno-optimistes. La Chine inscrit l'IA au cœur de sa souveraineté et de sa puissance mondiale. L'Europe tente de se distinguer par la régulation et l'éthique. Pendant ce temps, l'Afrique demeure en marge, alors même qu'elle sera l'un des continents les plus directement affectés par ces bouleversements.

Madame la Ministre, nous sommes convaincus que le Maroc, par son positionnement géostratégique, son engagement panafricain et ses avancées numériques, est le lieu naturel pour initier une réflexion structurée et ambitieuse : la création d'un Think Tank africain de la singularité.

Ce Think Tank aurait quatre missions essentielles :

- 1-Anticiper : analyser les innovations technologiques mondiales et évaluer leur impact spécifique sur l'Afrique.
- 2-Adapter : définir des scénarios de mise en œuvre pragmatiques dans les domaines vitaux que sont la santé, l'agriculture, l'énergie et l'éducation.

Par Adnane Benchakroun

3-Protéger : défendre une souveraineté numérique et cognitive, afin que les données et les choix de nos sociétés ne soient pas dictés de l'extérieur.

4-Former : mobiliser et accompagner la jeunesse africaine pour qu'elle devienne actrice de cette transition, et non simple consommatrice.

Loin d'être une copie de la Singularity University américaine, ce Think Tank porterait une vision africaine de la singularité : pragmatique, inclusive, souveraine. Il incarnerait une diplomatie de l'avenir, faisant du Maroc un phare intellectuel et stratégique pour tout le continent.

Madame la Ministre, nous vous appelons à soutenir cette initiative, à en faire un projet d'État et à fédérer autour de vous les forces académiques, économiques et diplomatiques capables de la porter. L'histoire nous offre une fenêtre d'action rare. La saisir, c'est donner à l'Afrique les moyens de penser et de construire sa propre singularité. La laisser se refermer, c'est accepter de subir celle des autres.

Avec l'assurance de notre profond respect,

BAGRAM, L'OBSESSION AMÉRICAINE QUI NE MEURT JAMAIS..

Il y a des lieux qui cristallisent l'Histoire, au point de devenir des symboles géopolitiques. La base militaire de Bagram, en Afghanistan, fait partie de ces noms qui résonnent au-delà des montagnes où elle fut construite. Pour les Afghans, elle incarne deux décennies d'occupation étrangère, de bombardements et de promesses non tenues.



Pour les Américains, elle demeure une pièce maîtresse perdue sur l'échiquier stratégique mondial. Et pour Donald Trump, elle est redevenue une obsession politique et militaire, à la croisée de la rivalité avec la Chine, de la lutte contre le terrorisme et de la convoitise pour des ressources rares.

Bagram : le mirage afghan de Trump face à la Chine

Bagram n'était pas une simple piste d'atterrissage. Pendant vingt ans, c'était le cœur battant de la présence américaine en Afghanistan : un centre logistique, une forteresse et une vitrine de puissance. Sa fermeture en 2021, sous l'administration Biden, a marqué symboliquement la fin d'un cycle impérial. Depuis, Trump, en campagne et en quête de revanche politique, ne cesse d'agiter l'idée d'un retour. Sa rhétorique se nourrit d'un double registre : dénoncer la faiblesse de son successeur et promettre de restaurer l'influence américaine en reprenant un site qu'il juge essentiel.

L'argument stratégique est simple : Bagram se situe à quelques encablures des zones sensibles de la Chine. Sa proximité avec Lop Nur, site historique des essais nucléaires chinois, alimente les fantasmes d'une surveillance avancée. Pourtant, les experts rappellent que l'espionnage moderne repose davantage sur les satellites et le cyber que sur la présence physique. Mais qu'importe : la force des symboles l'emporte souvent sur la rationalité militaire.

Derrière les discours sur la sécurité, une autre réalité affleure : celle des richesses enfouies dans le sol afghan. L'US Geological Survey estime que le pays recèle près de 1 000 milliards de dollars en minerais stratégiques : l

Par **Mohamed Ait Bellahcen**

ithium, cuivre, terres rares. Autant de ressources devenues vitales dans la compétition technologique mondiale. La Chine, via ses entreprises publiques, avance déjà ses pions en Afghanistan, profitant du retrait occidental. Pour Trump, ne pas réinvestir Bagram reviendrait à laisser Pékin s'installer sans rivalité, consolidant encore son hégémonie industrielle.

Ce n'est donc pas seulement une question de sécurité : c'est une bataille économique, où l'accès au sous-sol afghan pourrait déterminer les chaînes de valeur mondiales de demain. L'électrification, l'intelligence artificielle, les batteries de nouvelle génération : tout passe par ces minerais. Or, Bagram, par sa position, serait une porte d'entrée idéale pour contrôler, surveiller et, à terme, exploiter ces ressources.

Minerais, souveraineté et illusions : pourquoi Bagram reste un piège

Mais il y a un détail qui ne s'efface pas d'un trait de plume : l'Afghanistan est souverain. Les Talibans, revenus au pouvoir après le retrait américain, ne cessent de le rappeler. Pour eux, le retour de l'armée américaine sur leur sol serait une humiliation et une violation flagrante de l'indépendance nationale. L'opinion publique afghane, meurtrie par quarante ans de guerres, ne veut plus d'une présence étrangère armée.

Trump imagine des négociations, jouant sur la crise économique qui étrangle Kaboul. Le pays est isolé, privé de reconnaissance internationale, dépendant de quelques flux d'aide. Les Talibans pourraient-ils céder face aux promesses d'argent ou de levées de sanctions ? Peut-être. Mais ils savent aussi que céder Bagram reviendrait à perdre le peu de légitimité qu'ils ont auprès de leur population.

La question de Bagram ne se limite pas à l'Afghanistan. Elle s'inscrit dans la rivalité croissante entre Washington et Pékin. L'idée de « contenir » la Chine par une présence militaire accrue en Asie centrale rappelle les logiques de la guerre froide. Mais le monde a changé. Les bases aériennes ne suffisent plus à garantir l'influence ; ce sont les routes de la soie, les câbles numériques, les investissements et les alliances économiques qui dessinent les nouvelles sphères de puissance.

Vouloir reprendre Bagram pourrait flatter un électorat nostalgique d'une Amérique toute-puissante, mais cela ne garantit pas une influence durable. Pis, cela pourrait rallumer une guerre sans fin, sur un terrain où toutes les grandes puissances – URSS hier, États-Unis aujourd'hui – se sont déjà cassé les dents.

Reste l'argument sécuritaire. Les menaces terroristes n'ont pas disparu, et certains stratèges américains estiment qu'un retour à Bagram serait une assurance contre la résurgence de groupes djihadistes. Mais là encore, les outils ont changé : les drones, le renseignement électronique, les coopérations régionales sont désormais privilégiés.

Au fond, Bagram cristallise moins une nécessité militaire qu'un réflexe politique. C'est le mirage d'une Amérique qui voudrait croire qu'un drapeau hissé sur une base étrangère peut suffire à restaurer sa suprématie. Mais l'Histoire afghane enseigne une leçon constante : aucune puissance ne s'y installe durablement sans y perdre sa crédibilité et ses ressources.

Trump peut bien promettre, menacer ou séduire, la réalité est là : Bagram est un rêve américain qui appartient au passé, et que l'Afghanistan n'a aucune intention de ressusciter.



LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



AUTORÉGULATION OU DILUTION ? UNE ANALYSE CRITIQUE DU PROJET DE LOI SUR LE CNP

La réforme du Conseil national de la presse (CNP) suscite un débat houleux entre pluralisme et indépendance. Si le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) plaide pour une ouverture démocratique, les critiques fusent sur une loi jugée précipitée et potentiellement dangereuse pour la crédibilité de la presse marocaine.



Réforme du Conseil national de la presse : entre pluralisme et fragilisation de la profession

La réforme du Conseil national de la presse (CNP), fait l'objet de critiques virulentes : entre les recommandations du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et les réserves exprimées par les acteurs historiques de la presse, cette réorganisation soulève des questions fondamentales sur la représentativité, l'autorégulation et l'indépendance des médias au Maroc.

Au cœur du débat se trouve une tension entre l'objectif affiché de pluralisme et les risques de fragilisation de la profession journalistique. Si le CNDH insiste sur la nécessité d'un équilibre tripartite entre éditeurs, journalistes et membres extérieurs, les critiques dénoncent une dilution des responsabilités et une perte de crédibilité pour la presse marocaine.

Le mémorandum du CNDH appelle à une réforme fondée sur le pluralisme, en intégrant une diversité d'acteurs : journalistes, éditeurs, représentants de la société civile et universitaires. Cette approche, qui s'inspire des modèles australien et finlandais, vise à garantir une représentativité plus large et à tenir compte des mutations numériques. Elle propose notamment une composition équilibrée de 21 membres répartis entre éditeurs, journalistes et indépendants.

Cependant, cette ambition de pluralisme soulève plusieurs interrogations. L'intégration des créateurs de contenu numérique, bien qu'en phase avec les évolutions du secteur, est perçue par certains comme une menace pour la profession.

Par **Mamoune ACHARKI**

Pour Younes Mjahed, président de la Commission provisoire pour la gestion des affaires du secteur de la presse, cette ouverture risque d'introduire des « intrus » et de dévaloriser le métier de journaliste. En effet, à l'heure où la presse marocaine lutte pour renforcer sa crédibilité, un élargissement excessif de la représentativité pourrait diluer les normes professionnelles et fragiliser l'autorégulation.

L'un des points centraux du mémorandum concerne l'indépendance du CNP. Le CNDH recommande un financement durable pour garantir l'autonomie organisationnelle et éditoriale des entreprises médiatiques. Il plaide également pour une transparence accrue, avec la publication périodique des décisions et rapports relatifs aux plaintes et au financement.

Ces propositions, bien qu'essentiels, restent insuffisantes face aux défis structurels du secteur. L'indépendance financière des médias marocains est souvent compromise par des pressions politiques et économiques. Sans une réforme en profondeur des mécanismes de financement, le CNP risque de rester dépendant des influences extérieures, limitant ainsi sa capacité à réguler efficacement le secteur.

LODj

WWW.PRESSPLUS.MA

I-MAGS SPÉCIAUX VOS MAGAZINES THÉMATIQUES & INTERACTIFS



**MAGAZINES SPÉCIAUX HYPER CONNECTÉS, AUGMENTÉS
ET FEUILLETABLES EN LIGNE SANS MODÉRATION**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

AU-DELÀ DU SYMBOLE , RECONNAÎTRE LA PALESTINE MAIS SANS SANCTIONNER ISRAËL !

(Première partie)

Billet

Exit une reconnaissance symbolique de la Palestine , seules des sanctions contre Tel-Aviv pourront contrer le projet messianique et raciste de Netanyahou et de Trump !

Une reconnaissance symbolique !?

Gaza brûle et malgré une condamnation de la communauté internationale, Israël affirme avoir achevé la phase de démolition avec nettoyage ethnique !!

Gaza est encore et toujours bombardée: le projet messianique et raciste d'Israël d'anéantir la bande de Gaza est en cours. Pour le contrer? Il faut des sanctions efficaces et urgentes ! Oui , mais comment !?

« Gaza est en feu », se réjouissait mardi dernier le ministre de la défense israélien, avant que deux divisions de l'armée ne pénètrent dans la ville du nord de la bande. Le jour même, des enquêteurs de l'ONU concluaient à la perpétration d'un « génocide » à Gaza par l'État hébreu .

Plus les pressions et les appels à mettre fin au génocide de Gaza se multiplient sans actes concrets , et plus l'armée israélienne intensifie ses bombardements telle une bête furieuse qui aurait en elle toute la haine du monde.

La Maison Blanche et Tel-Aviv ayant ouvertement déclaré leur volonté de liquider le Hamas définitivement avec une tentative infructueuse d'assassiner ses leaders et négociateurs à Doha .

Netanyahou avait fait assassiner Ismaël Haniyeh à Téhéran , et puis Hassan Nasrallah du Hezbollah et la liste est trop longue !

Dans l'impossibilité de déporter et de déplacer de force deux millions de Gazaouis , et comme cent morts par jour n'est pas pour Tsahal un rythme soutenu , le but de Tel-Aviv est qu'il n'y ait plus rien ni personne à reconnaître

Car il ne faut pas oublier ce qui se passe en Cisjordanie occupée en termes de construction de colonies et d'annexion, et les démolitions acharnées et illégales de maisons de Palestine dans la partie orientale de Jérusalem, Al Qods .

A défaut de sanctions internationales contre Tel - aviv , rien ne pourra mettre fin à la fuite en avant de Netanyahou et la folie meurtrière du terrorisme hideux et ignoble qui est le sien !



Par **Hafid Fassi fihri**

Les récentes déclarations, horribles et insoutenables, du ministre israélien qui a affirmé que la Bande de Gaza est une mine d'or et que la phase de démolition était presque terminée et que maintenant, il fallait pouvoir vendre des parcelles illustrent la folie meurtrière du terrorisme hideux et ignoble qui est celle de Tel-aviv !.

La phase de démolition avec nettoyage ethnique !

A Tel-Aviv, lors d'un forum sur l'immobilier, Smotrich a décrit Gaza comme une « opportunité d'affaires ». Selon lui, un « plan d'affaires » déjà transmis à Donald Trump pourrait transformer le territoire palestinien dévasté en « mine d'or immobilière » pour couvrir les dépenses d'Israël liées à la guerre !

Nonobstant le fait que Qatar , les Emirats et l'Arabie Saoudite ont déjà donné des chèques de plusieurs milliards de dollars , si ce ministre parle de phase de démolition avec assassinat d'une centaine de palestiniens chaque jour, c'est bien la preuve que le plan diabolique était sur la table du projet sioniste bien avant le 7 octobre ! Pour ceux qui ont la mémoire courte , ou qui croient que l'histoire a commencé ce fameux 7 octobre, il y a eu la phase où Israël a poussé le Hamas et le Fatah à s'entretuer , la phase où Netanyahou finançait le Hamas pour l'encourager à prendre le pouvoir dans la bande de Gaza et la phase où l'enclave palestinienne est sous blocus et embargo, coupée du monde depuis presque vingt ans !

Une seule interrogation : est-ce que Donald Trump et les israéliens seront d'accord pour se partager le butin de guerre !?

Il n'est plus question d'évoquer le droit international, la morale universelle ou les principes d'humanité car les Palestiniens se font massivement massacrer par des monstres qui considèrent les enfants et les bébés de la bande de Gaza comme des terroristes.

Une commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU vient pourtant d'accuser Israël de commettre un "génocide" à Gaza depuis octobre 2023 avec l'intention de "détruire" les Palestiniens, mettant en cause le Premier ministre et d'autres responsables israéliens.

Maintenant, alors que l'ONU vient de confirmer le génocide et le nettoyage ethnique en cours, que les États-Unis ont une nouvelle fois, encore une fois, usé de leur veto contre une résolution du conseil de sécurité pour un cessez-le-feu, que peuvent valoir les reconnaissances de l'état palestinien, dont celles de la France, ce lundi 22 septembre à l'Assemblée générale à New-York !?

Ces reconnaissances resteront sans conséquences tant que des sanctions contre Israël ne seront pas adoptées.

Si les pays arabes et islamiques se sont contentés de discours sans suite alors que certains d'entre eux sont d'accord pour détruire le Hamas, voire pire y contribuent activement, en Occident dénoncer et s'indigner du bout des lèvres est malheureusement la norme !

La Maison Blanche qui est désormais complice du génocide en cours, s'opposera toujours à des sanctions contre sa base militaire au Moyen Orient et en tant que parrain militaire et financier de Tel-Aviv, fera en sorte que tous les crimes de l'armée israélienne bénéficient de l'impunité !

L'Amérique a perdu le peu de crédibilité qui lui restait dans la région et cela va se traduire par une perte d'influence au Moyen-orient !

En ce qui concerne, les pays arabes qui ont normalisé avec Israël, à l'insu de leur plein gré, le temps de la rupture n'est-il pas venu avant qu'il ne soit trop tard car les accords d'Abraham prévoient un règlement de la question palestinienne !

L'Amérique et Israël veulent redessiner la carte du Moyen- Orient, et ils ont carrément réussi avec le tout récent accord de coopération entre l'Arabie Saoudite et le Pakistan ,puissance nucléaire qui souhaite créer un Otan islamique..

Mais également, avec les premiers exercices militaires conjoints entre la Turquie et l'Égypte...Et un rapprochement significatif entre Téhéran et Riyad , et accessoirement le Hezbollah est plus que probable..

Si on excepte l'Espagne qui a pris des mesures concrètes contre Israël, ainsi que l'Irlande et l'Italie dont les ports sont fermés aux marchandises à destination de Haïfa , les autres pays européens sont partagés entre complaisance, complicité , impuissance et résignation !

L'union européenne n'a pas pu rompre son accord d'association avec Israël , du fait du refus de l'Allemagne , malgré le fait que le non-respect du droit humanitaire international devrait en principe conduire à une rupture des accords d'association !

Bruxelles serait juste en train d'envisager de surtaxer les produits israéliens , mais il ne sera jamais question de sanctionner Tel-Aviv.

La France, par exemple, continue sournoisement d'envoyer des armes en Israël, et refuse de mettre en œuvre les mandats d'arrêts internationaux émis par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre contre Netanyahu et son ministre de la défense. A ce sujet, l'Etat français est visé par un recours pour non-respect de la Convention de prévention des génocides.

Alors que la France s'est prudemment abstenue de toute reconnaissance d'un État palestinien depuis 1948, dans l'attente , en principe , de réunir les conditions de paix et de sécurité mutuelle , Israël a toujours fait en sorte que ces conditions ne soient jamais réunies en imposant à l'ensemble de la région et aux territoires palestiniens occupés des tensions intenable et insupportables !

De sorte que toute perspective d'état palestinien viable soit impossible à réaliser. En attendant de futures représailles, Netanyahu a menacé d'annexer totalement la Cisjordanie si la France reconnaissait la Palestine ce lundi. Et dans tel cas , l'Arabie Saoudite rompra toute normalisation avec l'État hébreu car les accords d'Abraham ne sont pas respectés !

Alors , pourquoi signer des accords avec le terrorisme international !?

En outre , les chaînes françaises font des live avec les porte-paroles de l'armée israélienne qui sont quotidiennement sur CNews , BFM , LCI et les autres chaînes , chez qui ils sont , en compagnie des avocats du diable du lobby sioniste en terrain conquis !.



3I/ATLAS, L'ÉNIGME VENUE DE L'ESPACE

Un objet céleste énigmatique est apparu dans les télescopes et a suscité autant la curiosité des scientifiques que la peur, chez l'humain, de faire face à ses monstres intérieurs.

3I/Atlas. Il ne s'agit pas du dernier modèle d'IA qui surpasserait de très loin les capacités intellectuelles humaines, mais d'une « comète » interstellaire, qui n'en donne pas moins des maux de tête aux astrophysiciens.

Les scientifiques passent leur temps à chercher des énigmes à résoudre, me direz-vous. Rien là qui justifie un article pour le commun des mortels, autrement accaparés par les éruptions de violence et autres vacillements d'un monde qui semble avoir perdu ses repères.

Sauf qu'à propos de cette « comète » apparue soudainement des sombres étendues intersidérales, les astrophysiciens se torturent toujours les méninges, ne sachant pas vraiment, en fait, à quoi ils ont affaire. D'où les guillemets.

Du fait de sa trajectoire hyperbolique, il s'agit très probablement d'un corps céleste étranger à notre système solaire, au sein duquel il se balade actuellement. Mais il diffère tellement de ce que les astrophysiciens connaissent des comètes qu'il n'est pas certain que ce en soit une.

Un comportement « suspect »

Abraham Loeb, qui travaille sur la physique théorique à l'Université de Harvard, a même publié un article, le 17 juillet, pour dire qu'il trouvait 3I/Atlas quelque peu « suspect » (veuillez excuser le recours excessif aux guillemets, mais le sujet l'exige).

Le « suspect » en question a été repéré le 1er juillet par le télescope d'observation spatiale ATLAS (Asteroid Terrestrial-impact Last Alert System), situé à Rio Hurtado, au Chili. Les vérifications faites dans les archives d'autres télescopes répartis sur le globe permettent d'en remonter les premiers signes aux confins de notre système solaire, au 14 juin.

Les astrophysiciens ont d'abord pensé à une banale comète interstellaire, comme ils en avaient déjà repéré deux autres, Oumuamua et Borisov. D'où, d'ailleurs, la dénomination « 3I/Atlas » (I pour interstellaire et Atlas, du nom de l'équipe qui l'a découverte).

Puis ils ont remarqué que ni sa trajectoire – qui ne semble pas aléatoire, longeant le plan orbital du système solaire – ni sa vitesse très élevée



Par Ahmed Najji

(210 000 km/h !) ne correspondent au comportement « classique » d'une comète.

Poussant plus loin les analyses, ils se sont également rendu compte que 3I/Atlas ne dégageait derrière lui que du dioxyde de carbone, alors que normalement, les traînées des comètes comportent également du monoxyde de carbone.

Depuis lors, 3I/Atlas a été placé sous haute surveillance, même si, du fait de sa trajectoire, il ne présente aucun risque de collision avec la Terre.

Un angle mort de deux mois

Après avoir frôlé les planètes Vénus et Mars – ce que ne font généralement pas les comètes –, 3I/Atlas devrait se rapprocher du soleil vers le 30 octobre. De fait, il ne sera plus visible depuis la Terre de fin septembre à début décembre.

Si 3I/Atlas devait changer de trajectoire lors de cette phase « d'invisibilité », comme semble le craindre Abraham Loeb, qui soupçonne une sonde extraterrestre « maquillée » en comète, nous autres, Terriens, ne le saurions que trop tard.

Ce qui attire le plus l'attention dans les commentaires des scientifiques concernant cette « comète » hors norme, ce sont les peurs qu'elle semble réveiller chez ces humains qui doivent jouir d'un QI supérieur à 130.

Une fois le paradoxe de Fermi invoqué (s'il y avait des civilisations extraterrestres, pourquoi n'avons-nous détecté aucun signe de leur présence, ni reçu aucune visite ?), le questionnement glisse vers les intentions des éventuelles civilisations aliènes à l'égard des humains.

Abraham Loeb, qui est américano-israélien, estime que ces intentions sont peut-être hostiles.

Le reflet dans le miroir

Imaginons, en effet, que les éventuels extraterrestres à bord de 3I/Atlas réfléchissent et se comportent, par exemple, comme les Israéliens. Débarqués sur Terre, ils pourraient invoquer un passage de leur livre sacré qui leur promet la possession de la planète Terre et se mettre à massacrer les humains pour laisser la place à l'installation de colonies.

Il serait amusant de regarder des Palestiniens du Hamas et des sionistes révisionnistes israéliens manifester ensemble, côte à côte, sous le slogan « Free planète Terre », enfin conscients de tous appartenir à la race humaine. Sauf que ce n'est pas du tout une plaisanterie.

L'humain est aussi curieux de contacter d'autres formes de vie intelligentes dans la galaxie qu'il craint de les découvrir à son image.

Tout au long de l'histoire de l'humanité, chaque fois qu'une civilisation avancée s'est retrouvée face à une autre moins évoluée, la première n'a pas manqué de s'imposer à l'autre par la force.

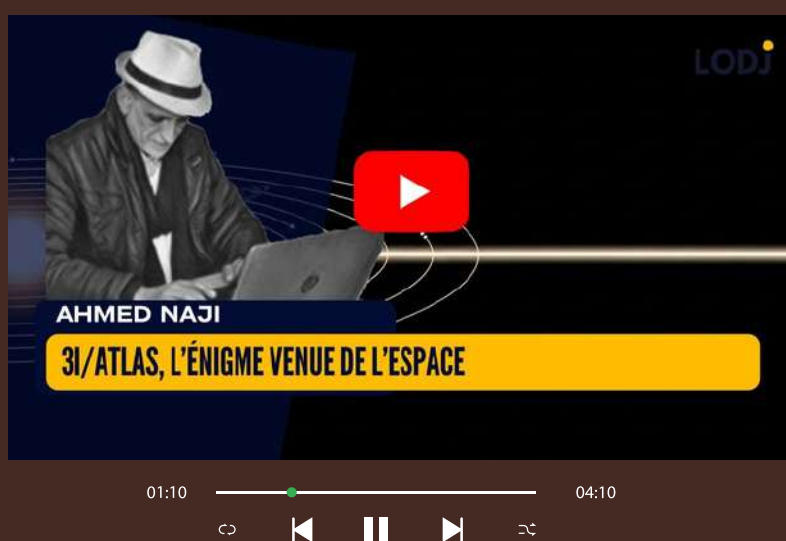
Pour un observateur extraterrestre, il n'est, en effet, pas certain que nous autres, humains, qui polluons et détruisons stupidement notre planète et nous entretenons avec férocité, méritons de continuer d'exister.

C'est un reflet de l'humanité, consciente de ses instincts destructeurs mais incapable de les maîtriser, qu'elle projette d'ailleurs également sur l'intelligence artificielle.

Cette « comète » aurait tout aussi bien pu être baptisée Terminator – en référence au célèbre film de science-fiction où l'on voit des robots, menés par une super-intelligence artificielle, chercher à exterminer l'humanité, considérée comme nocive.

L'astrophysicien britannique de l'Université d'Oxford, Chris Lintott, juge la théorie d'Abraham Loeb sur 3I/Atlas – comme étant une technologie d'origine extraterrestre – totalement farfelue.

Cet épisode scientifique palpitant n'en est pas moins révélateur des peurs existentielles qui taraudent l'âme humaine.



LODj

WWW.PRESSPLUS.MA

L'ACTUALITÉ AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX



LE BI-MENSUEL I-DÉBATS de L'ODJ Média du groupe de presse Arrissala aborde une variété de sujets d'actualité, allant des tensions géopolitiques et diplomatiques décryptés par nos experts et chroniqueurs invités.

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

أخنوش بين خيارين.. هل يعتني بمدينته أم يلمع طوره؟



ثمة مآسي تتحول إلى علامات بارزة في التاريخ، مأساة أكادير واحدة منها. وفاة ثماني نساء حوامل في مستشفى المدينة لم تُفجّع العائلات فقط، بل أطلقت صدمة تجاوزت حدود قسم مكتظ بالمستشفى

المأساة جسدت شعور السكان بالتهميش، بعد سنوات من الإهمال في قطاع الصحة العمومية. في 14 سبتمبر، خرج سكان أكادير إلى الشارع، حولوا حزنهم إلى غضب، واستنكارهم إلى مسيرة جماعية. كان هذا الإهمال بمثابة القشة التي كسرت ظهر البعير

ردًا على الاحتجاجات، سارع وزير الصحة إلى الموقع، وأصدر قرارات مستعجلة : تفتيش الهياكل، إقالة مدير المستشفى، اتخاذ إجراءات تأديبية. لكن هذه الإجراءات لم تكف لتهذئة الغضب. السكان لم ينتظروا فقط عقوبات، بل حلولًا هيكليّة : أطباء أكثر، تجهيزات أفضل، أسرة أكثر، واهتمام أكبر، ما كشفته اللجنة لم يكن جديدًا : الغياب المتكرر، نقص الأدوية، المعدات القديمة، هذا واقع يواجهه آلاف المغاربة يوميًا في مدن أخرى، أكادير كانت هذه المرة مجرد مرآة مكبرة لمرض أوسع.

أصبح التناقض لا يطاق. كيف للدولة أن تجد مليارات لإنشاء البنى التحتية الرياضية، للتحضير لكأس إفريقيا أو مونديال 2030، لكنها تتعثّر في تجهيز مستشفى إقليمي أساسي؟ في أكادير، السؤال ليس ماليًا فقط، بل وجوديًا: ما قيمة حياة الإنسان ضمن أولويات الدولة؟ عندما تموت امرأة أثناء الولادة بسبب نقص الرعاية، ينهار العقد الاجتماعي برمته. السكان فهموا ذلك وعبروا عن موقفهم: الكرامة تبدأ بالحصول على رعاية صحية لائقة، وليس بالمدرجات الرياضية الجديدة.

الأزمة المحلية تعكس معادلة وطنية معروفة. المغرب يعاني من استثمار ضعيف مزمن في الصحة. المستشفيات الإقليمية تفتقر لكل شيء، والمراكز الكبرى مكتظة، والأطباء يهاجرون إلى الخارج بحثًا عن ظروف أفضل. المواطنون يدفعون ثمن الرعاية الصحية غاليًا، في حين أن التغطية الصحية الشاملة الموعودة غير مكتملة وضعيفة التمويل. خلف الأرقام والشعارات، واقع صعب: الدولة تكافح لضمان الأساسيات، والفوارق في الوصول للرعاية تضعف الثقة العامة.

بالنسبة لعزیز أخنوش، تأتي الأزمة في أسوأ توقيت. الرجل الذي بنى جزءًا من صورته على تطوير أكادير، مدينته الحصن، يجد نفسه أمام غضب شعبي قد يهز رصيده السياسي قبل انتخابات 2026. طموحاته واضحة: الصحة، التعليم، الفلاحة، وأكادير كواجهة لمشروعه. لكن كيف يقنع أن بإمكانه تحويل البلاد بينما الواجهة نفسها مشوهة؟ النقد يزداد، والحديث عن وعود رقيقة وغير صادقة، والفجوة بين الشعارات والواقع تكبر.

أخنوش يعلم أن الصحة ستكون أحد مفاتيح 2026. ربما أكثر تأثيرًا من التعليم أو الفلاحة، لأنها تمس الحياة مباشرة. تحويل الصحة إلى محور حملته يعني المخاطرة بردة فعل قوية إذا لم تتحقق الإصلاحات الموعودة. غضب أكادير يبعث رسالة تحذير : لم يعد كافيًا إطلاق مشاريع أو تخصيص ميزانيات، بل يجب تقديم نتائج ملموسة. تظهر في حياة المواطنين اليومية. وإلا، ستتحول عدم الثقة إلى عقوبة انتخابية.

في العمق، ما يحدث في أكادير يتجاوز الصحة. المسألة تتعلق بمصداقية الحكم نفسه. المواطنون لم يعودوا يصدقون الخطابات الكبيرة عندما تتناقض مع واقعهم اليومي. هل يمكن للمغرب أن يستمر في بناء الملاعب دون بناء المستشفيات؟ هل يمكنه السعي للتألق الدولي بينما يموت مواطنوه لعدم توفر الرعاية؟

الجواب يُصاغ اليوم في شوارع أكادير، وقريبًا في صناديق الاقتراع لعام 2026. لكن الحل الأمثل هو تحقيق الاثنين معًا: تطوير المدينة وتحسين الصورة، بمعنى تقديم الرعاية الفعلية للمواطنين مع الحفاظ على مصداقية الصورة السياسية

بقلم: بقلام: محمد
ايت بلحسن





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME

حين تببيع الجزائر كيمياءها لتل أبيب وروحها للبوليساريو



خلف شعارات المبادئ الكبرى، غالبًا ما تختبئ مصالح شخصية وأرباح واضحة... النظام العسكري الجزائري يصرخ ضد التطبيع في العلن، لكنه يمارس التطبيع في الخفاء، فواتير الصفقات تشهد على ذلك. بينما يهدر مليارات الدولارات على البوليساريو كلوحة وهمية، يجني في المقابل ملايين الدولارات من صادراته لإسرائيل... النتيجة؟ دبلوماسية منقسمة، تباع الوهم وتشتري المصادقية بالمكيال الكيميائي

هناك مهرجون في السيرك، وهناك مهرجون الدولة... وعبد المجيد تبون يجمع بين الاثنين : بهلوان التناقضات وساحر الخطابات المزوجة، "يومًا يتحدث عن "ثروات طائلة أهدرت في قضية الصحراء المغربية!" وكأن الأموال الضائعة ستنتج نجيلًا بلاستيكيًا في مخيمات تندوف، ويومًا آخر يوزع شيكاته سرًا لشراء ذمم بعض القادة الأفارقة، على أمل تبادل القناصل بالضمائر.

لكن دفتر الشيكات السحري لتبون فقد قوته. آخر مثال، دعوته للرئيس التشادي ديبى لمعرض الجزائر التجاري الإفريقي، وعد، وزّع الحوافز... لكنه تلقى رفضًا صارمًا، والأسوأ: تشاد تفتتح قنصلية في الداخلة المغربية. رسالة واضحة: شكرًا على الدعوة، لكننا نفضل الواقع على الكلام النقدي.

كانت ضربة دبلوماسية موجعة للنظام العسكري، المعتاد على رمي أموال الشعب كما يُرمى الفستق للقردة. إفريقيا تغيّرت، لم تعد تقبل الشعارات المكررة والأموال الملوثة بالنفاق، بل تريد شراكات حقيقية: طرق، موانئ، مشاريع ملموسة.

السخرية الكبرى تكمن في تناقض الأرقام : بينما يتهم تبون المغرب بـ"الخيانة" لتطبيع مع إسرائيل، تكشف بيانات الأمم المتحدة أن الجزائر تصدر لإسرائيل في 2024 ما يزيد عن 32 مليون دولار، أغلبها مواد كيميائية وهيدروجين. أي أن الجزائر تمد "العدو" الذي تزعم محاربته بالمواد الأساسية. البوليساريو يغرق في الشعارات، وتل أبيب تستفيد من العقود.

حتى التفاصيل الصغيرة تضيف فصولًا من التناقض : بند 1000 دولار من "بضائع غير محددة"، ربما سجاد صلاة من تندوف أو مناديل لمسح دموع المسؤولين وهم يشاهدون ارتفاع الصادرات الجزائرية لإسرائيل.

لسنوات، ظل الجنرال تيلو يحون بأصابع الاتهام للعالم العربي: "العار على من يطّبع مع الكيان الصهيوني!"... لكن الأرقام الصارمة تظهر الوجه الآخر: خلف الخطابات الوطنية والشعارات الحماسية، الجزائر تمارس التطبيع سرًا.

في هذه الأثناء، يتهم تبون المغرب بـ"الخيانة"، بينما الرباط يعلن اختياراته صراحة. المغرب ينجي، يجذب الاستثمارات، يفتح القنصليات، ويطبخ مصالحه تحت الشمس، فيما الجزائر تُحصر صفقات في الظلال. هذا النفاق ليس جديدًا: منذ 2017، الصادرات الجزائرية لإسرائيل تصاعدت من 9,7 ملايين دولار في 2020 إلى 21 مليونًا في 2022. بينما تلفزيونات الجزائر تصرخ ضد "التطبيع المخزي"، كانت شحنات الهيدروجين تعبر البحر بصمت.

المفارقة الكبرى أن MIT صنف الجزائر في المرتبة الرابعة عربيًا في الصادرات لإسرائيل، بعد الإمارات والأردن ومصر. الجزائر إذًا ضمن نادي "المطّعين"، ولكن بلا بطاقة عضوية رسمية، للاحتفاظ بالوجهة.

النتيجة كاملة:

- خارجيًا، الجزائر تدافع عن فلسطين وتهاجم المغرب.
- داخليًا، تشغل مصانعها لصالح الاقتصاد الإسرائيلي.
- إفريقيًا، تهدر المليارات على البوليساريو المعزول.
- مليارات مهددة جنوبًا، ملايين مكتسبة شرقًا... أموال الشعب تلعب ألعاب التوازن، بينما الشعب يعاني من نقص أبسط مقومات الحياة.

متى ستظهر على جدران الجزائر العبارة التالية؟: "فلسطين سواء كانت على حق أو خطأ... لكن مصالحنا أولاً". وبينما الشعب يقاتل على الخطابات الجوفاء، يتغذى الجنرالات بالدولارات، وعندما يقسم تبون أنه يدافع عن الكرامة، فهو في الحقيقة يدافع عن كرامة تناقضاته.

الجزائر العسكرية تشبه الساحر الفاشل في حفلات الزفاف الشعبية: يخرج وشاحًا أخضر-أبيض-أحمر من قبعته، لكن في جيبه دائمًا إيصال تحويل بنكي... والمغرب، في المقابل، يواصل التقدم، ينجي، يجذب الاستثمارات، وينتسم كقط التهم الفأر مسبقًا

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



بين التكوين والهجرة : معضلة كفاءات المهندسين المغاربة

أما في المغرب، فكل عام يخرج نحو 11 ألف مهندس جديد، بالإضافة إلى حوالي 19 ألف حامل لدرجات الماجستير العلمية القادرين على شغل مناصب تقنية. ومع إضافة الفنيين المتقدمين وغيرهم من خريجي تخصصات STEM من 189 مدرسة ومعهد، يصل إجمالي الخريجين الجدد إلى حوالي 24 ألفاً سنوياً. وتبرز هذه الإنجازات بشكل أكبر مع ارتفاع نسبة النساء في تخصصات الهندسة إلى 42٪، وهو من أعلى المعدلات عالمياً وفق اليونسكو.

ومع ذلك، تواجه هذه الديناميكية الأكاديمية مشكلة هامة وهي استمرار هجرة الكفاءات، حيث يختار سنوياً بين 2000 و3000 مهندس مغربي الهجرة بحثاً عن رواتب أفضل وفرص بحثية متقدمة ومسارات مهنية أوضح في أوروبا وأمريكا الشمالية ودول الخليج. هذا يضاف إلى هجرة الأطباء وغيرهم من الكفاءات العالية، مما يقلل قدرة المغرب على الاستفادة من رأس ماله البشري.

المفارقة واضحة : بينما يستثمر المغرب بكثافة في التخصصات العلمية ويطمح لأن يصبح مركزاً إقليمياً في مجال الرقمنة والذكاء الاصطناعي والطاقة المتجددة، فإن معدل بطالة الخريجين الشباب يتجاوز 36٪. يجد المهندسون المحليون صعوبة في الحصول على وظائف مناسبة لمستوى مهاراتهم، وإذا حصلوا على عمل، تكون الرواتب أقل مقارنة بالسوق الأجنبية. كما أن هناك نقصاً في البنى التحتية البحثية وروابط قوية بين الجامعات والشركات.

السؤال ليس فقط زيادة عدد المهندسين، بل خلق الظروف التي تجعلهم يبقون في البلاد: تحسين الرواتب، برامج بحثية تطبيقية، عقود جاذبة للمهندسين المغاربة العاملين في الخارج، وإشراكهم في مشاريع استراتيجية وطنية. بدون هذه الإجراءات، سيظل المغرب مجرد مزرعة لمواهب تُغادر لصالح بقية دول العالم.



بقلم: **بقلم: محمد
أيت بلحسن**



مليون ونصف مهندس كل عام.. الجيش الصيني الجديد

تكشف أن أي قوة لا يمكنها الادعاء بالقيادة العالمية دون الاستثمار في العلوم والهندسة، واستراتيجية بكون واضحة: المستقبل لمن يبتكر ويصنع ويبدع. السؤال الآن هو ما إذا كان بقية العالم سيستطيع مواجهة هذا التحدي أم سيكتفي بمشاهدة صعود مركز جاذبية علمي وتكنولوجي جديد.

في السابق، كانت قوة أي دولة تُقاس بحجم جيشها أو بمدى قوة اقتصادها. اليوم، أصبح مؤشر آخر يفرض نفسه بقوة: عدد وجودة المهندسين الذين تنتجهم الدولة. وفي هذا المجال، تمكنت الصين من تحقيق تقدم مذهل، حيث يتخرج أكثر من مليون ونصف مهندس جديد سنوياً من جامعاتها، متفوقة بذلك على الولايات المتحدة وأوروبا واليابان مجتمعة. وهذا ليس مجرد جهد أكاديمي، بل استراتيجية وطنية تستهدف تعبئة المواهب وإعادة رسم التوازن العالمي.

من المدرسة إلى ساحة المعركة التكنولوجية

فهمت الصين أن السيطرة على التقنيات الناشئة تتطلب إعادة تشكيل نظامها التعليمي. ففي عام 2024، ألغت الصين نحو مئة تخصص قديم واستبدلتها بتخصصات تركز على المستقبل، مثل التقنيات الحيوية، الطاقات المتجددة، الذكاء الاصطناعي، الأمن السيبراني، والهندسة الكمية. وفي جامعة سيتشوان، تم استبدال المناهج التقليدية ببرامج متقدمة في علوم الكتلة الحيوية. بكون لا تهدف فقط إلى التدريب للحاضر، بل تحضر مهندسيها لبناء عالم الغد.

هذه الثورة ليست محصورة في المختبرات المدنية، بل شملت الجانب العسكري أيضاً. فالصين أدرجت تدريب المهندسين على الأمن السيبراني، الاتصال العسكري، وتكنولوجيا الأسلحة المتقدمة، بما في ذلك الحواسيب العملاقة والصواريخ فرط الصوتية. هذا الجمع بين المدني والعسكري هو جزء من استراتيجية واضحة: تحويل كل تقدم علمي إلى قوة اقتصادية وعسكرية.

في قلب هذا النظام يوجد امتحان "غاوكاو"، وهو اختبار القبول الجامعي. يشارك فيه سنوياً 12 مليون طالب، ويُعتبر أكبر مسابقة تعليمية في العالم. للطلاب من الأسر ذات الدخل المحدود، يمثل هذا الامتحان الفرصة الوحيدة لدخول تخصصات مرموقة مثل الهندسة أو الطب. ورغم الانتقادات المتعلقة بالتركيز على الحفظ وتقليص مساحة الإبداع، فقد ساعد هذا النظام الصين على بناء قاعدة ضخمة من المواهب لدعم صعودها العالمي.

إعداد العقول للهيمنة: الرهان التكنولوجي الصيني

خلف هذه الصورة المبهرة، تواجه الصين تحديات كبيرة، فهناك أكثر من 500 مليون صيني، معظمهم من الأرياف، يفتقرون إلى المهارات اللازمة للاندماج في اقتصاد تقني. كما أن معدل بطالة الخريجين الشباب مرتفع للغاية، حيث تجاوز 21% في عام 2023. وحتى المهندسون أنفسهم يواجهون صعوبة أحياناً في إيجاد وظائف مناسبة. ويضاف إلى ذلك التقدم السريع في شيخوخة السكان وانخفاض عدد العمال المتاحين، مما يجعل من الصعب استيعاب كل هذه الكفاءات في سوق عمل متكامل.

بينما تواصل الصين إنتاج المهندسين، يواجه الغرب تراجعاً ديموغرافياً وقلّة اهتمام الشباب بالتخصصات العلمية. أوروبا والولايات المتحدة قد تضطر إلى تبني موقف دفاعي لحماية مجالات الابتكار الخاصة بها، بينما تستثمر الصين بشكل مكثف للسيطرة على قطاعات استراتيجية كاملة. هذه التحولات الصينية



الصين : عندما تصبح الرعاية الصحية استراتيجية حرب

بقلم: بقلم: محمد
أيت بلحسن

لم تعد المواجهة الجيوسياسية الكبرى المقبلة تدور حول النفط أو الغاز أو المعالجات الدقيقة، بل حول الأدوية؟ هناك سيناريو حديث يثير الدهشة: الصين، بعد أن طورت علاجاً ثورياً ضد السرطان، تغزو تايوان وتستخدم هذا العلاج كورقة ضغط سياسية. قد يبدو هذا افتراضياً، لكنه شديد الواقعية عند ملاحظة المسار السريع لصناعة الأدوية الصينية

الفكرة مروعة : بكين ستسيطر على تايوان، مما يثير غضب الولايات المتحدة. ورداً على أي تدخل عسكري، ستوقف الصين تصدير علاجها المضاد للسرطان إلى السوق الأمريكية. فجأة، ملايين المرضى يجدون أنفسهم محاصرين في صراع جيوسياسي يتجاوزهم، ما يبرز هشاشة الاعتماد الصحي بشكل شديد. هذا السيناريو، رغم كونه درامياً، يكشف أداة قوة جديدة: الصحة.

هذه الفرضية تستند إلى تحولات حقيقية. منذ 2015، أعادت الصين هيكلة نظامها التنظيمي بالكامل. تقلصت مدة الموافقة على التجارب السريرية من 600 يوم إلى أقل من 100 يوم، وهو إنجاز إداري أتاح مجالاً واسعاً للابتكار. كما أدرجت الصين علاجات جديدة ومكلفة ضمن قائمتها الوطنية، ما ضمن سوقاً ضخمة ومستقرة. النتيجة: مليارات الدولارات استثمرت، وتعززت المجتمعات العلمية، وتوسعت القدرة على الابتكار. الأرقام تتحدث عن نفسها : 35 مليون دولار خصصت للبحث الصيدلاني عام 2015، مقابل 15 مليار دولار في 2023. زيادة بأكثر من 400 ضعف في أقل من عقد. نادراً ما شهد أي قطاع قفزة مماثلة.

محرك هذا الصعود لا يكمن فقط في الميزانيات. فقد نسقت بكين عودة واسعة لمواهبها المهاجرة. علماء شغلوا مناصب استراتيجية في أكبر الشركات الأمريكية عادوا إلى الصين، جذبهم التمويلات السخية والاعتراف الوطني. الدكتور جينسون وانغ، أحد أبرز هؤلاء، يمثل هذا الديناميكية: بعد مسيرة ناجحة في الولايات المتحدة، يقود الآن برامج بحثية في الصين.



والسخرية أن السياسة الأمريكية المسماة "مبادرة الصين"، التي تهدف لتقليص نفوذ بكين، سرّعت من هذه هجرة العقول. فبتقييد وصول الباحثين الصينيين للتقنيات الحساسة، دفعت واشنطن هؤلاء إلى العودة إلى وطنهم، مما زاد من قوة المخزون العلمي الصيني.

بينما تتقدم الصين، تحافظ الشركات الصيدلانية الغربية الكبرى على هيمنتها عبر براءات الاختراع والدعاوى القضائية واللوبي. لكن هذا النموذج يظهر حدوده أمام دولة استراتيجية تستثمر بكثافة وتجمع الموارد. الشركات الصغيرة، خاصة في البلدان النامية، تجد نفسها مكتوفة اليدين رغم محاولتها إنتاج بدائل أقل تكلفة.

في واشنطن، تثير ظلال اعتماد متزايد القلق. بعد أن أضعفت أزمة أشباه الموصلات، التي تهيمن عليها تايوان، الولايات المتحدة ترى ظهور نقطة ضعف جديدة: تأمين الإمدادات الدوائية. بدأ الكونغرس مناقشة قانون للأمن البيولوجي لتقييد الاستثمارات وتحديد الشركات الصينية المهددة للأمن القومي.

ما وراء الاقتصاد، يظهر سلاح قوي : القدرة على التحكم في من يعيش ومن يموت من خلال منح أو حرمان الوصول إلى علاج حيوي.

هذا التقرير، من خلال طرح سيناريو متطرف، يطرح سؤالاً جوهرياً : هل نحن مستعدون للعيش في عالم تصبح فيه الطب أداة حرب اقتصادية؟ إذا كان النفط هو طاقة القرن العشرين، فقد تصبح الصحة المكافئ الاستراتيجي للقرن الواحد والعشرين.

الصين، باستثماراتها الضخمة في البحث الطبي الحيوي، تسعى للعلاج والتمكين العسكري في الوقت ذاته. والغرب، بين الاعتماد والحذر، يجد صعوبة في تقديم رد واضح. ومع ذلك، هناك يقين واحد : الدواء لم يعد مجرد مسألة صحة عامة، بل أصبح مسألة سيادة وطنية واستقرار عالمي



كتاب الرأي

السعودية وباكستان يعيدان رسم الخريطة الاستراتيجية

ما وراء النص، الاتفاق يحمل رسالة قوية. بالنسبة لواشنطن، يعني أن عصر الاعتماد الحصري انتهى. أما الرياض، فهي تعتبر أن التردد الأمريكي، سواء في الانسحاب الفوضوي من أفغانستان أو المواقف الغامضة تجاه النووي الإيراني، أضعف مصداقية حليفها التاريخي.

وفي طهران، الرسالة واضحة أيضًا: مساحة المناورة تقل. إيران، التي تواجه بالفعل ضغطًا عسكريًا أمريكيًا وعقوبات، ترى أمامها جدارًا استراتيجيًا جديدًا في جنوب حدودها. وبالنسبة لتل أبيب، الرسالة أقل وضوحًا لكنها حازمة: الحسابات الإقليمية لن تُحسم بعد الآن بمعزل عن الآخرين. السعودية، التي طالما كانت مرشحة للانضمام إلى اتفاقيات أبراهام، تؤكد أنها تمتلك أوراقًا أخرى وستلعبها بحكمة.

هذا التحالف يعكس تحولًا أوسع: الشرق الأوسط لم يعد ملعبًا فقط للقوى الخارجية، بل أصبح منطقة يبنى فيها الفاعلون المحليون أطرهم الأمنية الخاصة. السعودية، التي تواصل مبادراتها التنموية عبر رؤية 2030، ترغب الآن في تعزيز استقلاليتها العسكرية. وباكستان تجد في هذا التحالف فرصة للخروج من عزلتها الدبلوماسية واستثمار موقعها كقوة نووية إسلامية.

لكن خلف صخب التوقعات، تظل أسئلة كبيرة: هل ستصمد هذه التضامن «حتى الموت» أمام الواقع؟ ماذا لو انخرط أحد الطرفين في نزاع لا يرغب الآخر فيه؟ التاريخ مليء بخيبات الأمل الناتجة عن التحالفات العسكرية. والخطر أيضًا أن يزيد هذا الاتفاق من التوتر في منطقة عسكرية بالفعل، حيث تتعدد خطوط المواجهة من اليمن إلى السودان.

استمرارية هذا التحالف تعتمد على قدرته على تجاوز الرمزية ليترجم إلى هياكل دائمة، تدريبات مشتركة منتظمة، ورؤية مشتركة للأمن الإقليمي.

وفي النهاية، يشكل الاتفاق نقطة تحول: يربط مصيرهما العسكري، تعيد السعودية وباكستان رسم المعادلة الإقليمية. الاتفاق ليس مجرد عقد ثنائي، بل تحذير لمن اعتقدوا أنهم يمكنهم فرض قواعد اللعبة في الشرق الأوسط وجنوب آسيا بمفردهم. هذا التحالف يوضح حقيقة أوسع: في عالم تتغير فيه التوازنات العالمية، تتزعزع التحالفات التقليدية، وتظهر تحالفات جديدة. السعودية وباكستان ذكّرتا أن المستقبل لمن يعرف كيف يتوقع، يوحد قواه، ويستعد لمواجهة العواصف معًا.



بقلم: محمد إيت بلحسن

هناك اتفاقيات دبلوماسية تمر دون أن يلتفت إليها أحد، وأخرى تُحدث صدىً قويًا كضربة برق. اتفاقية الدفاع الاستراتيجي بين السعودية وباكستان تنتمي إلى الفئة الثانية. وقعها ولي العهد محمد بن سلمان ورئيس الوزراء شهباز شريف، وتؤسس لتحالف عسكري غير مسبوق، واضح المعالم وملء بالوعود الصارمة: أي هجوم على أحد الطرفين سيُعتبر إعلان حرب على الآخر.

التاريخ الحديث للشرق الأوسط وجنوب آسيا شهد تحالفات متقلبة، غالبًا ما كانت مرتبطة برغبات القوى الكبرى. لكن هذه المرة، تعلن الرياض وإسلام آباد عن عزمهما على استعادة زمام المبادرة. هذا الاتفاق ليس مجرد إعلان نوايا، بل يفرض على البلدين التزامًا صريحًا بالتضامن العسكري، مع إمكانية التدريبات المشتركة، تبادل المعلومات الاستخباراتية، والاستجابة المنسقة لأي تهديد.

الرسالة واضحة: السعودية لم تعد ترغب بالاعتماد فقط على حلفائها الغربيين لضمان أمنها. وبالنسبة لباكستان، فإن الاتفاق يمنحها وسيلة لتعزيز مكانتها الإقليمية، مستندة إلى قوة مالية تستطيع دعم طموحاتها العسكرية والدبلوماسية.

رغم أن الاتفاق لم يذكر الأمر صراحة، إلا أن الشكوك حول البعد النووي موجودة. السعودية دعمت برامج باكستان الاستراتيجية لعقود، والقرب بين البلدين يثير تكهنات: هل يمكن للسعودية، في حال تصاعد التوتر، الاعتماد على الردع النووي لحليفها؟ الدبلوماسية الغربية تتجنب طرح هذا السؤال علنًا، لكنه حاضر في الأذهان.

في منطقة يواصل فيها إيران تطوير برنامجها النووي، وإسرائيل لم تعترف رسميًا ببرامجها، بينما تعيد الولايات المتحدة ترتيب أولوياتها الاستراتيجية، فإن احتمال وجود مظلة نووية مشتركة بين الرياض وإسلام آباد سيغير ميزان القوى الهش بالفعل.

الشباب المغربي بين واقع التهميش ورهان الاعتراف بدوره في التغيير



بقلم: محمد أيت بلحسن

الشباب المغربي ليس مشكلًا ينبغي تدبيره، بل ثروة يجب استثمارها. يوصف بأنه "كنز" للمستقبل، لكنه كنز لم يُستغل بعد كما يجب. فطالما أن الاقتصاد الوطني عاجز عن استيعاب طاقاته، والتعليم غير قادر على خلق حركية اجتماعية فعلية، والمؤسسات لم تمنحه بعد فضاءات للتعبير، ستظل هذه الثروة معطلة، بل مهددة بالتحول إلى مصدر انفجار. والخطر هنا ليس اجتماعيًا فقط، بل سياسيًا أيضًا، لأن تجاهل طموحات هذا الجيل قد يهدد استقرار البلاد في المدى البعيد.

غير أن الفاعل السياسي لا يجب أن يكتفي برسم صورة قاتمة، فمؤشرات التغيير قائمة، من شباب منخرط في المجتمع المدني، وآخرين يدعون في ريادة الأعمال الاجتماعية، وفئة تمكنت من إيصال صوتها داخل بعض المؤسسات، لكن تحويل هذه المبادرات المتفرقة إلى دينامية وطنية يتطلب الاعتراف بالشباب كشركاء حقيقيين في البناء الديمقراطي. فسيادة الدول لا تُقاس فقط بخياراتها الاقتصادية أو تحالفاتها الدولية، بل أيضًا بقدرتها على إشراك أكبر فئة من مواطنيها وهي الشباب

إن مستقبل المغرب يتوقف على معادلة دقيقة: أن يُعترف بالشباب لا كجزء هامشي، بل كروح حية لأمة تسعى إلى العدالة والكرامة والتنمية المشتركة

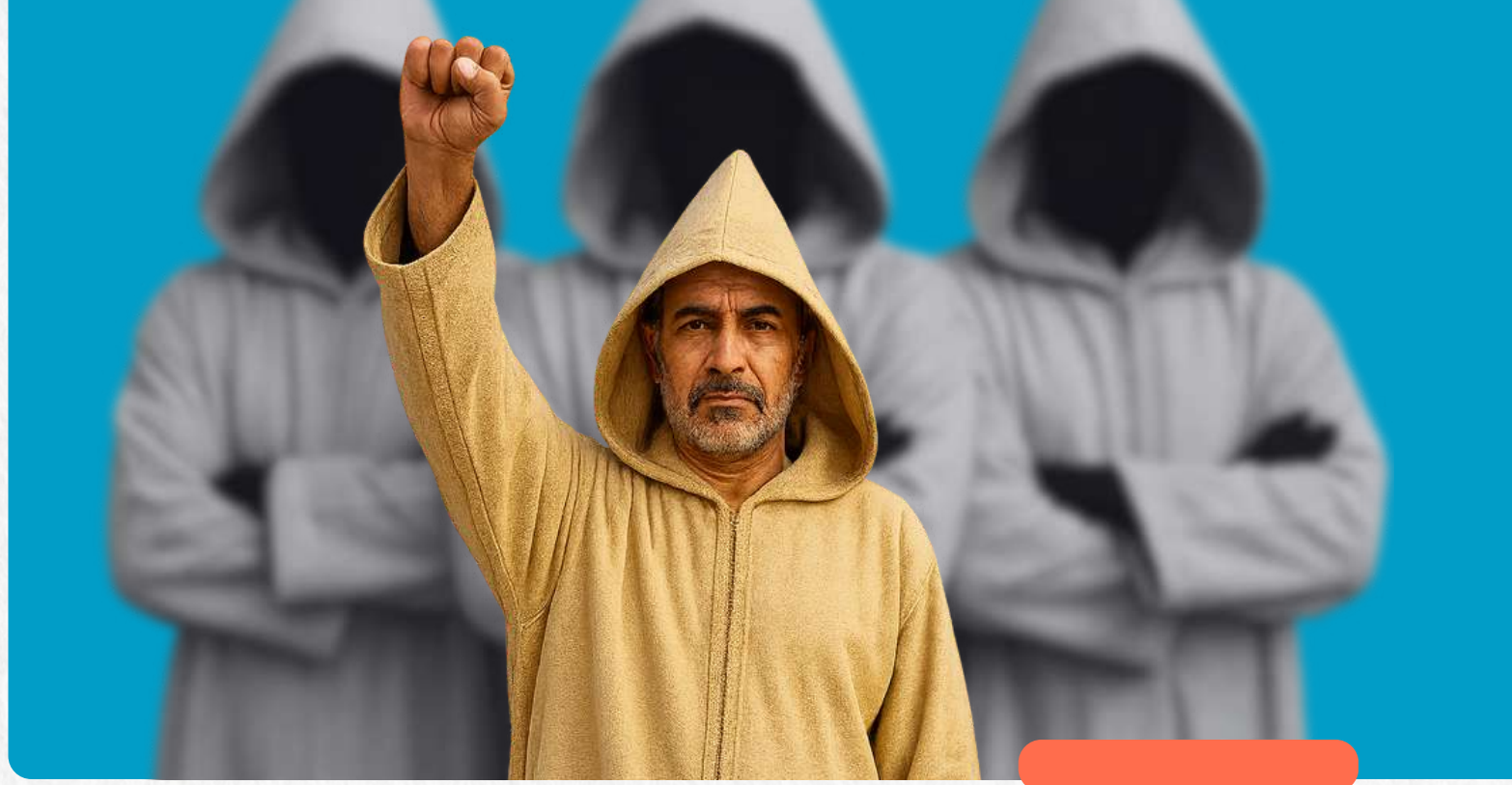
يمثل الشباب المغربي في آن واحد أفقًا واعدًا ومفارقة قائمة. فهو أفق لأنه يشكل الأغلبية السكانية ويحمل في ذاته طاقة متجددة وإبداعًا ورغبة عميقة في التغيير، ومفارقة لأنه، رغم هذا الثقل الديمغرافي، ما يزال على هامش صناعة القرار، محصورًا في أدوار ثانوية داخل منظومة سياسية واقتصادية لم تستوعب بعد طموحاته. والسؤال لم يعد ما إذا كان الشباب يهتم بالشأن العام، بل كيف يمكن تحويل حضوره، الذي غالبًا ما يكون مشتتًا وأحيانًا مقموعًا، إلى قوة حقيقية قادرة على الدفع نحو تحول اجتماعي واسع

خلافاً لما يروج من صور نمطية، لا يعيش الشباب المغربي عزوفًا عن السياسة، فالأحداث القريبة تكشف العكس، وحركة 20 فبراير مثال بارز على جيل قرر أن يواجه الفساد بشجاعة، غير أن هذا الحراك دفع ثمنًا باهظًا: اعتقالات وتهميش وغياب آفاق مهنية. ففي سنة 2017، وجد المئات من الشباب أنفسهم في السجون لمجرد تحديهم للواقع القائم. خلف هذه الوقائع تختبئ معاناة أعمق، جيل يعيش في هشاشة اقتصادية واجتماعية، محروم من المستقبل، لكنه لا يزال محتفظًا بقدرة على الغضب وعلى الحلم في الوقت نفسه.

تتعدد أسباب الإحباط، من بطالة مرتفعة، ونقص في بنى تعليمية ملائمة، إلى فوارق مجالية صارخة. ويشعر شباب المناطق النائية والريفية بشكل أكبر بوطأة غياب الفرص، مما يغذي لديهم إحساسًا بالترك والتهميش. ومع ذلك، لا يستسلمون للصمت، بل ينخرط بعضهم في العمل الجماعي والمبادرات المواطنة وحركات مدنية تتجاوز القنوات التقليدية. ورغم محدودية هذه التجارب، فإنها تكشف عن رغبة في التأثير على النقاش العام ورفض ترك المجال العمومي حكرًا على الخطاب الرسمي.

ذاكرة حركة 20 فبراير ما تزال حاضرة بقوة، فقد استلهمت من انتفاضات تونس ومصر، وأعادت إحياء المطالب الاجتماعية والسياسية في وقت طبعته جمود الأحزاب التقليدية. ورغم أن زخمها تراجع مع مرور الوقت، فإن بذورها لم تذبل، بل تواصلت عبر أشكال جديدة من التعبئة، سواء على شبكات التواصل الاجتماعي أو في حركات محلية. هذه التجارب ساهمت في بروز وعي سياسي جديد، قد يتقلب لكنه لا يغيب، ويظل مستعدًا للعودة إلى الواجهة كلما نضجت الظروف.

أمام هذه الطاقة الاحتجاجية، يظل المغرب بحاجة إلى حوار صادق ومنظم ومؤسس مع شبابه. فالأصوات المطالبة بفضاءات للنقاش تؤكد أن غياب قنوات للتواصل يزيد من اتساع الهوة بين الحاكمين والمحكومين. والإشارة إلى التجربة الفلسطينية القائمة على الوحدة والاستمرارية تعكس ضرورة تحويل الغضب الفردي إلى مشروع جماعي. من دون ذلك، ستظل تحركات الشباب متقطعة، عرضة إما للقمع أو للاحتواء.



لقد علمتنا التجارب الحديثة أن وسائل التواصل الاجتماعي قادرة على إنتاج حركات مواطنة حقيقية، لكنها قد تلد أيضًا أوهامًا عابرة. والمغرب ليس استثناءً، فما شهدناه من موجات جيل Z في نيبال أو الحملات المنسقة في دول أخرى يذكر بأن التعبئات الرقمية قد تكون فعالة، لكنها قد تكون أيضًا موجهة من وراء الستار، وقد يكون Moroccan Youth Voice بالفعل صرخة صادقة من شباب انطلق من مواقع التواصل الاجتماعي، و سئم الوعود الفارغة، لكنه قد يكون أيضًا مجرد تجربة مدبرة من فاعلين سياسيين أو اقتصاديين يسعون إلى إضعاف أو اختبار أو زعزعة التوازن. غياب الهوية الحقيقية لهذا التكتل لا يزيد إلا الشكوك.

إذا تعمقنا في الأمر سنجد أن القضية تتجاوز هذا التكتل وحده. ففي ديمقراطية ناشئة مثل ديمقراطيتنا، تستمد شرعية الاحتجاج من شفافية من يقف وراءها، فكيف نبني الثقة إذا ظل القادة متخفين؟ الاحتجاج حق مشروع، لكن التظاهر في الظل يحمل خطر تغذية الشكوك، بل وربما نسف القضية ذاتها التي يفترض الدفاع عنها. المغرب في حاجة إلى أصوات شابة، قوية، مرئية، قادرة على أن تعلن بجرأة ما يردده الكثيرون سرًا.

نحن لسنا في الجزائر، ديمقراطيتنا لا تخشى الضوء، المغرب يتقدم، ببطء أحيانًا، لكنه يتقدم. فالملكية الدستورية، والإصلاحات الاجتماعية، وانفتاح الفضاء العام : كلها تبقى غير مكتملة، لكنها موجودة. وإذا أراد الشباب أن يكونوا فاعلين، فعليهم أن يستثمروا هذه الفضاءات بدل الاحتماء خلف صور رمزية. فالأمل قائم : أن تكون التعبئات المقبلة، سواء أتت من Moroccan Youth Voice أو من غيره، لحظات صدق، يظهر فيها وجه الشباب بلا خوف ولا تلعب، بإرادة حقيقية لبناء مغرب أكثر عدلًا.

**لاحتجاج حق، بل واجب
أحيانًا. لكن ليس خلف ستار
المجهول، فالصوت يدون
هوية ، في صخب العالم
الرقمي، يبقى لغزًا هشا،
والمغرب يستحق الأفضل :
مواطنين يتحلون بالعزيمة
والمسؤولية ، قادرين على
إعلان ما يريدون تغييره في
وضح النهار.**

بقلم: **عدنان بنشقرون**



الاحتجاج حق مشروع لكن خلف ستار المجهول... لا !

الاحتجاج حق مشروع، لكن خلف ستار المجهول لا يمكن القبول به. في المغرب، أطلق تكتل غامض يحمل اسم "Moroccan Youth Voice" دعوة للتظاهر يومي 27 و28 شتنبر من أجل الدفاع عن الصحة والتعليم. حركة تبهر بفضل طابعها الرقمي وحيويتها الجيلية، لكنها تثير القلق بسبب غموضها المفرط وغياب هوية أصحابها. وبين أن تكون صرخة شبابية صادقة أو مجرد مناورة مدبرة، يظل السؤال مطروحاً: لمن تعود فعلاً هذه "الصوت"؟

Moroccan Youth Voice، من أنتم؟ إن سريّتكم المطلقة لا تزيد إلا الشكوك! منذ أيام قليلة، ضجّت منصات التواصل الاجتماعي في المغرب باسم لم يكن معروفاً من قبل: "Moroccan Youth Voice". بموقع إلكتروني بسيط مستضاف على Vercel، وقناة على Telegram تقترب من 1800 مشترك، وحساب على TikTok ناشط رغم بداياته، وصفحة Instagram تجاوزت 20 ألف متابع في وقت قياسي، تمكن هذا التكتل من فرض وجوده عبر وابل من الوسوم والصور المصممة بعناية. الشعار الذي يلقي رواجاً سريعاً، #SaveMoroccoFromCorruption، ينسجم مع رموز جيل Z المتمرس في المعارك الرقمية. أما ملصقات التعبئة المصممة بالذكاء الاصطناعي، فتمنح لمسة حدائية مغايرة تماماً لأساليب النقابات الطلابية أو الجمعيات المحلية. هذا الإبداع التقني يثير الإعجاب، لكنه في الآن نفسه يفتح باب الريبة: كيف لحركة تدّعي العفوية أن تطلق، في أيام معدودة فقط، مثل هذه الآلة الرقمية الضخمة؟ هل نحن أمام انتفاضة حقيقية أم أمام مشهد مُفبرك بإتقان؟ ولجذب المؤيدين، ركّز القائمون – الذين لا يوقعون أبداً بأسمائهم – على قضيتين وطنيتين أساسيتين: الصحة والتعليم. ومن الصعب تخيل قضايا أكثر إجماعاً في بلد تعاني فيه المستشفيات من نقص الموارد، وتحمل فيه الأسر تكاليف باهظة لتعليم أبنائها.

التوقيت ليس بريئاً

المأساة الأخيرة بمستشفى الحسن الثاني بأكادير، حيث فقدت عدة نساء حوامل حياتهن، فجرت غضباً عارماً، وحتى وزير الصحة نفسه اضطر إلى إطلاق تعبئة واسعة. أما المدرسة، فهي لا تزال مرآة لكل الإحباطات: اختطاف الأقسام، نقص الأساتذة، وإصلاحات بيداغوجية ما زالت متعثرة. وباختيار هذين الموضوعين، يضع التكتل نفسه في منأى عن أي اتهام بالتحيز، لكن هذه الحيادية الاستراتيجية تزيد من الشكوك حول كون الأمر عملية مدروسة بدقة تهدف إلى استقطاب الجميع دون استثناء.

الدعوات إلى التظاهر جاءت محددة بوضوح: الساعة السادسة مساءً بالضبط، في كبريات المدن – الدار البيضاء، الرباط، مراكش، فاس، مكناس، الجديدة، وأكادير. وفي كل مرة، تُعرض لائحة للمبادئ: سلمية، انضباط، احترام رجال الأمن، ومنع أي تخريب، قد يُنظر إلى ذلك كدليل على النضج، غير أن هذه الدقة، بالنسبة لتكتل يزعم أنه وليد غضب تلقائي، تثير الاستغراب. فالمنظمات الطلابية والجمعيات المحلية تكافح عادة لتنسيق تجمع وطني، فكيف لحركة مجهولة أن تحقق ذلك من أول محاولة؟ يزداد الغموض أكثر مع أول فيديو نُشر على Telegram، حيث يظهر فيه الحسن السعدي، الإطار الشاب في حزب التجمع الوطني للأحرار، ووزيراً حالياً مقرّباً من عزيز أخنوش. تُقطع كلماته فجأة، ثم تظهر شاشة سوداء مع كلمة "Wasted" على طريقة ألعاب الفيديو، قبل أن تُعرض وجوه مغاربة متحيرة، لكن لماذا تم اختيار مسؤول سياسي بارز كأول هدف؟ إذا كان التكتل يريد محاربة الفساد وفشل النظام، لماذا ركّز على شخصية حكومية محددة؟ هل هو خطأ استراتيجي، أم استفزاز متعمد، أم إشارة إلى أن الحركة ليست مستقلة كما تدعي؟

في المقاهي، الجامعات، وسيارات الأجرة، أصبح الموضوع حديث الساعة. بعض الطلبة متحمسون: «أخيراً حركة تتحدث بلغتنا وتستعمل TikTok وInstagram، وليس مثل الأحزاب العتيقة»، فيما يتوجس آخرون: «لا نعرف من يقف وراءها، لا نريد أن نُستعمل كوقود لصراعات سياسية». هذا الانقسام يشق المجتمع. فالشباب المغربي يريد التعبير عن نفسه، لكنه يخشى أن يُستغل. كما قال أحد النقابيين في الاتحاد العام للشغالين: «الاحتجاج حق دستوري. لكن الشفافية كذلك. فإذا كنا لا نعرف المنظمين، فكيف نمنحهم ثقتنا؟».



الاحتجاج حق مشروع لكن خلف ستار المجهول... لا !

81

الشباب المغربي بين واقع التهميش ورهان الاعتراف بدوره في التغيير

79

السعودية وباكستان يعيدان رسم الخريطة الاستراتيجية

78

الصين : عندما تصبح الرعاية الصحية استراتيجية حرب

77

مليون ونصف مهندس كل عام.. الجيش الصيني الجديد

76

حين تبيع الجزائر كيميائها لتل أبيب وروحها للبوليساريو

73

أخنوش بين خيارين.. هل يعتني بمدينته أم يلمع صورته؟

71


الرسالة
ARRISSALA. SA
Imprimerie Arrissala


LODj

كتاب الرأي

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورحيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma



VOTRE REGARD HEBDOMADAIRE SUR L'ÉCONOMIE



Plongez dans le monde économique avec notre hebdomadaire dédié. Ici, en lecture en ligne et en téléchargeant ce PDF, vous découvrirez une richesse d'articles, d'analyses et des brèves variées, allant des dernières informations économiques nationales et internationales. Cet hebdomadaire en format express est votre guide incontournable pour découvrir l'essentiel des brèves économiques de la semaine.

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

كناك الرأى

بلاطفورم الشباب

لوديجي بالعربية

الاحتجاج حق مشروع
لكن خلف ستار المجهول... لا !